



3,60 F
 Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 35 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 l. ; Liban, 300 P. ; Pays-Bas, 2,50 D. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 50 p. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 66 d.
 Tarif des abonnements page 24
 5, RUE DES ITALIENS
 75427 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 650572 F
 C.C.P. 4207 - 23 PARIS
 Tél. : 248-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Fanfani à Paris

Accompagné de cinq ministres, M. Amintore Fanfani, président du conseil italien, est arrivé à Paris pour avoir avec le président de la République quelques heures d'entretien, présentés à Rome comme une conférence au sommet franco-italienne analogue aux sommets franco-allemands, et attribués par Paris à la volonté politique du chef de l'Etat.

Voici près d'un an, la visite officielle en Italie de M. François Mitterrand fut célébrée comme l'aboutissement d'une nouvelle ère dans les relations franco-italiennes. Les « entretiens de travail » s'étaient déroulés parallèlement aux rencontres protocolaires. Rien n'avait été ménagé pour garantir aux interlocuteurs italiens qu'ils auraient désormais dans l'Europe vue par la France socialiste un poids égal à celui de l'Allemagne fédérale. Pareilles assurances avaient déjà été données par MM. Georges Pompidou et Gérard d'Estaing.

Les deux précédents présidents de la République avaient tablé sur l'acceptation enthousiaste par l'Italie d'un bilinguisme franco-italien qui compenserait ce que Rome soumettait « l'axe Paris-Rome ». Leur successeur y a ajouté l'ornementation d'un concept de « latinité » assez imprécis.

Paris, selon toutes apparences, n'avait pas mesuré, une fois de plus, que Rome ne vibrait ni à sa tête-à-tête franco-italienne ni aux séductions fascées de la latinité, dont les échos s'entendent en France de Chateaubriand à Maurras, rappelant en Italie les thèmes de l'expansion fasciste en Méditerranée et en Afrique.

La preuve en a été faite par l'écart très notable entre les projets de développement culturel communs, formulés voici un an, et les réalisations modestes, prévues en vertu d'une « nouvelle philosophie ». On avait envisagé la création à Paris d'une Académie d'Italie, analogue à la Villa Médicis et à l'Ecole française de Rome. Elle avait été stoppée par une diplomatie italienne qui, en toute chose, préfère une réalisation communautaire européenne, non sans les solides raisons des alliances où l'Italie dut se contenter d'être un « brillant second ».

Si M. Giovanni Spadolini, historien réputé et personnalité « laïque », pouvait apparaître comme un interlocuteur proche de M. François Mitterrand par les goûts et les desseins, M. Amintore Fanfani, incarnation même de la démocratie chrétienne aux mille visages, est aussi distant du président de la République que l'est le chancelier Helmut Kohl. Les langages politiques ne sont certainement pas les mêmes.

Les emphases différentes recouvrent un même pragmatisme. Comme M. Spadolini, M. Fanfani salue avec intérêt les grands projets tels la conférence des pays de la Méditerranée occidentale, idée lancée fin janvier au Maroc par M. François Mitterrand. Mais la finalité en est moins évidente pour les Italiens que la relance des institutions européennes. Rome attend beaucoup à cet égard de la présidence ouest-allemande de la Communauté.

Pragmatisme aussi du côté français. Car l'éventail culturel recouvre à peine les soucis économiques : le gros déséquilibre de la balance des échanges commerciaux au bénéfice de l'Italie aura pour conséquence que l'essentiel de ces entretiens portera sur les déboires italiens dans les domaines aéronautique et électro-nucléaire ou les difficultés de la coopération agro-alimentaire.

Sans nul doute, le climat est « excellent » et les relations sont « très cordiales ». Mais les faits sont moins générateurs d'euphorie.

(Lire nos informations page 5.)

L'O.L.P. tente de maintenir son unité tout en renouvelant sa stratégie au cours de la réunion de son conseil national à Alger

Précédé de quatre jours de débats houleux entre les diverses tendances de l'O.L.P., le Conseil national palestinien, qui fait fonction de Parlement, s'est ouvert le 14 février en fin d'après-midi à Alger sa seizième session, en présence des principaux dirigeants et de quelque trois cent quinze représentants.

La plus haute instance palestinienne, réunie pour la première fois dans un pays arabe éloigné du « champ de bataille », va tenter de préserver l'unité du mouvement et de parvenir à un consensus difficile, qui permettrait à M. Arafat d'avoir les conditions franches pour relancer le processus diplomatique.

Alger. — Chaleureuses poignées de mains et embrassades émus ont marqué les retrouvailles des responsables palestiniens six mois après la fin de la guerre du Liban. Les uns, résidents du siège de Beyrouth, et, depuis, disséminés dans une dizaine de pays arabes, les autres résidents habituellement au Moyen-Orient, en Europe ou en Amérique, ils ne s'étaient pas revus, pour nombre d'entre eux, depuis la dernière session du Conseil national palestinien (C.N.P.), en avril 1981 à Damas.

Celle qui s'ouvre, lundi soir 14 février au Palais des Nations à Alger — la seizième depuis la fondation de l'O.L.P. en 1964 — revêt une importance particulière. Les quelque trois cents membres du « parlement palestinien » présents sont appelés à tirer les leçons de la défaite subie au Liban, à réaménager les structures politiques et militaires de l'O.L.P. dans sa nouvelle aire géographique, et, surtout, à définir une stratégie diplomatique adaptée à une nouvelle conjoncture.

L'effondrement de l'O.L.P. au Liban ne paraît pas avoir entamé son

« A Jérusalem, le maintien de M. Sharon en tant que ministre sans portefeuille au sein du gouvernement, qualifié de « faux fuyant » par l'opposition travailliste, devrait être approuvé ce lundi après-midi par la Knesset. M. Moshe Arens, actuel ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, a accepté d'assumer le poste de ministre de la défense abandonné par M. Sharon.

En Cisjordanie, des incidents ont éclaté ce lundi matin au camp de réfugiés palestiniens de Kalandiya, près de Ramallah, ainsi qu'à Naplouse. Les autorités militaires ont imposé le couvre-feu dans le camp et procédé à de nombreuses arrestations.

De notre envoyé spécial
 audience internationale : une multitude de délégations, venant d'une centaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, des représentants de gouvernements, de Parlements, de partis politiques, suivront les travaux du C.N.P. à titre d'observateurs.

Autre constatation : l'épreuve subie a renforcé la détermination des représentants palestiniens à servir les rangs. Le mot que l'on entend le

ÉRIC ROULEAU.
 (Lire la suite page 3.)

AUJOURD'HUI : A l'occasion de la visite à Paris du président Biya, un supplément sur le Cameroun. (Pages 7 à 10.)

DEMAIN : Le Monde publiera dans ses éditions du 15 février (datées du 16), des documents inédits (présentés par Serge Klarsfeld), sur l'attitude de la France et des Etats-Unis avant l'expulsion de Klaus Barbie.

La reconquête de l'Ouest

La reconquête de l'Ouest ? L'opposition semble persuadée que les élections municipales des 6 et 13 mars vont lui permettre de reprendre plusieurs municipalités enlevées par la gauche en 1977. Celle-ci fait preuve d'une certaine sérénité. A la base de l'ambition des formations de droite, la querelle scolaire qui, dans l'Ouest plus qu'ailleurs, représente un thème central de la campagne électorale.

1. — « La liberté, ça ne se discute pas »

Les monts d'Arrée. — Paysage crétois. Calvaires sous un soleil blanc. Plus traversière. Sol breton, dur, souvent mystique. Pérégrinations dans l'Armor et l'Arzopet. Lorient, Brest, Châteaulin, villes déjà lointaines. Devant, Lannion, Saint-Brieuc, les Côtes-du-Nord. Le Morbihan, le Finistère, qu'en reste-t-il ? Trois petites phrases, obsé-

dantes. « Ceux qui possèdent la liberté ne veulent pas la perdre » Guy Guernier, ancien député R.F.R. du Finistère, candidat aux élections municipales à Lorient. « Plus de 70 % des militants des sections socialistes de Brest sont issus des milieux catholiques » Pierre Maille (P.S.), maire de Brest. « Pourquoi chercher à détruire ce qui existe ? » frère Leclerc, directeur de l'insémination catholique Saint-Louis, à Châteaulin. Frère Leclerc, militant R.F.R.

Réalisable approche de l'Ouest : Bretons, socialistes et chrétiens. Bretons, militants C.G.T. et chrétiens. Communistes influencés par leur passage à la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.). Mayenne conservatrice, qui cultive avec délectation son anticommunisme ; Maine-et-Loire : Angers, dont le maire, Jean Monnier (P.S.), refuse obstinément l'union avec le P.C. — Surtout, il ne dévient ou ne réalise ?

Les cartes se brouillent à plaisir... Laïcs, catholiques, trop de contradictions dans chaque camp. Ce serait si simple si l'on pouvait opposer, de façon manichéenne, les partisans de l'enseignement public et les défenseurs de l'enseignement privé : trancher entre la logique et les faits et les certitudes religieuses. Depuis plus de vingt ans, la Bretagne, l'Ouest, se nourrissent de ce drame permanent, la « querelle scolaire », avec des temps forts, rituels, à chaque consultation électorale. Il faut donc relativiser. La tentation est trop forte de dire que, cette fois-ci, la querelle scolaire va peser sur l'issue du scrutin. Les municipales de mars 1983 ? Oui, bien sûr, mais l'Ouest en a vu d'autres.

D'abord l'Ouest existait-il ? En tant qu'entité, sociologique, humaine, politique ? Basques, Bretons, Alsaciens, ont sans doute un « caractère propre », une histoire, une réalité culturelle, des racines qui ne se prêtent pas au jacobinisme. Les extrêmes, apparemment, ont donc une « identité ». Mais l'Ouest, ce conglomerat géographique ? Portulac : l'Ouest dont il est question se limite administrativement à deux régions : la Bretagne et les Pays de la Loire. Conjoncture : les élections municipales. La querelle scolaire va jouer un rôle. Lequel ?

(Lire la suite page 13.)

FRANÇOIS PERROUX Pour une philosophie du nouveau développement

« François Perroux, dépassant les théories courantes, voit la vie économique comme un jeu de pouvoirs entre grandes unités actives. »

« Un texte extraordinairement stimulant... un point d'arrivée par la synthèse qu'il propose, un point de départ par les voies qu'il ouvre. »

« Voici l'œuvre où s'accomplit, dans sa forme mûre et complexe, le projet fondamental de François Perroux, qui nous livre un visage autre, enrichi, neuf de l'économie. »

AUBIER/PRESSES DE L'UNESCO
AUBIER

Le commerce mondial de l'alcool est de plus en plus dominé par les sociétés transnationales

affirme un rapport des Nations unies

L'Organisation mondiale de la santé, qui a décidé de renforcer sa lutte contre l'alcoolisme, dispose à cette fin d'un rapport substantiel de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). De ce document, qui n'a pas été publié, il ressort que les sociétés transnationales resserrent leur contrôle du marché national de l'alcool qui représente plus de 1 100 milliards de francs.

1 100 milliards de francs

De notre correspondant

Genève. — L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), devant la « propagation dévastatrice » des diverses formes d'alcoolisme, décide d'intensifier sa lutte contre ce fléau.

Son programme devrait s'appuyer notamment sur une étude du secrétariat de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) afin de dégager les conséquences pour la santé

Ce document a été achevé en novembre 1982, mais n'a pas encore été rendu public, ou même mis en circulation. Ni le secrétariat de l'O.M.S. ni celui de la CNUCED ne donnent de précisions sur son sujet.

ISABELLE VICHNIAC.
 (Lire la suite page 42.)

(1) Auteur d'un rapport sur les multinationales du tabac, publié par la CNUCED (le Monde du 4 octobre 1978).

QUATRE CENTS INTELLECTUELS EN SORBONNE

L'Internationale de l'imaginaire

Les premières Rencontres internationales de la Sorbonne sur la création et le développement ont réuni, les samedi 12 et dimanche 13 février, à l'invitation du ministère de la culture, quelque quatre cents intellectuels des cinq continents. Les débats ont été clos le second jour par M. François Mitterrand, qui, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, a appelé « tous les créateurs et tous les chercheurs » à participer « davantage » à la préparation de la société de demain. (Lire page 17, les extraits du discours du président de la République.)

C'est à l'automne, au moment où s'apaisaient un peu les remous suscités par la description de la situation culturelle mondiale présentée en juillet à la conférence de Mexico par le ministre français de la culture, que M. Jack Lang et son chargé de mission pour les affaires internationales, M. André Larqué, ont eu l'idée d'inviter à Paris une centaine d'étrangers occupant chez eux le premier rang dans les disciplines de l'esprit les plus diverses, auxquels se joindraient trois centaines de personnes — françaises ou non — jouant en France un rôle de premier plan dans leurs spécialités respectives.

Il s'agissait de confronter ces hommes de science et de conscience et de les questionner sur leur façon d'envisager la solution de la crise socio-économique universelle et l'élaboration de l'après-crise.

L'événement était sans précédent : si peu de temps, tant de monde, d'horizons (1) et de sympathies souvent opposées, tant de problèmes à examiner !

L'affaire pouvait facilement sombrer dans la confusion : « la France a un ministre de la culture qui ose prendre des risques », constatait, la veille des rencontres, Brayan Breytenbach, le poète sud-africain exilé à Paris.

Première constatation : « l'esprit d'ordre et de méthode » forgé en ces lieux — Leopold Sedar Senghor l'a rappelé — depuis Robert de Sorbon,

(1) Tous les grands pays étaient représentés, à l'exception de l'Union soviétique d'où aucune des cinq personnalités — indépendantes — invitées (dont le clerc Sergueï Paradjanov) n'était venue.

Il y a cent ans Wagner mourait à Venise
 Lire, page 17, les articles de Jacques Lanchamp et de Philippe Pons

Le Monde

idées

Nos lecteurs et le cas Barbie

Dans la correspondance que nous avons reçue à propos du cas de Klaus Barbie, une note domine : non à l'oubli, oui à la justice ; mais non à la haine et à la vengeance. « Pour l'honneur de la France », il conviendrait aussi de rappeler tous les concours que nos concitoyens, hélas ! ont apportés à l'occupant, et les exactions commises en Algérie. D'autres lecteurs vont plus loin et estiment que c'est une lourde erreur d'avoir ravivé ces plaies de l'année du vingtième anniversaire du traité franco-allemand, et peu après avoir réhabilité les chefs de l'O.A.S. Opération « morbide et dangereuse », selon un texte reçu, à laquelle les jeunes qui nous ont écrit ne veulent pas être mêlés.

Pour l'honneur de la France

Depuis l'incarcération en France de Klaus Barbie, les témoignages et les prises de position se multiplient. Les uns, qui n'ont rien oublié, rappellent ce que fut la cruauté d'un homme investi de pouvoirs sans limites dans le cadre d'un régime de dictature fasciste. Les autres jugent l'homme et le pouvoir qu'il incarnait et estiment qu'il importe désormais de faire le procès du nazisme afin qu'il ne se reproduise. Peu, et ils ont raison, accordent une quelconque importance à la peine que Barbie subira puisque sa conduite est inexcusable.

Je crois que les Français, dont un grand nombre aujourd'hui n'ont pas vécu l'époque dramatique que ce procès va faire revivre, ne voient pas l'importance, la valeur de cet acte de justice. Celui-ci doit, à mes yeux, démontrer que la France de 1940 à 1944 n'a pu être asservie par l'ennemi qu'en raison de l'insuffisance de ses responsables civils et militaires en 1939 et 1940, mais aussi, et c'est là où le procès son véritable rôle, parce que les Allemands ont trouvé en France des alliés objectifs et des collaborateurs.

La France de Louis XIV, celle de Napoléon ou celle de 1914-1918 avait en 1940 les capacités d'une grande puissance. Elle n'avait plus, en revanche, d'élites en nombre suffisant ; elle avait des notables dont une part importante s'est malheureusement accommodée des exigences de l'occupant - il fallait bien survivre ! - quand ne s'est pas aidé à assurer sa politique d'asservissement.

Certains affirment depuis longtemps, et c'est l'excuse de beaucoup encore aujourd'hui, qu'il fallait bien administrer la France en maintenant ses structures, protéger les Français en faisant en sorte de limiter les exigences allemandes. Bref, il apparais-

sait nécessaire de maintenir les pouvoirs publics afin que l'ennemi ne se substitue pas complètement aux responsables civils qui croyaient à la nécessité de poursuivre - et dans quelles conditions et à quel prix ! - leur mission.

En vérité, ils ont commis un crime contre la France. La France avait certes subi une défaite militaire, dont ses chefs portaient, devant l'histoire, la totale responsabilité. Mais elle aurait pu éviter de devenir un pays entièrement occupé, un peuple soumis, ce qui est un fait unique dans notre histoire moderne. Peuple vaincu sans avoir gardé l'honneur de s'être bien battu, la France porte cette tare. En fait, la nation française, dans ses profondeurs, a été abusée. Elle a été trahie. En effet, tous ceux qui ont accepté de servir les autorités allemandes à des postes importants - sans résister - doivent être tenus pour responsables des maux et du déshonneur de notre patrie.

Il est évident que l'Allemagne n'aurait pu dominer pendant quatre ans la France sans y trouver les complicités nécessaires. Il y a ceux qui ont donné l'illusion aux Français, par le pouvoir qu'ils exerçaient avec l'accord de l'ennemi, qu'ils étaient sauvés et que de meilleurs jours s'ouvraient devant eux ; il y a tous les autres qui ont permis aux Allemands de traquer, de torturer et de déporter (...).

L'essentiel est de prouver au monde que la France, trahie par certains des siens, a dû fléchir, en dépit des sacrifices immenses de celles et de ceux qui ont souffert courageusement pour la liberté et pour l'honneur de leur pays.

J. DE CASTEL TRÉDUGUEC.
(Orléans.)

Brisons le cercle infernal...

Beaucoup de choses se sont dites ou écrites au sujet de Klaus Barbie. Parmi elles, une petite phrase de M. Christian Pineau. Barbie haïssait la France ; son père, disait-il, avait été humilié par des Français durant les années d'occupation qui suivirent la première guerre mondiale.

Barbie a vengé son père... Cela ne constitue en aucun cas une excuse ni ne le dispense d'avoir à répondre de ses crimes devant la justice. Mais gardons-nous de confondre justice et vengeance ; plus que l'homme, c'est ce fleau qu'il faut traquer.

J'ai travaillé en Allemagne, pendant les années qui ont suivi la guerre, à l'animation d'un centre culturel franco-allemand ; j'y ai rencontré des relations entre nos deux jeunes gens qui signaient des années de national-socialisme. Ils étaient allés jusqu'au bout de l'horreur et voulaient construire l'avenir sur des bases nouvelles, conscients du caractère destructeur de la haine.

Que justice soit rendue, oui ; mais ne nous laissons pas contaminer par la haine de la haine. Brisons ce cercle infernal de la vengeance et... ayons la victoire modeste.

Où, la jeunesse doit savoir ce que furent ces années atroces, mais elle a aussi engrangé dans sa mémoire ce qu'un anniversaire récent lui rappelle : les tortionnaires des djebels algériens n'étaient pas nazis.

ELISABETH ROLAND-GOSSELIN.

Surtout pas de haine...

L'arrivée en France de Klaus Barbie soulève des réactions diverses et souvent très pénibles. Fils de résistant mort sous la torture, je vous demande de faire passer ce message : « Surtout pas de haine ». Car je souffre à l'idée que la haine puisse naître des cendres de Jean Moulin et de tous les autres.

En témoignant aujourd'hui du même sentiment que leurs boureaux, nous ferions insulte à la mémoire de tous ceux qui sont morts pendant la guerre, et en particulier à la mémoire des résistants qui ont lutté contre le nazisme, l'horreur, la haine. Et ne serait-ce pas d'ailleurs, entre autres dans leur jeu ? Oh ! Mme Jean Moulin, votre témoignage sur Antenne 2 m'a fait mal.

Non, il ne faut pas oublier : le pardon est une affaire entre l'homme et Dieu et qui élève l'homme.

Mais comment souhaiter l'assassinat d'un homme pour lui faire expier ses crimes ? Si notre pauvre justice humaine arrive à faire prendre conscience de ses crimes à Barbie, n'est-ce pas là le châtiment le plus lourd ?

Et que cela serve d'exemple à tous les criminels petits et grands qui continuent de par le monde, à l'Est comme à l'Ouest, à torturer et à tuer.

JEAN-DANIEL MESSMANN.
(Ingardheim.)

Morbide et dangereux

L'opération Klaus Barbie me cause un malaise que je tiens à exprimer en tentant de l'analyser, même si mes propos grincent quelque peu dans le concert des témoignages de satisfaction.

Ne parlons pas de la récupération politique à laquelle certains n'ont déjà pas manqué de se livrer à propos de cette affaire... Il s'agit de problèmes plus fondamentaux. Récupérer de telles plaies quarante ans après, réveiller les passions, la haine, la douleur, cela me semble morbide et dangereux. Et comment peut-on prétendre que, ce faisant, on ne cherche pas la vengeance ? Ce serait là rien de moins que la vengeance tout à fait compréhensible, et l'objectif du procès sera bien la condamnation de cet homme. Car la vérité, elle, est connue depuis longtemps : le procès du fascisme a déjà été fait, et souvent ; l'indignation, l'horreur sont unanimes. Que voudrait-on prouver de plus ?

Bien sûr, il n'est pas question d'oublier, d'occuper ce qui s'est passé à Lyon et ailleurs durant cette période. Il faut que l'on sache jusqu'où peut aller la barbarie humaine. Mais il est préférable que les « leçons d'histoire » se déroulent ailleurs que dans un palais de justice et qu'elles se concluent autrement que par la punition d'un individu.

En effet, K. Barbie faisait à l'époque partie intégrante de la machine de guerre nazie, du système hitlérien ; et c'est ce système, et non pas un de ses rouages, qui porte la responsabilité de ce qu'on agit mal lorsqu'on obéit aux directives du gouvernement de son pays, gouvernement légal et même plébiscité par le peuple ? C'est la

guerre elle-même qui permet de telles atrocités, toutes les guerres, dans quelque pays que ce soit.

Or, les quelques choses à envier à Barbie, les responsables du charnier de Kerschbühl, les militaires français (Mauvais, etc.) qui ne se sont jamais cachés d'avoir pratiqué la torture en Algérie, les Américains qui ont largué la bombe sur Hiroshima, ceux qui arrosaient de napalm les populations du Vietnam, les sbires des tyrans d'Iran, du Salvador, du Guatemala, d'Afrique du Sud, etc. qui pillent, violent, brûlent, tuent... les bourreaux des goulets soviétiques, qui tous agissent au nom de l'État ?

Nulle œuvre de vengeance ne saurait être positive. C'est la guerre et le fascisme qu'il nous faut prévenir et traquer sans cesse en luttant contre tout ce qui peut y conduire et notamment le nationalisme, le patriotisme déformé, le racisme, la militarisation, la puissance de l'État, la soumission inconditionnelle à l'autorité. J'estime que tolérer des usages d'armement, refuser le désarmement (même unilatéral), accepter l'existence de l'armée (de n'importe quelle armée), c'est être complice peu ou prou des criminels de guerre.

Cette affaire fait resurgir des fantômes malheureux. Espérons-les exorciser par là des années d'horreur et peut-être, pour certains, de lâcheté ? Tout cela, joint à toute cette publicité tapageuse, suscite en moi un profond sentiment de tristesse et, pour tout dire, de dégoût.

MADELINE ROUX.
(Enseignante, Bayonne.)

Une lourde erreur

Je suis un militant du Club 89, association politique qui a pour but la vigilance républicaine, et à ce titre parfaitement d'accord pour que les criminels politiques français soient impitoyablement poursuivis.

Par contre, en tant que Français de trente ans vivant en 1983, je suis opposé à ce que l'on relance l'esprit de vengeance contre l'occupation allemande des années 40. En lançant un mandat d'arrêt contre un occupant allemand, quarante années après, nous nous exposons à une lourde erreur.

Voici pourquoi je le pense. Je suis né et j'ai grandi sur les bords de la Somme. Là où, toujours, les Français et les Allemands se sont affrontés dans le sang. Enfant, j'ai joué dans les trous d'obus de la guerre de 1914, car il n'y a là-bas pas un champ, pas un bois, qui n'en soit défoncé. Partout, dans chaque village, des monuments aux morts couverts de centaines de noms. Mes parents, mes grands-parents, mes arrière-grands-parents, tous ont connu leur guerre contre les Allemands.

Depuis Napoléon au moins, chaque fois que l'on a préparé la revanche, on a préparé la guerre. Aujourd'hui, va-t-on recommencer ? Qui veut rajouter son nom dans cette atroce succession ? Quel affreux cynisme de vouloir raviver de telles haines l'année du vingtième anniversaire du traité d'amitié franco-allemand.

A-t-on oublié que, depuis vingt-cinq ans, les générations nouvelles tentent de bâtir une Europe unie et fraternelle ? J'en suis, je pense, un vivant témoignage. Adolescent, j'ai passé la plupart de mes vacances avec des Allemands dans le cadre des échanges organisés par l'Office franco-allemand de la jeunesse. Jusqu'en 1972, à Munich, aux Jeux olympiques qui, trente-six ans après Berlin, ont été le symbole de la main tendue de l'Allemagne au reste du monde. J'ai épousé une Allemande, et plusieurs personnes de ma famille et de mes amis ont fait de même.

Quels vieux spectres hideux soulevent-on réveiller maintenant au fond de nos consciences ? Quels ferments de discorde est-on en train d'entretenir ?

Ceux qui tiennent pour la réouverture du dossier Barbie disent qu'il n'y a là rien de dirigé contre l'Allemagne. Certes, les intentions à cet égard sont sans doute pures. La cible visée est interne à la France. Mais je dis : attention aux apprentis sorciers. L'affaire Barbie n'apporte rien de bon aux relations franco-allemandes. Des centaines de milliers d'Allemands ont occupé la France et sont aujourd'hui les pères de nos jeunes amis d'outre-Rhin. Ils peuvent se sentir visés. La haine engendre la haine. La vengeance engendre la vengeance. Pendant encore combien de centaines d'années allons-nous ressasser les mêmes querelles ? Si nous n'y mettons pas fin, c'est Hitler qui aura en raison, en disant qu'il créait un Reich pour mille ans : l'empire de la haine.

JEAN-GUILAUME RICHARD.
(Paris.)

N'y mêlons pas la jeunesse

Je pense que l'inculpation de Klaus Barbie suscitera dans les jours qui viennent des correspondances.

En voici une :

Il est douteux que le procès de Klaus Barbie apporte des enseignements à l'histoire. Par contre, tous les commentateurs, à commencer par notre premier ministre depuis la Martinique, lui reconnaissent une valeur hautement symbolique.

Quarante ans après les abominables faits commis, c'est la jeunesse de France qui semble justifier cette obstination de la justice. Il ne faut pas que les jeunes oublient. Il faut qu'ils sachent.

Puisque ce procès s'adresse à nous, alors permettez-moi de dire ce que j'en pense précisément un jeune de vingt et un ans.

Oui, ce procès est tristement symbolique, mais pour d'autres raisons. Sa portée dépasse le cadre de la peine que mérite cet anthropophage nazi. Car je ne peux pas m'empêcher de frissonner à l'annonce de ce verdict que le président de la cour d'assises de Lyon prononcera « au nom du peuple français ».

Mais au nom de qui sommes-nous autorisés à rendre justice pour ces crimes commis contre l'humanité ? Sommes-nous irréprochables pour nous permettre, sans orgueil démesuré, de juger ce criminel ? Pouvons-nous toujours, « au nom du peuple français », condamner, sans vergo-

gne, ce triste imitateur de nos exploits passés ?

Combien y a-t-il eu d'Oradour-sur-Glane en 1973 ? André Glucksmann avait cette comparaison terrible pour qualifier le génocide vietnamite : « Notre Cambodge français ».

Combien y a-t-il eu de goliaths semblables à Klaus Barbie dans les officines de renseignements pendant la guerre d'Algérie ? Jules Koy avait cette phrase cruelle en réponse à un général français : « C'est de vous, vous avez élaboré l'arme de vos crimes légaux ».

Et que dire de la guerre d'Espagne menée par les armées napoléoniennes...

Patriote, je tremble que l'avocat de Klaus Barbie ne rappelle justement que la République française n'a aucune leçon d'humanité à donner au monde.

Je me demande s'il y a beaucoup de différence entre les horreurs perpétrées à Lyon en 1943 et celles de Nantes en 1973 ou d'Alger en 1959 ? Je me demande si Klaus Barbie n'est pas tout simplement un Jean-Baptiste Carrier du vingtième siècle ?

Alors, de grâce, ne mêlons pas la jeunesse à cette affaire. Disons uniquement que la sentence sera rendue au nom de notre droit positif.

CHRISTOPHE ECHÉ-OUVAL.
(Etudiant, Limoges.)

Et les Barbie français ?

Tout d'abord, je suis Algérien. Je suis né le 4 juin 1939.

Messieurs, en attendant tellement parler ces jours-ci de Barbie nazi et surtout en écoutant des personnes qui ont été torturées pendant la dernière guerre il y a plus de quarante ans ; oui, en les écoutant souvent pleurer, pour cela je n'ai pas pu résister à vous poser cette question : combien en-ce qu'il y avait de Barbie et de nazis pendant la guerre d'Algérie ? Moi-même, messieurs, je n'avais que dix-huit ans en 1958. J'ai été arrêté pour presque rien. Peut-être la seule raison était d'avoir dix-huit ans et de n'être ni dans l'armée française ni algérienne.

J'ai été arrêté et torturé par ordre d'un capitaine qui s'appelait Bernard - c'est tout ce que je sais sur lui - et qui, en février, mars, avril et mai 1958, se trouvait à Djebela, commune de Nedroma, département de Tlemcen (Algérie). J'ai été torturé pendant un mois, j'avais deux à trois séances par semaine. Je suis rentré en prison comme un jeune homme de dix-huit ans, puisque j'ai les dents tout juste, et je suis sorti comme un vieux de soixante-dix ans, paralysé de mes deux jambes et toutes mes côtes cassées. On me faisait de l'électricité, on me faisait boire de l'eau et on me brûlait avec des cigarettes et quand on avait assez de cela, on m'ar-

rait les pieds en l'air et la tête en bas, nu et toutes les nuits. Tout ce pour me faire parler de choses ou sur les gens dont souvent je ne savais rien ou que je ne connaissais pas.

Oui, messieurs, je suis venu en France en 1958, paralysé à 100 % et j'ai eu de la chance, mon père se trouvait en France, et comme je n'étais pas majeur, il m'a demandé en m'envoyant de l'argent et la procuration.

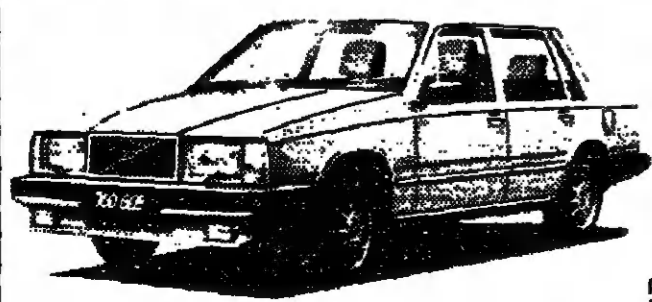
De tout ce que je viens d'écrire, c'est peu par rapport à ce que j'ai vu. Je voudrais tout simplement vous poser la question : comment est-ce que les Français jugent ces gens qui faisaient la même chose en Algérie, que Barbie et les nazis dans leur temps ? Cela s'est passé en 1958 et non en 1940-1944. J'aurais voulu avoir l'occasion de parler devant la caméra à la télévision, mais cela n'est pas permis à tout le monde.

En ce qui me concerne, je ne demande pas que ces gens soient jugés mais que les Français sachent qu'il y avait des Barbie et des nazis pendant la guerre d'Algérie. Ma mère avait cinquante ans et a été torturée parce qu'il y avait un de ses fils dans le F.L.N. C'était mon grand frère.

MANSOUR MERZOUK.
(Paris.)

Le plus grand centre d'essai Volvo

Il est à Paris : venez essayer dans le 16^e, le 17^e, à Neuilly ou sur les Champs-Élysées, les VOLVO 83 : la série 300 et la nouvelle GLT la série 240 avec les Diesel 6 cylindres, la série 760 Essence ou Turbo Diesel.



VOLVO PARIS

CARDINET 112/114 rue Cardinet 17^e. Tél. : 766.50.35
NEUILLY 16 rue d'Orléans. Tél. : 747.50.05
CHAMPS-ÉLYSÉES 138 Champs-Élysées. Tél. : 225.60.70
LONGCHAMP 72 rue de Longchamp 16^e. Tél. : 727.47.35

PROCHE-ORIENT

Israël

EN NOMMANT M. SHARON MINISTRE SANS PORTEFEUILLE

M. Begin conserve sa majorité et n'envisage pas d'infléchir sa politique

Jérusalem. — On peut vanter ici comme à l'étranger les mérites de la démocratie israélienne. Mais, quand le gouvernement s'apprête pour finalement à ne pas tenir compte et que rien — pas même la mort d'un manifestant — ne semble pouvoir l'ébranler, on peut aussi s'interroger sur la vertu de cette démocratie. Ces propos débattus d'un militant travailliste reflètent un sentiment assez largement répandu au sein d'une opposition plus ou moins consciente de son impuissance.

Moins d'une semaine après la publication du rapport de la commission d'enquête, le gouvernement de M. Begin paraît avoir déjà surmonté la crise avec une relative aisance. Non seulement le cabinet n'a pas donné sa démission comme pouvaient le laisser prévoir, selon certaines interprétations, les recommandations de la commission Kahane, mais encore, le principal « accusé », M. Ariel Sharon, y garde une place. Le conseil des ministres a décidé, le dimanche 13 février, que M. Sharon resterait l'un de ses membres sans portefeuille et que M. Begin — dont la responsabilité a été elle aussi mise en cause par le rapport Kahane — assumerait, provisoirement, les fonctions de ministre de la défense en attendant l'installation de M. Moshe Arens, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis.

Consulté par le conseil des ministres, le procureur de l'Etat, contre l'avis d'autres juristes, a estimé que ce renouveau était conforme à l'esprit des recommandations de la commission Kahane et à l'engagement pris la semaine dernière par le cabinet de les « respecter ». Bien que l'opposition et la plupart des éditorialistes de la presse dénoncent

De notre correspondant

on critique le « faux-fuyant » trouvé par le gouvernement, celui-ci ne devait guère éprouver de difficultés à faire approuver par la Knesset cette décision qui allait être soumise aux députés lundi dans l'après-midi.

L'ensemble des observateurs israéliens estimait que M. Begin conserverait les quelques voix de majorité dont il disposait ces derniers mois. Contraintement à ce qui s'était produit en septembre 1982, aussitôt après les massacres de Sabra et de Chatila (1), aucun membre de la coalition n'a menacé de faire défection.

Dans ces conditions, rien ne paraît pour l'instant devoir mettre en péril le gouvernement de M. Begin, et les motions de censure qui seront soumises le mercredi 16 février ne présentent aucune chance d'être adoptées. Les partis qui les présenteront sans illusion. M. Begin comptait théoriquement sur 64 voix contre 56 à l'opposition. Ainsi rassuré, le premier ministre garde-t-il en réserve comme une arme de dissuasion son projet d'élections anticipées. Il peut apparemment continuer de gouverner sans trop de problèmes pour quelque temps encore avec la majorité actuelle. Les petits partis, tel le parti national religieux (P.N.R.), qui sont associés au Likoud, sont d'autant plus réticents à ne pas remettre en cause leur soutien au gouvernement qu'ils redoutent l'éclosion d'un prochain scrutin, et le P.N.R. vient de préciser qu'il n'aurait pas du tout l'intention de former avec les travaillistes une nouvelle coalition de gouvernement, ruinant les faibles espoirs que nourrissait le président du parti travailliste, M. Shimon Peres.

A noter d'autre part que, pour achever de déconcerter ceux qui, en Israël ou à l'étranger — aux Etats-Unis notamment — espéraient la possibilité d'un changement de gouvernement, les dirigeants de la majorité — M. Yossef Burg, ministre de l'Intérieur et président du P.N.R., n'est pas le dernier — ne cessent de souligner qu'il ne faut pas s'attendre non plus à une quelconque modification de la politique gouvernementale, que ce soit à propos du Liban ou de la Cisjordanie et du territoire de Gaza, dont la colonisation devrait se poursuivre. Cela est un avertissement au moment où le Conseil national palestinien se réunit à Alger et où le président Reagan voudrait relancer le processus de paix sur la base de son « plan » annoncé en septembre dernier avec la participation du roi Hussein.

Le désarroi des dirigeants travaillistes

Les dirigeants travaillistes restent plus que jamais désemparés et demeurent hésitants quand il s'agit de définir leur riposte aux décisions du gouvernement, ce qui ne manque pas de troubler des militants partisans d'une attitude de « fermeté » et d'une « offensive généralisée », même si celle-ci actuellement a peu de chance d'aboutir avec succès. Après deux longues réunions à la fin de la semaine dernière, le bureau politique du parti travailliste a décidé le 13 février de déposer une motion de censure (comme l'ont fait le parti communiste et le parti de centre gauche Shimu) et d'organiser le samedi 19 février une grande manifestation contre le maintien de M. Sharon au gouvernement.

Le parti travailliste, comme le reste de l'opposition, est dans une position délicate, car, si la Knesset venait à refuser le renouveau ministériel, M. Sharon, selon la loi, devrait rester ministre de la défense. Pour ne pas parvenir à ce résultat paradoxal, certains travaillistes s'estiment pratiquement obligés de s'abstenir, tandis que d'autres jugent qu'il fallait justement prendre le risque de faire apparaître ce paradoxe.

D'autre part, on se rend compte avec inquiétude au parti travailliste que, si l'une des motions de censure devait être approuvée, le cabinet de M. Begin deviendrait, selon la loi, un gouvernement de transition dont la composition ne pourrait plus être modifiée, ce qui reviendrait à conforter la position de M. Sharon, alors que l'on voudrait précisément le voir quitter définitivement le gouvernement.

En pareille circonstance, M. Sharon paraît assez satisfait de sa situation. Il a précisé à ses collaborateurs qu'il estimait que son changement d'affectation ne constituait pas une défaite. Il espère en outre que, même si ses attributions ne sont pas précises, il pourra déjouer les manœuvres du conseil ministériel de la défense, qui joue un rôle important de cabinet restreint, et de plus, avoir encore un droit de regard sur certains aspects de la politique de défense ou de la politique étrangère, notamment à propos des négociations avec le Liban avec le Liban qu'il avait prises en main ces derniers mois.

Pour ce parti, l'un de ses porte-parole et conseiller, M. Uri Dan, a presque conclu à une victoire en déclarant : « Ceux qui n'ont pas voulu autrefois de M. Sharon comme chef d'état-major l'ont retrouvé ministre de la défense, et ceux qui ne veulent plus le voir à ce poste l'auront un jour peut-être comme premier ministre. »

Le ministère de la défense a démenti, par ailleurs, les informations publiées par l'hebdomadaire américain Time, selon lesquelles M. Sharon, immédiatement après l'assassinat de Bochar Gemaïel, avait confié à la famille de ce dernier, et à d'autres dirigeants phalangistes, qu'il fallait envisager une « vengeance » contre les auteurs présumés de l'attentat, à savoir les Palestiniens. Dans un communiqué, le ministère de la défense affirme que de telles allégations — le magazine américain prétend qu'il s'agit d'informations contues dans la partie du rapport de la commission Kahane restée secrète — n'ont pour but que de nuire à M. Sharon et de participer à une campagne de « calomnies » contre lui.

FRANCIS CORNU.

(1) Le ministre de l'énergie, M. Itzhak Mordechai, avait donné sa démission, et un député, lui aussi du parti libéral, avait quitté la coalition gouvernementale. Tous deux cependant n'ont pas rejoint pour autant l'opposition.

L'O.L.P. tente de maintenir son unité

(Suite de la première page.)

Trois jours durant, le comité exécutif de l'O.L.P., élargi aux dirigeants de ces organisations, s'est appliqué à dégager, sans parvenir totalement, le consensus souhaité. Des projets de résolutions, fruits de compromis, ainsi que des propositions contradictoires concernant les questions litigieuses, sont soumis à l'appréciation de l'assemblée, qui tranchera.

Le plan Reagan est « inacceptable »

Le plan Reagan pour un règlement du conflit, formulé le 1^{er} septembre dernier, et son corollaire, le projet d'association jordaniano-palestinienne dans d'éventuelles négociations de paix avec Israël, ont provoqué les débats les plus orageux au sein de la commission préparatoire.

Les uns souhaitent que le C.N.P. retienne les « aspects positifs » des propositions américaines afin d'en faire le point de départ d'un dialogue ; les autres, au contraire, soutiennent qu'il fallait les « rejeter globalement ».

La langue diplomatique étant riche en ressources, les dirigeants palestiniens ont finalement choisi le mot « inacceptable » pour qualifier le projet du président américain, aussi longtemps que celui-ci n'aura pas reconnu tout à la fois le droit du peuple palestinien à un Etat souverain et la représentativité de l'O.L.P. Ces deux « principes immuables », sur lesquels est fondée la stratégie de la résistance palestinienne, ont également servi à la commission préparatoire pour définir les limites du rapprochement jordaniano-palestinien.

Ces « principes jumeaux », indiquent un porte-parole, établissent des « liens confidentiels » entre leurs deux Etats indépendants, la centrale des fedayin étant seule habilitée à négocier au nom du peuple palestinien. La création d'une délégation commune pour assurer d'éventuelles pourparlers avec Israël est explicitement rejetée. On apprend à ce sujet que le président Reagan avait informé le roi Hussein que les représentants de M. Yasser Arafat dans une telle délégation devaient, d'une part, ne pas être membres de l'O.L.P., et, d'autre part, être « agréés » par le gouvernement de Jérusalem. Deux conditions draconniennes qui ont irrité la commission préparatoire à dénoncer l'accord ébauché entre le souverain jordanien et le président de l'O.L.P.

Ce dernier avait pourtant justifié sa supposée à l'égard de l'initiative américaine par des considérations tactiques, assurant ses interlocuteurs qu'il ne nourissait pas pour autant le moindre illégitime. « Le roi Hussein et moi-même sommes conscients que nous sommes en train de cultiver des cailloux », avait-il expliqué en ayant tenu une expression populaire arabe. Une haute personnalité égyptienne, qui avait accompagné récemment le président Mubarak aux Etats-Unis, lui avait fait savoir qu'il ne fallait pas trop compter sur le président Reagan, dont il mettait en doute la bonne volonté.

« Nous savions déjà que les Etats-Unis ne sont pas fiables, nous disaient par sa part M. Nabil Shaath, un conseiller de M. Arafat. Malgré les garanties écrites que Washington nous avait fournies, l'armée de Sharon est entrée à Beyrouth en septembre dernier pour organiser la massacre de Sabra et de Chatila, une trahison qui restera gravée dans nos mémoires. Impuissants à faire sortir les Israéliens du Liban, les Américains ne le feront pas le petit doigt, de leur propre gré, pour restituer aux Palestiniens la Cisjordanie et Gaza. »

Pas de reconnaissance inconditionnelle d'Israël

Déçu par les discrètes tractations qu'il avait engagées avec Washington ces dernières semaines, par personnalités interposées, M. Yasser Arafat n'a même pas tenté de faire inscrire à l'ordre du jour du C.N.P. la proposition, qu'il défendait naguère auprès des dirigeants palestiniens, d'offrir à Israël une reconnaissance réciproque et simultanée.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger. Exemples spécimen sur demande

Sondé à ce sujet, le gouvernement américain l'a informé qu'une telle initiative serait « insuffisante », seule une reconnaissance explicite, unilatérale et inconditionnelle d'Israël par la centrale des fedayin étant susceptible de déboucher la situation.

« N'étant ni des capitulards ni des gauchistes », nous a dit un porte-parole de l'O.L.P., M. Ahmad Abdel Rahman, nous ne voulons ni fermer la porte au dialogue ni l'ouvrir totalement au risque de tomber dans un gouffre. »

Quant à l'éventuel amendement

de la charte de l'O.L.P., qui prévoit le démantèlement de l'Etat d'Israël, un autre dirigeant palestinien — qui tient à garder l'anonymat — ajoutait : « Bien que rendu caduc par de multiples résolutions adoptées par le C.N.P. ces dernières années, nous conserverons ce texte tel quel ; nous n'égorgons la vache sacrée que sur l'autel de la paix. »

S'il est vrai que M. Yasser Arafat a dû consentir des concessions à ses interlocuteurs au sein de la commission préparatoire — en acceptant notamment de s'abstenir de tout contact avec l'Egypte aussi longtemps que celle-ci ne se « serait pas libérée des chaînes de Camp David », — il a obtenu en compensation que les compétences et les pouvoirs du comité exécutif de l'O.L.P., qu'il préside, soient élargis. Il aurait ainsi une plus grande marge de manœuvres pour réagir, au coup par coup, à d'éventuelles initiatives diplomatiques sans avoir à se référer préalablement au C.N.P.

Rien n'est cependant joué. Il reste, en effet, à l'assemblée palestinienne à entériner les recommandations que lui soumettra la commission préparatoire.

ERIC ROULEAU.

La composition du Conseil national palestinien

Alger (A.F.P.). — Le Conseil national palestinien, organe suprême de l'O.L.P., qui se réunit ce lundi 14 février à Alger, est composé de 315 membres. Il est présidé par M. Khalid Al Fakhour, qui réside à Damas.

Voici, selon M. Afif Safie, membre du cabinet de M. Yasser Arafat et auteur d'une étude sur la question, la répartition des sièges entre les différentes composantes du peuple palestinien, qui est estimé à 4 millions de personnes.

● Représentants des mouvements de guérilla (94 membres) : 33 pour le Fath, l'organisation de M. Yasser Arafat, 12 pour la Saïka (prosyrienne), 12 pour le F.P.L.P. (Georges Habbache), 12 pour le F.D.L.P. (Nayef Hawatmeh), 9 pour le F.L.A. (pro-irakien), 8 pour le F.P.L.P.-commandement général d'Achmed Gibril (groupe syro-libyen). 4 pour le Front de lutte populaire palestinien de Samir Ghoché (prosyrien) et 4 pour le Front de libération palestinien (groupuscule dissident du Fath).

● Représentants des associations socio-professionnelles (51 membres) : généralement acquiesces au Fath : travailleurs (12), femmes (8), enseignants (7), étudiants (7), écrivains et journalistes (3), juristes (3), ingénieurs (3), professions médicales et paramédicales (5), jeunes (2), artistes (1).

● La Diaspora (62 membres) est représentée par 17 députés pour la Jordanie (qui compte une forte proportion de Palestiniens au sein de sa population), 9 pour le Liban, 7 pour la Syrie, 1 pour l'Irak. Les Palestiniens du Golfe, gros contributeurs de l'O.L.P., disposent de 21 sièges : Koweït (9), Arabie Saoudite (8), Abou-Dhabi (2), Qatar (2), et ceux du continent américain de 3 sièges.

A ces trois catégories de députés, qui sont élus par leurs instances respectives, s'ajoutent 108 membres cooptés par les précédents, dont 75 personnalités indépendantes sans attaches militantes, 13 représentant l'intelligentsia et 20 les notables expulsés de Cisjordanie et de Gaza.

● Enfin 122 « députés de l'intérieur », dont l'identité n'est pas connue, font théoriquement partie du C.N.P., mais ne participent pas à ses travaux, en raison des représailles dont ils pourraient faire l'objet de la part d'Israël.

Le C.N.P., qui fait office de Parlement en exil, se réunit en moyenne une fois tous les deux ans et décide des grandes orientations de la centrale palestinienne. Dans l'intervalle des sessions, c'est le Conseil central de l'O.L.P. (C.C.O.L.P., 55 membres) qui est chargé de veiller à la bonne application de ses résolutions et de contrôler les activités du comité exécutif de l'O.L.P. (gouvernement).

LA GUERRE DU GOLFE

Le vice-président du Parlement iranien accuse Moscou et Washington d'aider militairement l'Irak

Tandis que l'offensive irannienne lancée le 8 février semble piétiner, les dirigeants de Téhéran ont réaffirmé, dimanche 13 février, la volonté de leur pays de poursuivre la guerre contre l'Irak jusqu'au renversement du président irakien Saddam Hussein. « Nous avons plus de soldats que jamais sur le front, et leur nombre s'accroît de jour en jour », a déclaré le président du Parlement, l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, qui a souligné le fait que l'opération « Aurore » en cours était le début d'une offensive qui ne s'arrêterait qu'avec la « victoire finale ».

De son côté, le vice-président du Majlis, l'ayatollah Mohammadi Yazdi, a accusé, dimanche, au cours d'une conférence de presse tenue à Dhaka au Bangladesh, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'aider l'Irak dans la guerre contre l'Iran, en lui fournissant des armes. « Les armes soviétiques ont tué beaucoup de nos soldats », a-t-il ajouté, affirmant que Washington fournissait du matériel militaire à Bagdad par le truchement de pays tiers.

A Bagdad, un porte-parole militaire irakien a annoncé que des installations pétrolières de l'Ile irakienne de Kharp, dans le nord du Golfe, avaient été atteintes samedi soir « par des tirs de notre marine, agissant en coordination avec l'aviation ». Il a précisé que le quai ouest du terminal pétrolier, ses installations de pompage, ainsi qu'un pétrolier à l'ancre, ont été touchés, et que d'importantes colonnes de fumée

se dégagent des objectifs atteints étaient visibles à l'œil nu. Cette information n'a été ni confirmée ni démentie par Téhéran ou les milieux pétroliers occidentaux.

Des centaines d'exécutions à Téhéran ?

● A Paris, un communiqué des Moudjahidin du peuple affirme que « mille huit cents prisonniers politiques ont été exécutés en une semaine à la prison d'Evin, à Téhéran ». Selon ce texte, qui cite des « informations dignes de foi en Iran », les exécutions en série auraient commencé le 22 janvier et se seraient poursuivies jusqu'au 28 janvier. Les suppliciés auraient été enterrés en secret au cimetière de Behesht-Zahra, près de Téhéran.

M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple en exil en France et responsable du Conseil national de la résistance qui réunit plusieurs groupements d'opposition au régime de Téhéran, a envoyé, d'autre part, au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, un télégramme demandant la constitution d'une mission des Nations unies pour enquêter sur le « massacre des villageois du Kurdistan d'Iran ». M. Radjavi cite à ce propos un communiqué du P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan d'Iran) faisant état de vingt-sept tués et de dizaines de sans-abri dans trois villages. — (A.F.P.)

Egypte

La chute de Monsieur Frère

Correspondance

Le Caire. — Esmat El Sedate, frère cadet du Roi assailli, a été condamné, samedi 12 février, au Caire, par le Tribunal de l'éthique, à une année de détention, ainsi qu'à la mise sous séquestre de tous ses biens pendant cinq ans. Trois de ses fils, Galal, Tabet et Anwar ont eu droit au même châtiment (le Monde daté 13-14 février). Les condamnés ont tenté leurs derniers appels d'une décision qu'ils ont jugée « inique » et de caractère essentiellement politique. Dans l'émotion qui a suivi le prononcé de la sentence, M. Esmat El Sedate a indiqué qu'il ferait bientôt des « révélations » concernant notamment l'assassinat de son frère.

Institution créée au printemps 1980 par le président disparu pour « préserver la morale et lutter contre les déviations politiques », le Tribunal de l'éthique vient de faire sa deuxième victime de marque. Après l'ancien député d'Alexandrie, Rachad Osman, porteur devenu milliardaire, M. Esmat El Sedate, conducteur d'autobus auquel la fortune avait fini par sourdre au moment même où son frère quittait les rênes du pouvoir, vient de payer chèrement une ascen-

sion sociale jugée beaucoup trop rapide pour être honnête. Jusqu'au dernier moment, ce procès devant une juridiction contestée aussi bien par le bureau que par de nombreux juristes égyptiens, aura laissé une impression de malaise. La présence dans la salle du tribunal, au moment du verdict, de Khalid El Sedate, adolescent handicapé mental, pleurant à chaudes larmes les malheurs de sa famille, avait quelque chose d'insupportable.

Quelles qu'aient pu être les précieuses oraisons du procureur, qui s'est tenu à dissocier le bon grain de l'ivraie, rendant même hommage au président Sedate, qui s'« opposait aux agissements de son frère » (1), cette affaire a souvent ressemblé à un règlement de comptes. Un avertissement n'en a pas moins été lancé à tous ceux qui se sont enrichis ou continuent à s'enrichir en marge ou à la limite de la légalité, et contre lesquels le président Mubarak entend lutter.

MOUNA EL-BANNA.

(1) N.D.L.R. : à deux reprises, Sedate avait interdit à son frère de voyager à l'étranger.

(Publicité)

JUIFS APRÈS LA GUERRE DU LIBAN

Colloque international à Paris 27-28-29 MAI 1983

Ce colloque, qui fait suite à l'appel de plus de deux cents juifs de France et de divers autres pays publié dans le Monde, le 13 novembre 1982, se tiendra sur les thèmes suivants :

I. — Les pérégrinations des juifs et de leurs principes éthiques. Vicissitudes actuelles : le territoire, l'Etat, la force militaire, le nationalisme, le racisme. Les penseurs juifs antisionnistes et le sionisme.

II. — Que recouvrent les réactions passionnelles à la guerre du Liban ? Que signifient-elles plus particulièrement chez les juifs ? Usage et mésusage des mots, des symboles et des mythes dans la guerre israélo-palestinienne. Par les belligérants, par les médias, par les commentateurs.

III. — Judaïsme et israélo-centrisme : complexité et contradictions dans les rapports entre les juifs de la diaspora et l'Etat d'Israël.

IV. — S'il est juste d'être du côté du plus opprimé, cette prise de parti saurait-elle être inconditionnelle ? Nature et évolution de la démocratie israélienne. Guerres de libération et totalitarismes. Nature de l'O.L.P., nature du bégisme. Les conditions de la reconnaissance mutuelle et de la paix.

Informations et projets de communications : Colloque juif international, R.P. 290, 75024 Paris Cedex 01. Contributions financières : Martine Leibovici, Colloque juif international.

PROCHE-ORIENT

Libye

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONGRÈS DU PEUPLE ARABE

Voici pourquoi je vous ai invités...

Tunis. — Une fois de plus, le colonel Kadhafi a innové, selon le récit que nous a fait, de retour de Tripoli, un membre de l'opposition tunisienne. Au début de ce mois s'est tenue dans la capitale libyenne une session extraordinaire du « congrès du peuple arabe » — qui réunit depuis 1977 près de cent cinquante partis au pouvoir ou d'opposition, mouvements et organisations arabes, — destinée à examiner la situation au Proche-Orient après l'invasion israélienne du Liban. Mais, quelle ne fut pas la surprise de la plupart des quelque deux cents invités en apprenant que le colonel Kadhafi avait demandé au secrétariat permanent du congrès, que dirige un Libyen, d'organiser une réunion du Front de la fermeté et des oppositions arabes « pour faire face à l'agression impérialiste et à la trahison de la réaction arabe ». Une telle perspective avait pour effet de plonger dans l'embarras les délégués des deux partis au pouvoir présents et n'appartenant pas au Front de la fermeté. Si les Nord-Yéménites quittaient aussitôt la Libye, les Tunisiens du parti socialiste dastourien décidaient de rester, sans doute par courtoisie, mais peut-être aussi pour ne pas heurter un voisin avec lequel les rapports sont déjà suffisamment compliqués (1).

« Avant même l'ouverture des travaux, nous régions dans l'ambiguïté, nous a raconté le participant tunisien à ces assises (2). Nous ne savions plus qui nous invitait ni de quoi nous allions finalement débattre. » Mais la situation devait très vite se clarifier avec le discours d'ouverture du « Guide de la révolution li-

De notre correspondant byenne ». Pendant deux heures, celui-ci a certes développé ses thèses favorites sur « le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe », mais en y ajoutant un appel à la révolte généralisée dont la formulation avait de quoi surprendre plus d'un participant.

Le colonel Kadhafi a expliqué que, les oppositions légales ou tolérées n'ayant pas réussi à empêcher le « trahison de Fès », il convient maintenant de multiplier les contacts et de renforcer les actions avec les oppositions « clandestines révolutionnaires » en vue de « l'effacement des régimes qui oppriment les peuples ».

Un énorme débailage

« Je vous ai invités, a-t-il déclaré, pour vous donner une occasion de prouver votre existence en tant que forces. Une fois rentrés chez vous, on s'attendrait bien à entendre parler de grèves, d'étudiants et d'ouvriers, de manifestations de rue, de mutineries dans les casernes, de blocages de ports et d'aéroports, d'incendies de palais, de têtes de fileaux tranchées... »

Dans son esprit, trois pays seulement devaient échapper à ce cataclysme : la Libye — évidemment, — « qui n'a pas d'opposants puisque le pouvoir est au peuple et qui était absente de Fès » ; — la Syrie, « qui n'a pas trahi et a seulement peur d'une armée plus forte que la sienne », et le Sud-Yémen, « qui a refusé de signer les résolutions de Fès » (3). Une partie de l'audi-

toire n'avait déjà plus à s'étonner lorsque le colonel évoque le rôle de la résistance palestinienne en tant que « force d'avant-garde pour lutter contre le sionisme dans les pays arabes qui ont reconnu Israël à Fès », et quand il qualifie de « secondaires » le problème palestinien, la question « fondamentale », selon lui, étant « les présences arabe et sioniste sur une même terre où il n'y a pas de place pour les deux ».

Pendant cinq jours, ce fut, pour employer l'expression de notre interlocuteur, « un énorme débailage » sur trois thèmes principaux : quel est l'ennemi prioritaire, « du sionisme, de l'impérialisme ou de la réaction arabe » ? Quelles sont les causes de la défaite arabe et comment redresser la situation ? Mise au point d'un consensus idéologique. Autant de points sur lesquels il était inévitable que deux cents participants appartenant aux différents mouvements basistes, nassériens, islamiques et aussi à des partis communistes et à des courants libéraux s'affrontent, et prévisible qu'aucune analyse commune n'était possible. Pourtant, les résolutions préparées à l'avance n'en consacrèrent pas moins l'unanimité de la conférence.

MICHEL DEURÉ.

1) Le F.L.N. algérien était absent de Tripoli et l'O.L.P. était représentée par un délégué du F.P.L.P. de M. Georges Habbache.
2) Le parti communiste, le Mouvement des démocrates-socialistes et les deux tendances du Mouvement de l'unité populaire.
3) Tous les pays présents à Fès, y compris le Sud-Yémen, ont approuvé les décisions du sommet.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• UNE DEUXIÈME RENCONTRE ANGLO-SUD-AFRICAINE aura peut-être lieu en vue d'une solution à l'impasse en Namibie et à la situation de guerre en Angola, a déclaré vendredi, à Londres, le ministre angolais des affaires étrangères, M. Paulo Jorge. Le ministre a d'autre part annoncé que les sept mercenaires britanniques détenus en Angola depuis

1976 pourraient être libérés « dans le courant de l'année ». M. Jorge, en visite officielle à Londres, a affirmé que la rencontre du Cap-vert entre des représentants angolais et sud-africains, début décembre, avait eu lieu « à la demande de l'Afrique du Sud ». Selon lui, Pretoria était désireux « d'établir un climat de confiance mutuelle et a proposé une nouvelle rencontre avec plus de propositions concrètes ». (A.F.P.)

Danemark

• EXPULSION D'UN DIPLOMATE SOVIÉTIQUE. — Le gouvernement danois a décidé, jeudi 10 février, d'expulser dans un délai de quatorze jours le premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Copenhague, M. Jevgejev Motorov. Celui-ci était principalement chargé des relations scientifiques et techniques. Le diplomate se serait livré à des activités d'espionnage économique et industriel, en cherchant notamment à se procurer des informations sur des éléments ou des appareils d'électronique avancée utilisés par l'armée.

Grèce

• PROCHAINE VISITE DU PREMIER MINISTRE SOVIÉTIQUE. — M. Nicolas Tikhonov, à la fin du mois de février, la première visite en Grèce d'un chef de gouvernement de l'U.R.S.S. depuis la fin de la guerre. — (Reuter.)

R.D.A.

• PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ont participé, dimanche 13 février, aux cérémonies commémorant le bombardement de Dresde par les Alliés, qui avait fait, dans la nuit du 13 au 14 février 1945, quelque trente-cinq mille victimes civiles. A cette occasion, a été adopté un « appel en faveur de la paix », dans lequel est condamné le déplacement éventuel des armées de l'OTAN destinées à compenser le surarmement soviétique. En 1982, un forum chrétien avait été organisé à Dresde à l'occasion de cet anniversaire, donnant lieu à une marche silencieuse à travers la ville. Les observateurs occidentaux estiment que la commémoration de cette année était une sorte de réponse à ce qui avait été considéré l'an dernier comme l'honneur d'un mouvement pacifiste non officiel en R.D.A. — (A.F.P.)

afrique asie

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

LES CHIMÈRES DE BEN BELLA

Ou les tribulations d'un socialiste repent en quête d'un rôle d'« homme providentiel ».

L'ASSASSINAT DE DLIMI

Pourquoi et comment le roi Hassan s'est débarrassé de « l'homme des Français ».

LES EXPULSÉS DE LAGOS

Qui est derrière cette décision criminelle et que vise-t-elle ?

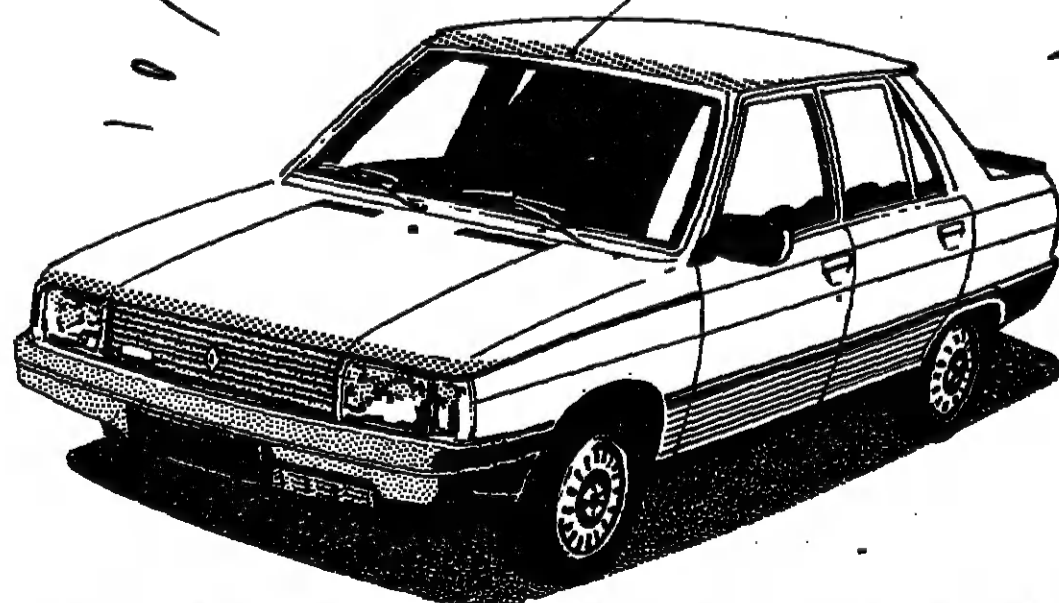
LE CONSEIL PALESTINIEN A ALGER

Cette réunion donnera-t-elle les pleins pouvoirs à Yasser Arafat ?

Ainsi que les rubriques habituelles sur l'Afrique, le monde arabe, l'Océan Indien, l'Asie, l'Amérique latine.

Achetez, abonnez-vous à « AFRIQUE-ASIE ». En vente dans les kiosques français et dans 64 pays. Ecrivez, pour demander un spécimen, au 13, rue d'Uzès 75002 PARIS. Tél. : 296-16-66.

L'ALLIANCE ELUE, LA RENAULT 9 EMUE.



Les Américains ont élu Voiture de l'année une Européenne. C'est la Renault Alliance cousine d'Amérique de la Renault 9, qui fut elle-même Voiture de l'année 82 en Europe. Nous en sommes émus.

Renault Alliance. Voiture de l'Année Motor Trend 1983.

RENAULT

RENAULT présente elf



DIPLOMATIE

LE SOMMET ANNUEL FRANCO-ITALIEN

Les relations économiques et la relance de l'Europe domineront les entretiens entre MM. Fanfani et Mitterrand

Rome. — La venue à Paris du président du conseil italien, M. Fanfani, accompagné de cinq ministres, s'inscrit dans le cadre des sommets annuels franco-italiens décidés lors de la visite à Rome, les 26 et 27 février 1982, de M. Mitterrand, afin de coordonner les politiques sur les questions internationales du moment et de faire avancer les projets de coopération industrielle.

Ce sommet franco-italien, qui aurait dû avoir lieu en novembre si le gouvernement Spadolini n'était pas tombé à ce moment, est d'autant plus significatif que le voyage à Rome de M. Mitterrand n'a pas été suivi d'une véritable intensification du dialogue entre les deux pays. Certes, le président de la République, M. Sandro Pertini, s'est rendu à Paris du 5 au 7 juillet, mais il s'agissait d'un « visite-débat », qui n'avait pas le caractère d'entretiens de travail, comme c'est le cas pour des rencontres au niveau gouverne-

M. Fanfani, président du conseil italien, accompagné de cinq membres de son gouvernement (MM. Colombo, affaires étrangères; Goria, Trésor; Pandolfi, industrie; Maggino, agriculture; de Michelis, participations d'Etat, c'est-à-dire entreprises nationalisées), était attendu ce mardi 14 février à Paris.

Ce sommet franco-italien, qui se réunit une fois par an, se déroule suivant le modèle des sommets régularisés franco-allemands (qui se réunissent deux fois

par an). Les chefs d'Etat et de gouvernement ont des entretiens ce lundi après-midi et mardi matin, tandis que les ministres spécialisés s'entrevoient séparément. Une séance plénière, mardi matin, suivie de déclarations à la presse de MM. Mitterrand et Fanfani, conclura les conversations. En l'absence du ministre des relations extérieures, M. Cheysson, en visite au Proche-Orient, c'est avec M. Chanderogor (affaires européennes) que s'entrevoient M. Colombo.

De notre correspondant

de Genève et la question du Liban (où l'Italie, comme la France, participe à la force multinationale). Sur ces deux points, en fait, il s'agit surtout de confronter des points de vue; les positions des deux pays sont en effet voisines.

Comme en témoigne la présence des ministres chargés des questions économiques (trois sur cinq) dans la mission italienne, ce sont essentielle-

pays, qui est dû à la compétitivité de certains secteurs italiens, les projets de coopération industrielle sont les plus épineux. La coopération fonctionne dans des branches concurrentielles (accord Citroën-Fiat pour la production de camionnettes et bientôt de moteurs). Mais des problèmes se posent pour les secteurs porteurs d'une industrie vraiment européenne, face à la concurrence américaine ou japonaise.

Le domaine aéronautique est le premier concerné: le récent achat de trente avions Douglas par Alitalia a porté un coup aux espoirs d'Airbus-industrie en Italie. L'achat de quatre ou cinq appareils est actuellement en négociations. Mais les Italiens, forts des avantages offerts par Douglas (qui a accepté de reprendre à un prix supérieur à celui du marché les vieux appareils, permettant ainsi à Alitalia d'équilibrer son budget annuel), posent aussi comme condition la reprise des appareils anciens.

D'avantage peut-être que l'achat des Airbus actuellement produits, la France voudrait, comme les Allemands et les Anglais, que l'Italie participe à la production de la nouvelle génération d'Airbus (A 320). Face aux Américains, qui, en Italie, ont une position solidement établie, et à la politique de la compagnie nationale, qui fait prévaloir ses intérêts financiers immédiats, la France semble déterminée à poser la question des Airbus en termes politiques: si l'A 320 ne se fait pas, c'est la mort de l'industrie aéronautique européenne. Les Italiens sont en fait partagés entre leurs aspirations européennes et l'attachement aux Américains, qui n'hésitent pas à peser de tout leur poids pour faire prévaloir l'intérêt de leurs entreprises.

L'autre grand problème des relations franco-italiennes est celui de la coopération en matière nucléaire et informatique. Dans ce dernier secteur, depuis que Saint-Gobain, qui possède 40 % des droits de vote chez Olivetti, s'est vu déposséder de l'informatique, il faut trouver un nouveau partenaire aux Italiens.

PHILIPPE PONS.

Une philosophie commune pour de nouvelles relations culturelles

De notre correspondant

Rome. — Lorsqu'il s'agit de deux cultures sœurs, comme celle de la France et de l'Italie, des relations fondées sur un simple échange, une sorte de « troc » de produits culturels, ne peuvent être qu'imparfaites. C'est en partant de cette constatation, et pour remédier à la situation existante, que la commission mixte culturelle franco-italienne a récemment élaboré un programme de coopération marquée par une « philosophie » nouvelle et mettant l'accent sur le développement de réalisations conjointes.

Ce programme, destiné à couvrir les trois prochaines années, est, certes, du point de vue quantitatif, parmi les plus importants qu'aient signés les deux pays. Mais il est surtout empreint d'un esprit nouveau: au lieu de se contenter de dresser une sorte de catalogue des manifestations à échanger, l'accent a été mis sur les exigences complémentaires et la promotion d'actions conjointes dépassant même, pour certaines, le cadre franco-italien. « C'est la première fois, souligne M. Paul Tabet, conseiller culturel auprès de l'ambassade de France, que nos deux pays élaboreront, et consigneront dans un préambule au programme, une philosophie commune de coopération dépassant la simple présenta-

tion réciproque de nos vitrines culturelles. »

Un premier fait notable, condition de cette nouvelle orientation, est tout d'abord le réajustement des échanges en faveur de l'Italie, qui s'est souvent sentie, à juste titre, le parent pauvre de la coopération culturelle entre les deux pays: La France redécouvre l'Italie contemporaine à travers une série de manifestations dans le domaine du théâtre, des arts plastiques, de la musique, qu'il illustre en outre la désignation de personnalités italiennes à la direction de l'Opéra (Massimo Bogliaccino) ou du Théâtre de l'Odéon (Giorgio Strehler) par exemple.

Dans le domaine des actions conjointes, on peut citer l'exposition sur le gothique à Sienne qui sera présentée cette année à Avignon, enrichie du gothique avignonnais, puis à Barcelone, où elle intégrera alors l'apport des artistes catalans. Autre initiative: deux expositions-miroirs sur l'art contemporain (1980-1980). L'une sera préparée en France, l'autre en Italie, mais elles seront présentées dans un même espace, permettant une lecture de l'art contemporain au-delà des frontières. En prépa-

ration également, une exposition « Medice et la Méditerranée » (à Rome en 1984), tendant à souligner l'influence exercée sur un artiste par un climat culturel et anthropologique: une initiative que le succès de l'exposition consacrée à Picasso et la Méditerranée (Villa Médicis 1982) place sous les meilleurs auspices. Il s'agit-là, comme le souligne l'ambassadeur Sergio Romano, directeur général pour la coopération culturelle au ministère des affaires étrangères, « d'une recherche d'harmonie dans les échanges des deux pays en évitant d'imposer à l'autre une entreprise qui ne répond pas forcément aux demandes du moment ».

Le prix de la décentralisation

Des colloques, tel celui qui se tiendra à Lille cette année sur l'expérience régionale en Italie et qui sera suivi sur les perspectives offertes en ce domaine à la France, vont dans le même sens. Des actions de coopération doivent également être entreprises dans le domaine de l'audiovisuel. Enfin, au niveau universitaire, est prévue l'institution de projets d'études in-

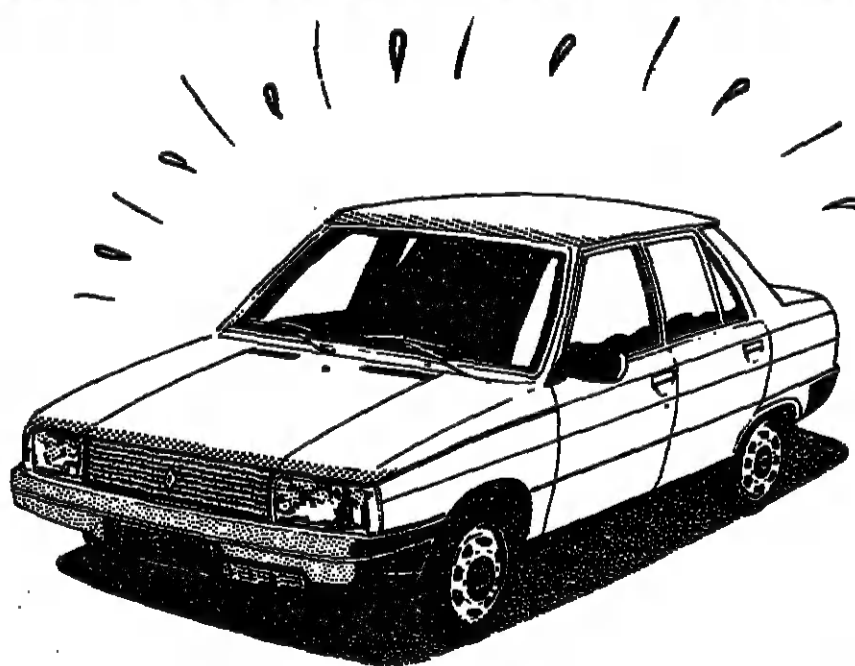
tégrés permettant aux étudiants d'obtenir à la fois un diplôme français (maîtrise) et la laurea italienne.

Ces initiatives pourront être prises dans le cadre de la décentralisation: il existe en la matière, souligne-t-on du côté français, un souci d'ouverture de l'Italie qui, bien qu'en avance en ce qui concerne l'autonomie locale, tend, dans le cas des régions, à imposer un contrôle du pouvoir central sur les actions de coopération culturelle avec d'autres pays. Or les collectivités locales sont extrêmement actives et disposent souvent de moyens importants: c'est en partie grâce aux municipalités de Rome, Milan et Naples que doit se produire cette année en Italie la Comédie-Française.

Ce programme se veut ouvert aux « aires culturelles » qui peuvent apporter leur contribution aux « initiatives envisagées ». Si la notion de « latitude », que les Italiens trouvent parfois un peu creuse par son côté géographique et, à ce titre, porteurs de visées plus politiques que proprement culturelles, n'a pas été mentionnée dans le préambule de l'accord culturel, elle n'en est pas moins, implicitement, un point de référence.

PH. P.

LE TRIOMPHE MODESTE. 999 F. PAR MOIS



La Renault Alliance a été élue voiture de l'année 1983 aux États-Unis.
La Renault 9, sa cousine française, vous invite à en profiter.

Renault-bail a la joie de vous proposer un bail avec option d'achat pour la Renault 9C.

45 loyers mensuels de 999 F avec un dépôt de garantie initial de 9999 F TTC égal à l'option d'achat finale. Coût total en cas d'acquisition: 54 954 F.

Offre valable du 10 février au 15 mars 1983. Sous réserve d'acceptation du dossier. (Barème spécial sur l'ensemble de la gamme Renault 9.)

Renault 9C. Millésime 83. Prix clés en main au 10.2.83: 42 300 F Renault-bail SA au capital de 150 000 000 F. 51/53 Champs-Élysées 75008 PARIS - R.C. Paris B. 70200221.

RENAULT 9

RENAULT elf

AIR AFRIQUE
TARIFS
VISITE

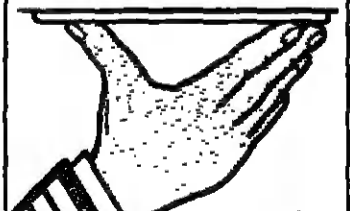
ABIDJAN Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

BANGUI Aller-retour
4890 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

CONAKRY Aller-retour
3760 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

LOME Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.



Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge...

* Prix valables au 1^{er} Nov. 1982 et soumis à certaines conditions d'application.

DIPLOMATIE

SELON M. BUSH

Les Etats-Unis étudient la possibilité d'une « solution intermédiaire » dans la négociation sur les euromissiles

M. Reagan étudie actuellement les suggestions des dirigeants européens sur une « solution intermédiaire » en cas d'impossibilité d'accord à Genève sur l'option zéro en matière d'armements nucléaires, a déclaré dimanche 13 février M. Bush, vice-président américain, rendant compte à la chaîne de télévision C.B.S. de son récent voyage en Europe. « Il y a peut-être une solution intermédiaire pour parvenir à un objectif que tout le monde devrait rechercher, à savoir l'élimination de toute une génération d'armes nucléaires », a-t-il dit, ajoutant que le président Reagan « décidera s'il faut modifier la position américaine, afin d'encourager les Soviétiques à négocier sérieusement ». Le vice-président a encore précisé que les cent soixante-deux missiles français et britanniques, « qui sont des systèmes souverains et des armes stratégiques, non des armes de théâtre », ne devraient en aucun cas être inclus dans les négociations sur les armements à moyenne portée.

M. Schmidt, ancien chancelier de Bonn, a lui aussi plaidé, au cours d'un entretien publié dimanche par le Washington Post, en faveur d'un « compromis qui conduise à une réduction considérable du potentiel soviétique en matière de missiles à portée intermédiaire, sauvegardant nos intérêts en matière de sécurité ». Il a souligné l'importance du dernier paragraphe de la double décision de l'OTAN de 1979, qui, a-t-il dit, « indique très clairement que c'est à la lumière des résultats de négociations concrètes que doit être déterminé le nombre de systèmes sur un total de cinq cent soixante-douze (fusées Pershing et missiles de croisière) qui seront stationnés en Europe ».

Pour sa part, M. Heseltine, secrétaire d'Etat britannique pour la défense, parlant à la chaîne de télévision I.T.V., a révélé que Londres avait reçu une offre américaine comportant un système de double clé anglo-américain pour l'emploi des missiles de croisière installés en Grande-Bretagne. Ce système aurait impliqué l'achat de ces armements par Londres, a-t-il précisé, ce qui aurait coûté 1 milliard de livres (10,6 milliards de francs), alors que les arrangements actuels pour l'emploi des autres armements nucléaires américains en Grande-Bretagne, qui prévoient une consultation des deux gouvernements, sont « déjà parfaitement satisfaisants ». Un sondage vient de faire apparaître que 89 % des Britanniques sont favorables au système de double clé (contre 4 % qui s'y opposent), et que 30 % de ceux qui s'opposent à l'installation du missile de croisière accepteraient cet engin si son emploi était soumis au veto britannique.

A Munich, où se tenait, dimanche le colloque annuel de la Wehrkunde Gesellschaft, une association spécialisée dans les problèmes de défense, M. Lehman, secrétaire américain à la marine, a donné des pré-

sions sur la course aux armements entre les Deux Grands ces dernières années :

« De 1965 à 1980, a-t-il dit, le développement des armes nucléaires américaines a diminué de moitié... Le nombre de navires de guerre est tombé d'un millier environ à quatre cent cinquante. Les dépenses américaines de défense en termes réels sont tombées de 22 %. De 1966 à 1981, les Etats-Unis n'ont pas déployé un seul nouveau sous-marin lance-missiles : en fait, leur nombre est tombé de quarante et un à trente-deux ».

« Au cours de la même période, a-t-il ajouté, les Soviétiques ont testé et déployé trois nouveaux missiles intercontinentaux, huit versions améliorées de missiles intercontinentaux, trois nouveaux missiles lancés par sous-marin et cinq autres améliorés. De 1966 à 1981, Moscou a déployé soixante-deux nouveaux sous-marins lance-missiles. Aujourd'hui, les trois quarts des idées atomiques américaines se trouvent sur des lanceurs vieux d'au moins quinze ans, alors que trois quarts des têtes soviétiques sont sur des lanceurs vieux de cinq ans au moins. » (A.F.P.)

M. BARRE, LES PERSHING ET L'OTAN :

« Le gouvernement a raison »

Interrogé, au cours du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », dimanche 13 février, sur la sécurité européenne et le récent discours de M. Mitterrand devant le Bundestag, M. Barre a notamment rappelé les principes auxquels il est attaché : « Nous devons sauvegarder l'indépendance de notre politique de défense (...). Notre appartenance à l'alliance ne doit être mise en cause par personne (...). Nous devons rester à l'extérieur de l'OTAN, ce qui ne veut pas dire que nous n'ayons pas à prendre nos responsabilités dans le cadre du traité de l'alliance atlantique ». Il a jugé que ces principes n'ont pas été « remis en cause », ce dont il « se réjouit ». A propos des euromissiles il a affirmé : « Le gouvernement actuel a déclaré qu'en aucun cas la France ne laisserait compter ses armes nucléaires dans le cadre des négociations de Genève : il a parfaitement raison. Le gouvernement actuel a dit qu'il ne serait pas partie à cette affaire : il a parfaitement raison ». Il a ajouté : « Je ne vois pas critiquer le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag dans la mesure où tous ces principes ont été rappelés, mais, compte tenu de la situation particulière de la France, de l'aspect extrêmement délicat de cette affaire en Allemagne fédérale, je crois, pour ce qui concerne la France, qu'il est préférable qu'elle manifeste une certaine retenue, une certaine réserve ».

EUROPE

Pologne

Une manifestation contre le régime a réuni 4 000 personnes à Varsovie

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 13 février à Varsovie où avait pris fin la veille l'interrogatoire de M. Walesa. Cette manifestation la plus importante qu'ait connue la Pologne depuis trois mois a éclaté à l'issue d'une messe organisée à 17 heures à l'église Saint-Joseph sur la demande d'anciens internés qui voulaient marquer le début du quinzième mois suivant l'instauration de l'état de guerre.

Il y a là, dans cette église chargée de souvenirs — puisque c'est ici qu'avait été exposé deux jours durant, au printemps 1981, la dépouille mortelle du cardinal Wysinski, — trois à quatre mille personnes, parmi lesquelles on reconnaît de nombreuses personnalités de Solidarité, comme le professeur Gernem, conseiller personnel de M. Lech Walesa, ou M. Sijwinski, qui fut chargé des relations internationales à l'organisation régionale varsoviennaise du syndicat. Sitôt terminé l'office, les bras se lèvent dans le V de la victoire et l'assistance, quelque quatre mille personnes, entonne pour un long quart d'heure le psaume patriotique Dieu protège la Pologne, puis l'hymne national, dont les paroles, réécrites pour la circonstance, sont devenues : « Guide-nous, Walesa. Solidarité polonaise marche vers l'espoir. Il faut nous tuer pour nous redonner le silence. Bujak nous a montré la voie du combat ».

Sur le parvis de l'église, avenue Krakowska-Przedmieście, les noms de M. Walesa et de M. Bujak, ancien président varsovien de Solidarité et principal membre de la direction clandestine du syndicat, sont à nouveau ovationnés. Un cortège se forme et commence à remonter l'avenue vers l'église de la Sainte-Croix, où doit avoir lieu à 19 heures un autre office organisé pour la même occasion. On entend : « A bas la junte ! ». Le VRON (Comité militaire du salut national) sur la place Rouge !... Ici, c'est la Pologne, ou encore : les nouveaux syndicats au cimetière !

Les véhicules de la milice qui se rapprochent de la foule suscitent sifflements et injures et sont bombardés de boules de neige. L'avenue est bloquée à ses deux extrémités par les forces de l'ordre, mais la seconde messe se déroule dans le calme. Le prêtre invite à prier « pour que le pape puisse venir en Pologne en pleine liberté, pour que les droits de l'homme soient pleinement respectés (...), pour les anciens militants de Solidarité injustement emprisonnés ou arrêtés et pour ceux qui sont morts à cause de l'état de siège imposé à la nation ».

Après cette pause, alors que les manifestants tentent de se diriger vers la vieille ville, la milice charge sous un tir nourri de grenades lacrymogènes et disperse avec brutalité ce cortège composé d'hommes et de

femmes de tous âges, plus radicalisés que jamais.

Le matin même, de retour à Gdansk après qu'on l'eut cru un instant, samedi, placé en état d'arrestation, M. Walesa avait été longuement acclamé dans son église paroissiale. « Qu'il vive cent ans », lui avait-on chanté, avant de scandaler : « Tiens bon, Lech ! ». Le cardinal primate, Mgr Glemp, a, quant à lui, fermement défendu ce même dimanche, dans une homélie prononcée à l'église Saint-André de Varsovie, la ligne modérée à laquelle il se tient depuis quatorze mois. « Certains, a-t-il déclaré sans faire la moindre allusion au projet de voyage du pape, disent que le primate doit être comble et tranchant dans ses interventions (...). Ils voudraient imposer des programmes à l'Eglise et à la hiérarchie pour qu'elles les appliquent. (...) Or l'Eglise doit être fidèle à son propre programme contenu dans l'Evangile. (...) Ce programme peut être pas populaire, ne pas être applaudi sur l'instant, mais l'Eglise doit y rester fidèle et le primate aussi, car c'est ainsi qu'il comprend sa mission (...). »

L'Office central des statistiques a publié en fin de semaine plusieurs données sur le bilan de l'année 1982. Par rapport à l'année précédente, le revenu national a baissé de 8 % et les productions industrielles et agricoles de 2 % et 4,5 % respectivement. L'industrie d'extraction (charbonnière notamment) a, elle, pratiquement seule, enregistré une hausse de 11 %. Les prix sont en hausse de 100,2 %, tandis que le salaire moyen n'a, lui, augmenté que de 50,7 %, passant ainsi de 7 375 à 11 116 zlotys. Cette dégradation du pouvoir d'achat, qui explique en large partie la diminution des queues, a entraîné une baisse de 17 % du volume des ventes au détail. — (A.F.P.)

« Un appel pour Edmund Bukala. — Mme Françoise Bukala, compagne du syndicaliste qui a été arrêté le 24 janvier, une grève de la faim dans sa prison polonaise, a lancé un appel à l'opinion publique française pour qu'elle empêche les autorités polonaises d'étouffer « la voix de la liberté ». Cet appel figure dans une lettre adressée par Mme Bukala à la centrale syndicale Forca ouvrière, qui a diffusé le texte. M. Bukala, interné lors de la proclamation de l'état de siège en Pologne, le 13 décembre 1981, puis transféré en prison en juin 1982, a été placé le 7 janvier en « Isolation », a indiqué Mme Bukala, et c'est pour protester contre cet isolement total qu'il a entamé sa grève de la faim.

D'autre part, le Comité pour la libération de tous les emprisonnés de Pologne appelle, mercredi 16 février, à 20 h 30, à un meeting salle de la Mutualité, à Paris, en faveur de M. Bukala.

Union soviétique

Arrestation du caricaturiste Sissoïev qui se cachait depuis quatre ans

Le caricaturiste soviétique Viatcheslav Sissoïev, recherché par la police depuis quatre ans, a été arrêté mardi 8 février à Moscou, a-t-on appris dans les milieux non conformistes. C'est en octobre 1979 qu'il se sentait « comme un loup traqué », le dessinateur était passé dans la clandestinité. Il faisait alors l'objet de poursuites judiciaires pour « violation de la loi réprimant la pornographie » (la police avait saisi à son domicile ses dessins, des albums de peinture et des livres jugés pornographiques).

Nombre de ses dessins ont été exposés et publiés en France, notamment dans l'album *La vie en dessin* (Maspero), où ses petits personnages à la tête en forme de boîte carrée tourment en dérision ce slogan stalinien, certains aspects des Jeux olympiques de Moscou ou les activités du K.G.B.

D'autre part, le procès de six jeunes dissidents de gauche, dont certains sont des fils de hauts fonctionnaires, doit s'ouvrir mardi 15 février à Moscou. Ils sont accusés d'« agitation antisoviétique » : ils auraient publié un journal ronéotypé où ils auraient affirmé « que le communisme n'existe pas en U.R.S.S. et qu'une nouvelle classe dirigeante a surgi, qui vit dans le luxe et exploite les masses ». On leur reproche aussi d'être favorables aux vues des eurocommunistes italiens et espagnols. Ils ont été arrêtés il y a près d'un an. Leur procès a déjà été différé à deux reprises.

Les amis de Tatiana Ossipova (condamnée en 1981 à cinq ans de camp de travail, puis de cinq ans de rélegation pour ses activités dans le groupe soviétique de surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki) ont appris que, après deux mois de grève de la faim, elle est alimentée de force depuis le 13 décembre. Elle aurait été transfé-

rée d'un camp à régime sévère en Mordovie dans un village. Elle avait commencé sa grève de la faim pour obtenir le droit de rencontrer son mari Ivan Kovalev, condamné à une peine semblable en avril 1982 et détenu dans un camp de la région de Perm.

Un militant pour les droits de l'Eglise uniate ukrainienne, Iosif Terelya, a été récemment arrêté en Ukraine. En septembre, il avait, avec quatre coreligionnaires, créé un comité pour la légalisation de cette Eglise de rite gréco-catholique, absorbée en 1945 par l'Eglise orthodoxe russe, après l'arrestation de toute sa hiérarchie. Des communautés uniates subsistent cependant en Ukraine, qui se réclament de cette Eglise qui compte plus d'un million de fidèles dans le monde. M. Terelya a déjà passé au total dix-huit ans en prison, dans des camps de travail ou des hôpitaux psychiatriques.

Enfin, une lettre anonyme adressée « aux collègues étrangers », datée de janvier 1983, circule à Moscou en samizdat pour demander aux scientifiques de multiplier les appels en faveur d'André Sakharov, relégué sans jugement depuis trois ans à Gorki. Emanant sans doute d'amis du prix Nobel de la paix, elle conseille d'écrire aux autorités soviétiques et de communiquer ces missives à la presse. La même méthode peut être utilisée pour aider d'autres prisonniers politiques, disent les auteurs, tels que Youri Orlov ou Anatoli Chicharenko. Ils conseillent d'écrire notamment à MM. Alexandrov, président de l'Académie des sciences, Bassov, prix Nobel de physique, ou à l'académicien Gouri Martchouk, vice-président du conseil des ministres, qui ont « directement accès au gouvernement » et peuvent intervenir « par-dessus la tête du K.G.B. ».

Chypre

M. Kyprianou a été réélu président de la République à une large majorité

De notre correspondant

Nicosie. — Avec un pourcentage de 56,54 % des suffrages exprimés, soit 173 791 voix, M. Spyros Kyprianou a remporté l'élection présidentielle à Chypre. Dès l'annonce de la nouvelle, des milliers de Chypriotes grecs sont descendus, lundi 14 février, aux premières heures de la matinée, dans les rues et sur la place de la Liberté — la place centrale de Nicosie — pour applaudir le président. C'est pour un nouveau mandat de cinq ans que M. Kyprianou sera officiellement reconduit dans ses fonctions le 28 février. Les 56,54 % de voix remportés par M. Kyprianou surprennent les observateurs, qui s'attendaient bien à son élection dès le premier tour, mais pas avec un pourcentage aussi élevé. Les chiffres les plus forts ont été relevés dans les provinces de Limassol, Larnaca et Paphos.

La coalition qui soutenait la réélection du président sortant — son propre mouvement, le parti démocratique, et le parti communiste Akel — a amélioré de quatre points son score par rapport aux élections législatives de 1981. Le parti Akel avec 32,76 % des voix, s'était réélu en 1981 comme le plus puissant parti de Chypre. Le parti démocratique avait obtenu 19,50 %.

Dans une déclaration, le président Kyprianou a mis l'accent sur la nécessité de rétablir l'unité du peuple. « Les élections appartiennent désormais au passé, a-t-il dit, nous entrons dans une nouvelle période pour le problème de Chypre et pour l'avenir du pays ; l'unité et la concorde sont indispensables pour mener à bien notre mission ». Parlant de mesures concrètes pour établir cette unité, M. Kyprianou a promis de réunir à nouveau le Conseil national, qui comprend les chefs de tous les partis politiques et a un caractère consultatif auprès du président de la République. « Mes adversaires d'hier auront, bien entendu, leur place dans ce conseil », a-t-il affirmé.

M. Kyprianou a réaffirmé la nécessité d'une amélioration des relations entre les gouvernements de Nicosie et d'Athènes et souligné que la Grèce reste le soutien principal dans la lutte de Chypre. Il a indiqué qu'il se rendrait à Athènes, après le 28 février, pour des entretiens avec le gouvernement grec.

S'il a perdu les élections, M. Cléridès, leader de la droite, a gagné près de deux points avec 33,93 %

des voix. Le grand perdant, le docteur Vassos Lyssariotis, n'a remporté que 9,53 % des voix, malgré l'appui qu'il avait reçu du petit parti PAME (Front chypriote pour le renouveau). Sur 327 179 électeurs inscrits, le nombre des suffrages exprimés a été de 307 192, soit 93,95 %.

DMITRI ANDRÉOU.

Espagne

L'ETA POLITICO-MILITAIRE EXCLUT DOUZE DE SES MEMBRES

L'ETA politico-militaire a exclu douze de ses membres, ont annoncé, le samedi 12 février, des porte-parole de l'organisation. Les exclus appartenaient à l'aile la plus radicale. C'est la deuxième décision du genre en cinq mois : elle traduit les profondes divisions que l'arrivée des socialistes au pouvoir a provoquées au sein de cette branche du mouvement indépendantiste basque.

D'autre part, la coalition séparatiste Henri Barria, « bras politique » de l'ETA militaire, a annoncé samedi qu'elle refuserait d'interférer auprès du mouvement de guérilla pour la conclusion d'une trêve au Pays basque. Cette trêve avait été demandée par le parti socialiste, ainsi que par M. Carlos Garaikoetxea, président du gouvernement autonome basque, pour engager des conversations avec les séparatistes sur la pacification de la région.

Les attentats continuent. Ils ont déjà fait quatre morts la semaine dernière. Il y a eu deux nouvelles victimes samedi 12 février au soir. A Tolosa, un plein carnavale, des inconnus ont tiré sur une femme et un policier en civil qui circulait en voiture. La femme a été tuée et le policier grièvement blessé. — (A.F.P.)

« Environ deux mille manifestants ont défilé le vendredi 11 février dans le centre de Madrid, pour défendre la liberté d'expression et exprimer leur soutien au journaliste Xavier Vinader, condamné récemment à sept ans de prison pour un article sur les agissements de l'extrême droite au Pays basque, à la suite duquel deux personnes citées par lui avaient été assassinées par l'ETA militaire. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

El Salvador

Mme Kirkpatrick réaffirme l'hostilité de Washington à toute négociation avec les rebelles

M^{me} Kirkpatrick, ambassadeuse des Etats-Unis aux Nations unies, a déclaré samedi 12 février, à San Salvador, que le gouvernement américain était résolu à refuser toute négociation avec les rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale pour mettre fin au conflit. Elle a cependant laissé entendre que la position américaine, déjà affirmée, en ce qui concerne un éventuel « dialogue » par personne interposée avec les chefs de la guérilla, restait valable.

Selon le Washington Post, qui rapporte cette déclaration, M^{me} Kirkpatrick a tenu à faire cette mise au point alors que des fonctionnaires du département d'Etat ont suggéré la semaine dernière que le soutien américain à l'effort de guerre du gouvernement salvadorien n'excluait pas la recherche de contacts avec les responsables du

mouvement insurrectionnel armé. M^{me} Kirkpatrick, selon le journal de Washington, a voulu rassurer les dirigeants salvadoriens sur une éventuelle « évolution » de la position officielle américaine. M^{me} Kirkpatrick a défendu une ligne « ferme », hostile à toute négociation avec la guérilla. Elle a, d'autre part, refusé de donner son avis sur l'évolution de la situation militaire marquée par des succès de la guérilla.

C'est ainsi que de violents combats ont eu lieu samedi et dimanche à Suchitoto, à 40 kilomètres au nord de la capitale. Selon des témoins, les affrontements auraient fait plusieurs dizaines de victimes de part et d'autre, dont une vingtaine de soldats.

Un groupe d'une vingtaine de civils auraient été enlevés par les guérilleros près de Suchitoto et les proches des disparus ont adressé un ap-

pel urgent à la Croix-Rouge internationale pour qu'elle participe aux recherches. Malgré les bilans contradictoires publiés par l'armée et les insurgés, il semble bien que les combats de Suchitoto aient été particulièrement graves pour l'armée qui serait en fait tombée dans une embuscade. Un soldat rescapé a rapporté que les rebelles avaient attaqué au matin sur une portion de route longue d'une dizaine de kilomètres en direction de Suchitoto. Des renforts de troupes ont été envoyés sur place et ont repris dimanche les positions occupées par les insurgés pendant deux jours.

« A San Salvador, Mgr Rivera a demandé dimanche une trêve dans les combats et la levée de l'état de siège à l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II, attendu au début mars. L'archevêque a déploré que l'on continue à trouver des cadavres dans le pays portant des marques de tortures et de sévices.

« A San José de Costa-Rica, M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant de la France en Amérique latine, a réaffirmé samedi 12 février, que le gouvernement français était favorable à une solution négociée de la crise en Amérique centrale. Il a insisté sur la nécessité de « négocier maintenant » pour donner une chance aux modérés de l'opposition salvadorienne. — (A.F.P., Reuter, A.P.U.P.)

IRLANDE

WEEK-END SPÉCIAL
18-20 FÉVRIER
VOL A.R. + VOITURE
1 885 F

Renseignements :
AIRCOM-SETI
Tél. : 268-15-70
UC A 962



CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettant d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :

- pellicules, dégrèges, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, etc.
- Il importe que les cheveux restent sains.

APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIGECAP
Bordeaux (48-06-34) - Brès - Grenoble (48-21-41) - Lille (51-24-19) - Lunéville (34-15-20) - Lyon (839-06-78) - Marseille (48-29-87) - Montpellier - Mulhouse (48-80-88) - Nancy (332-91-98) - Nantes (48-74-57) - Paris (88-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-76) - Toulouse (93-55-30) - Toulouse (23-29-84).

Pour les cas graves, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIGECAP

75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84

CAMEROUN

Une transition harmonieuse

LORSQUE, le 4 novembre 1982 dans la soirée, M. Ahidjo, président du Cameroun — sur lequel il exerçait depuis l'indépendance, en 1960, une autorité sans partage, — annonça inopinément qu'il quittait le pouvoir, cédant ses fonctions, conformément à la Constitution, à son premier ministre, M. Paul Biya, ce fut un véritable coup de théâtre. Sur un continent où l'âge et l'ancienneté sont des avantages plutôt que des handicaps, cette décision apparaissait d'autant plus surprenante que M. Ahidjo ne donnait aucune raison à son retrait.

Chef du gouvernement depuis 1975, M. Biya reprenait les rênes, fort de l'appui du président démissionnaire qui exhortait ses concitoyens à lui « faire une confiance sans réserves ». Depuis lors, M. Biya s'est efforcé, toujours avec l'aide de l'ancien président, de poursuivre la politique d'unité nationale.

En venant à Paris les 15 et 16 février pour une visite officielle de travail, au cours de laquelle il s'entretiendra avec M. Mitterrand, M. Biya effectue son premier voyage à l'étranger depuis son accession à la magistrature suprême.

Le nouveau chef de l'Etat poursuit la politique de concorde nationale de M. Ahidjo

TROIS mois après le retrait volontaire de M. Amadou Ahidjo de la présidence de la République, poste qu'il occupait depuis vingt-deux années consécutives, les spéculations les plus diverses circulent sur les rapports entre l'ancien chef de l'Etat et son successeur.

Dans beaucoup de lieux publics, y compris dans les ministères, trône toujours le portrait de l'ancien chef de l'Etat.

Resté président national du parti unique, l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), M. Ahidjo a jusqu'à présent décliné toutes les propositions formulées sur ses intentions. Alors que beaucoup pensaient qu'il partagerait ses loyers entre son fief électoral à Garoua, dans le nord du Cameroun, et ses résidences de Gresse (France) et de Dakar, il déploie encore une importante activité de caractère politique.

Il vient en effet d'effectuer une longue tournée dans six provinces du pays, où il a été accueilli avec des égards particuliers. Beaucoup d'hommes officiels du Cameroun lui rendent visite, et de nombreux responsables politiques locaux multiplient les allées et venues entre Yaoundé et les villes de Garoua et de Ngaoundéré, où il séjourne fréquemment.

Cet état de chose alimente les rumeurs de « divergences de vues » entre MM. Ahidjo et Biya. Selon ces bruits, le premier aurait fait à dessein une « fausse sortie », tout en conservant en réalité, de façon occulte, la haute main sur les affaires publiques. Dans les milieux officiels, on voit dans ces allégations, venant notamment de l'opposition installée à l'étranger, l'intention de susciter des difficultés à un régime qui a su ordonner sans heurts une transition strictement conforme à la Constitution. M. Biya mettra certainement les choses au point avec M. Mitterrand lors de sa visite officielle à Paris.

Les rumeurs dues aux « jaloux »

Non seulement, en effet, l'ancien président ne souhaite pas gêner son successeur, mais il met au contraire tout en œuvre pour lui prêter main-forte et l'aider à consolider son autorité.

Dans une longue interview accordée à *Cameroun Tribune*, quotidien officiel de Yaoundé, il n'a d'ailleurs laissé place à aucune ambiguïté : « M. Biya est chef de l'Etat à part entière, et il ne saurait y avoir d'opposition à son autorité. Je suis fier de lui et de son œuvre, et il n'existe pas de dissensions entre nous. Le malentendu proviendrait du fait que certains souhaiteraient ne plus me voir à Yaoundé. Il faut cependant qu'ils s'accoutument de ma présence et se résignent à me voir. » Après avoir justifié les raisons de son départ — « Je suis fatigué et crois avoir légitimement droit au repos », — M. Ahidjo exprime la conviction que des fautes de troubles souhaitaient mettre à profit le choc psychologique créé par l'annonce de son départ. Selon lui, « ces ambitieux jaloux de l'intérieur et de l'extérieur » voulaient « transformer ce choc en panique et susciter ainsi des réactions désordonnées et incontrôlées, en un mot, visaient la déstabilisation de l'Etat et, par là, l'échec de notre expérience de changement pacifique à la tête de l'Etat... »

S'il n'avait pas voulu que M. Biya lui succède, M. Ahidjo pouvait bien démissionner, au moment de sa propre démission, mettre un terme aux fonctions du premier ministre : « Si je ne l'ai pas fait, dit-il, c'est qu'il jouit de ma confiance et que je souhaitais le voir me succéder, conformément à la Constitution. »

En faisant exclure du parti le mois dernier quatre responsables de haut rang « pour attitude inadmissible pour l'unité du parti », M. Ahidjo a montré que l'opposition à M. Biya qui lui était prêtée était purement imaginaire. En effet, les exclus, au premier rang desquels figure M. Moussa Yaya, vice-président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui en résidence surveillée après avoir été, durant vingt-cinq ans, un des plus proches collaborateurs de l'ancien chef de l'Etat, entendaient se dresser contre l'autorité du nouveau président, contesté en tant qu'un « homme du Sud », et au surplus catholique.

La « prédominance » peule

Phénomène assez exceptionnel dans cette partie du monde, c'est, en effet, un chrétien qui, à Yaoundé, vient de succéder à un musulman. Or, dans la plupart des capitales africaines, on constate beaucoup plus fréquemment l'évolution inverse, comme au Sénégal où le musulman Abdou Diouf a succédé au catholique Senghor, ou encore en Gambie où l'anglican Jawara s'est converti à l'islam. Dans un Etat qui compte 17 % de musulmans, la tentation est grande chez quelques hommes politiques d'opposer ces derniers aux 82 % de chrétiens et aux 45 % d'animistes, et « nazarens » et « pélagiens ». Au surplus, entre le nord et le sud du pays, l'antagonisme que n'a cessé de combattre avec vigueur M. Ahidjo, lui-même originaire du Nord, subsiste de façon latente.

C'est précisément cet antagonisme que, au nom d'une prétendue « prédominance peule », tribu d'origine de MM. Ahidjo et Moussa Yaya, — les récents exclus du parti voulaient attiser, rêvant, semble-t-il, d'un Etat nordiste. Chimérique, ce projet n'a pour autant jamais été totalement abandonné par ceux qui conservent une certaine nostalgie de l'autorité traditionnelle des grands chefs religieux, rois, émir et fardes, de la partie septentrionale du pays.

Non seulement la chefferie du Nord a conservé quelque autorité, mais, par le volume des affaires dont il se sont saisis le contrôle, beaucoup de Peuls d'origine modeste ont acquis un poids politique non négligeable. C'est le cas de beaucoup des amis de M. Moussa Yaya, sans compter quelques astucieux affairistes qui, après avoir réussi à se faire octroyer des crédits bancaires considérables, sont officiellement « morts à Djibouti » à l'occasion du pèlerinage à La Mecque, avant de « resusciter » sous un nom d'emprunt. Quelques-uns de ces filous, devant des menaces d'inculpation, ont d'ailleurs préféré émigrer en Algérie afin d'échapper à d'éventuelles poursuites judiciaires.

Durement acquise, puisqu'une guerre civile a ravagé le pays durant plusieurs années après la proclamation de l'indépendance, l'unité nationale ne peut être préservée qu'au prix de la mise hors de la loi du tribalisme et du régionalisme sous toutes leurs formes. C'est pourquoi, pendant vingt-deux ans d'exercice du pouvoir, M. Ahidjo a systématiquement trébuché ceux qui prétendaient exalter tribu ou région. Ce faisant, il a néanmoins souffert à la fois des critiques de ses frères de race, qui lui reprochaient de ne pas les favoriser suffisamment, et de celles des « Sudistes » qui lui reprochaient l'inverse. Aussi dans un premier temps était-il indispensable pour le nouveau président de mesurer ses comparaisons « nordistes » allemandes par une alternance à laquelle il ne s'attendait point.

M. Ahidjo s'est, immédiatement après son départ de la présidence, attaché à cette entreprise d'apaisement des esprits. Non seulement il y a longuement invité les militants et responsables de l'U.N.C., mais il s'est rendu à l'étranger dans le même but. Au cours d'un voyage au Nigeria, où l'accompagnèrent M. Ousmane May, tout-puissant gouverneur de la province du Nord ainsi que plusieurs ministres « nordistes », il s'employa à rassurer M. Shehu Shagari, président de la Fédération nigérienne, et ses amis politiques.

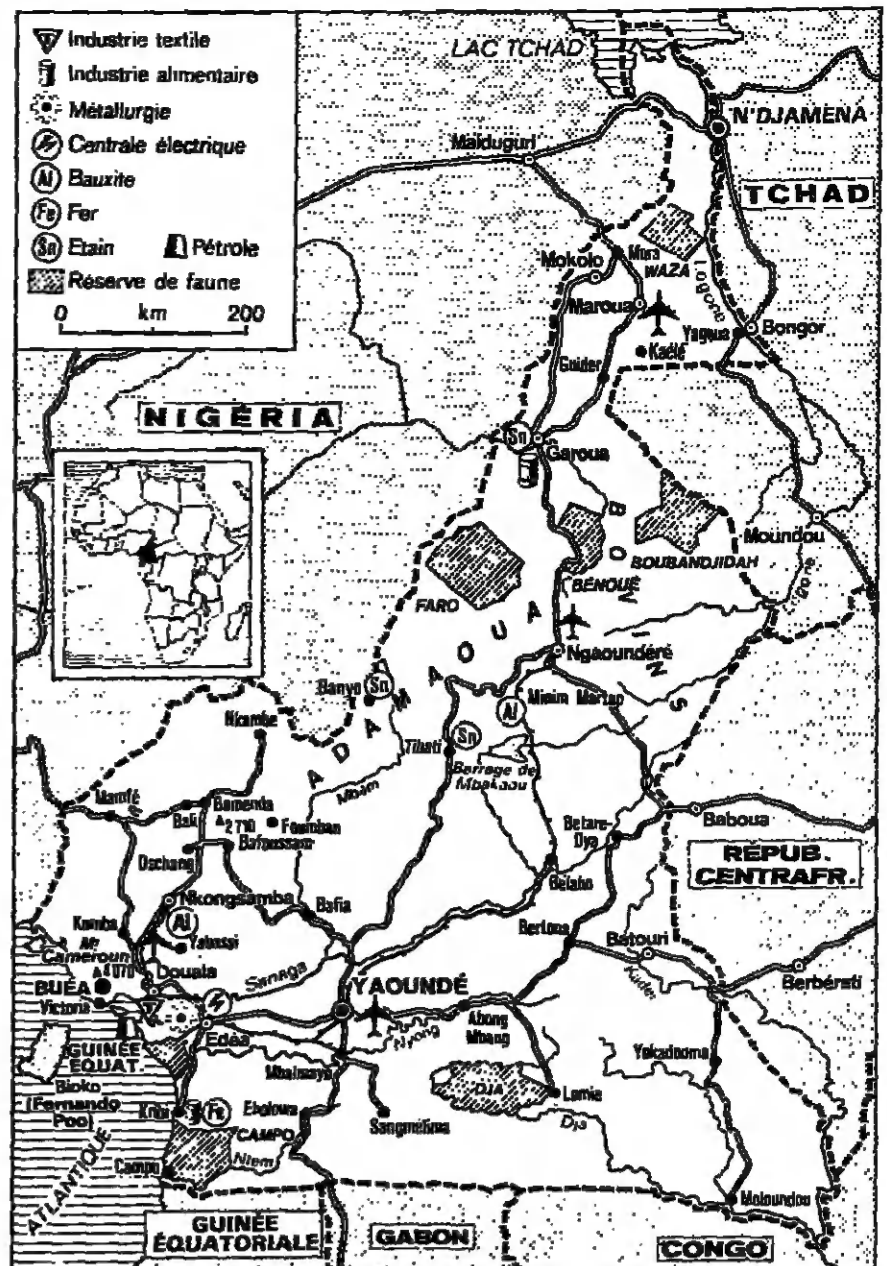
Le problème bamiléké

Un tel comportement s'imposait d'autant plus pour l'ancien président que le Nord ne constitue pas la seule région soumise à des forces centrifuges, même s'il s'agit de celle dont on parle le plus. A l'ouest, et plus particulièrement au sud-ouest, le dynamisme et le particularisme des Bamilékes exigent la présence d'un pouvoir fortement centralisé.

Considérés comme la groupe ethnique numériquement le plus important, les Bamilékes pratiquent une agriculture intensive et comptent une petite bourgeoisie de planteurs jouissant d'une relative aisance. Une croissance démographique importante les a incités à coloniser de nombreuses terres vacantes dans toutes les régions avoisinantes leur habitat traditionnel et à émigrer par vagues de plus en plus importantes dans les villes du Sud.

Actifs commerçants, les Bamilékes occupent une place prépondérante dans le monde des affaires, et ils ont tendance à s'installer de plus en plus de cadres administratifs et politiques. Aussi, après avoir été sévèrement épurés par la guerre civile qui dévasta notamment le département du Mongo, recherchant-ils plus que jamais la maîtrise de l'économie, tandis que, d'un côté, ils ne cessent de réclamer une situation analogue à celle qui prévaut au Tchad et qui menace le Nigeria. Nul doute que M. Paul Biya ne s'efforce, sans en dévier, sur la même voie que son aîné.

PHILIPPE DECRAENE.



SUPERFICIE : 475 000 kilomètres carrés. — POPULATION : 8 600 000 habitants, soit une densité moyenne de 18,2 habitants par kilomètre carré. Les moins de quinze ans représentent 52 % de la population. — CAPITALES : Yaoundé (500 000 habitants), Douala (300 000), Bafoussam (150 000), Garoua (150 000), Maroua (150 000). — LANGUES OFFICIELLES : le français et l'anglais (22 % environ d'anglophones). — RESSOURCES ECONOMIQUES : pétrole : environ 5 millions de tonnes ; aluminium : 82 452 tonnes ; cacao : 120 000 tonnes ; café : 110 000 tonnes ; bois tropicaux : 810 000 mètres cubes ; coton : 26 000 tonnes de fibres exportées. Indépendant depuis 1960, le Cameroun est une ancienne colonie allemande placée sous mandat de la Société des Nations après la première guerre mondiale, puis sous tutelle de l'Organisation des Nations unies après 1945. En 1961, la partie méridionale du pays, sous tutelle britannique, a été rattachée au sein d'une fédération à l'ancien Cameroun sous tutelle française. En 1972, l'ensemble a pris le nom de République unie du Cameroun.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT PAUL BIYA

« Nous souhaitons plus encore que par le passé renforcer nos liens avec la France »

Comment expliquez-vous que votre pays soit moins bien connu en France et dans le monde que d'autres Etats africains, tels que le Sénégal ou la Côte-d'Ivoire par exemple ?

— Cela est dû aux conditions difficiles dans lesquelles le Cameroun a accédé à l'indépendance. En effet, la guerre civile s'est prolongée dans notre pays durant plusieurs années après notre entrée dans le concert des nations. Durant toute cette période, nous n'avons guère eu le temps de nous faire connaître à l'étranger. Depuis une douzaine d'années, les choses ont changé ; nous allons chercher à renforcer nos efforts pour que nos partenaires internationaux perçoivent une image aussi juste que possible de notre pays.

Redoutez-vous que les vieilles querelles internes qui ont divisé les Camerounais viennent à renaître ?

— L'Union nationale camerounaise, notre parti unique, a mené depuis deux décennies une politique de réconciliation nationale et n'a rien ménagé pour consolider l'unité. Cela réduit les risques de renaissance de querelles intestines, mais nous n'en demeurerons pas moins vigilants, car la tentation de remise en cause peut persister chez certains.

Après votre accession à la magistrature suprême, peut-on attendre à bref délai une libéralisation du régime, et peut-être même l'institutionnalisation du multipartisme ?

— L'unité nationale est trop récente pour permettre actuellement une telle évolution. Le Cameroun est composé de plus de deux cents

ethnies, et le moment n'est pas encore venu pour le multipartisme. Presque aussitôt créés, les nouveaux partis risqueraient d'épouser les contours des principaux groupes ethniques, comme ce fut le cas jusqu'en 1966, année où fut institué le parti unique. En revanche, nous sommes fermement résolus à démocratiser ce parti, ne fût-ce qu'en y élargissant le débat politique entre dirigeants et militants.

J'ajoute que notre développement économique accéléré devrait autoriser à terme une certaine forme de décentralisation administrative. Mais cette option devra d'abord être débattue au sein des instances du parti.

Selon vous, le Cameroun connaît-il une phase de prospérité ?

— Je suis tenté de répondre oui, mais... Compte tenu de la situation économique mondiale, l'économie camerounaise est relativement prospère. Nos finances publiques sont saines, notre produit intérieur brut croît annuellement de 4 % à 6 %, notre endettement extérieur est faible. L'apparition récente de recettes tirées de la mise en exploitation de nos ressources pétrolières suscite de sérieuses espérances.

Le niveau de vie des Camerounais s'améliore... Mais nous subissons de plein fouet les effets néfastes de la crise mondiale ; et le Cameroun n'est épargné ni par l'inflation importée, ni par le chômage, ni par la détérioration des termes de l'échange, et évidemment cela tempère notre optimisme.

L'essor économique de votre pays vous incite-t-il à rechercher une coopération plus étroite avec la France ?

— Bien sûr... Pour promouvoir et stimuler l'effort économique, il nous faut de puissants concours financiers extérieurs. Par exemple, pour mener à son terme le projet d'installation d'une usine de liquéfaction de gaz à Kribi (projet qui implique un investissement de plus de 4 milliards de dollars) l'aide de pays amis, dont la France, nous est indispensable.

Nos besoins en équipements routiers et portuaires, nos projets dans le domaine de l'enseignement et du développement rural exigent des aides financières étrangères.

CCAR
COMPAGNIE
CAMEROUNAISE
D'ASSURANCES
ET DE REASSURANCES

**INCENDIE
ACCIDENTS
RISQUES DIVERS
TRANSPORT
VIE**

DOUALA B.P. 4068
Tél. 42.62.71/42.67.72
Télex 5341 KN

YAOUNDE B.P. 209
Tél. 22.45.33/23.34.44
Télex 8515 KN

(Lire la suite page 10.)

Les grands axes de la politique extérieure du Cameroun

Tant au niveau de sa conception que de sa finalité, notre politique extérieure prend racine dans l'histoire et la géographie de notre pays, dans sa philosophie politique et tient compte des exigences légitimes du peuple camerounais ainsi que des données fondamentales de la conjoncture internationale.

Les principes qui guident cette politique extérieure s'articulent autour de trois idées-forces, à savoir :

— L'indépendance nationale, qui est pour nous la condition indispensable à la dignité, au progrès et au libre arbitre du peuple camerounais ;

— Le Non-Alignement, qui signifie pour nous la volonté de s'affirmer, de consolider et de défendre notre indépendance nationale. C'est au nom des principes du non-alignement que nos options diplomatiques sont prises en fonction de l'intérêt supérieur de notre pays et des valeurs morales qu'il entend promouvoir sur la scène internationale, et ceci en dehors de toutes considérations idéologiques et indépendamment des désirs des blocs hégémoniques qui dominent le monde. Notre non-alignement implique la tolérance, la coexistence pacifique des Etats aux systèmes socio-politiques différents.

— La coopération internationale, troisième volet de notre politique extérieure, atteste que le Cameroun, en ce temps du monde interdépendant qui commence, est conscient du fait que le destin de chaque peuple est ombiliquement lié à celui de tous les peuples du monde. En érigant la notion de coopération internationale en principe de politique extérieure, notre pays a voulu réaffirmer sa volonté d'entretenir des relations de coopération et d'amitié avec tous les pays sans autres limites que celles qu'impose le respect de notre souveraineté, de notre intégrité territoriale et de nos intérêts légitimes. Dans cette optique notre continent occupe une place de choix dans la conduite de notre politique extérieure ; c'est ce qui explique la permanence de notre action et de nos sacrifices en vue de resserrer nos liens bilatéraux avec les pays Africains frères, et justifie nos efforts pour consolider l'unité et promouvoir la libération totale et le progrès de notre continent.

S'agissant plus spécialement de l'Afrique Centrale à laquelle est lié le destin de notre pays, le Cameroun reste fidèle à sa politique de bon voisinage et de fraternelle concertation afin de progresser hardiment sur le chemin d'une coopération toujours plus efficace et diversifiée dans cette région que la géographie, l'histoire et les affinités ethniques disposent à une étroite solidarité.

C'est ce qui justifie notre appartenance à l'UDEAC, à la Commission du Bassin du Lac Tchad, à la Haute Autorité du Fleuve Niger, pour ne citer que ces trois exemples, et explique notre constante disposition à favoriser, à encourager et à soutenir la formation des regroupements sous-régionaux et régionaux dans le cadre des principes énoncés par la Charte de l'OUA. Nous pensons au Cameroun que l'unité du continent passe par la réalisation des cercles concentriques de solidarité, piliers sûrs de consolidation de cet édifice unitaire qu'est l'OUA, car comme le déclarait le Chef de l'Etat au Congrès de Bafoussam : « Notre devoir est de soutenir l'OUA, d'enrayer toute tentative de division en son sein, de renforcer le mystère de solidarité, d'en faire l'instrument irremplaçable pour l'affirmation de la personnalité de l'Afrique ». Fin de citation.

Véritable carrefour des civilisations africaines, le Cameroun est resté en contact avec le monde Arabe et Islamique tout au long de son histoire. Aujourd'hui nous ne pouvons que nous féliciter de l'excellence de nos rapports avec le monde Arabe, et qui se traduisent concrètement par une compréhension et une assistance mutuelle qui font honneur à notre diplomatie.

Avec le reste du monde, le Cameroun prône une politique de grande ouverture envers tous les pays épris de paix et soucieux du respect de sa souveraineté et de ses options.

Il conviendrait toutefois de rappeler que ce vaste réseau de diversification de nos relations internationales ne saurait nullement exclure la prise en considération des liens tissés notamment avec l'Europe au cours de l'histoire, liens qui expliquent le caractère privilégié des rapports que nous entretenons avec les pays membres de la Communauté Economique Européenne, tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

Avec les pays d'Asie et d'Amérique Latine, nos relations revêtent également un caractère spécifique en raison de notre commune appartenance au Mouvement des Non-Alignés et au monde en

développement. En tant que pays en développement, notre coopération avec les pays d'Asie et d'Amérique Latine vise avant tout l'harmonisation de nos positions dans le cadre du dialogue Nord-Sud, et l'entraide mutuelle dans notre lutte commune contre les injustices et les inégalités du système économique actuel, tant il est vrai que notre diplomatie se veut avant tout une diplomatie de développement.

Notre lutte commune pour l'instauration d'un nouvel ordre économique plus équitable, qui tienne compte des légitimes aspirations de tous au progrès et au bien-être que rendent possibles les conquêtes scientifiques et technologiques modernes, n'a pas encore atteint les résultats escomptés.

En effet, malgré la combativité des pays du groupe des 77 au sein des Institutions et Conférences Spécialisées, les nations, bénéficiaires de l'ordre économique actuel se sont accrochés à leurs privilèges. Il y a lieu d'espérer qu'avec la crise économique qui perdure et les injustices criardes qu'elle engendre, les pays nantis comprendront que la paix et la sécurité internationales, tout comme

la relance de l'activité économique globale, passent par de profondes modifications structurelles et institutionnelles de l'ordre économique défectueux mis en place au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Les pays du tiers-monde fondent beaucoup d'espoir sur la France qui, tant à Ottawa (juin 1981) qu'à Cancun (octobre 1981) et à Versailles (juin 1982), a fait montre d'une sensibilité fort appréciée par le groupe des 77 en ce qui concerne la relance des négociations globales dans l'esprit et la lettre de la résolution 34/38 des Nations-Unies.

Aujourd'hui comme hier, la politique extérieure du Cameroun, conduite à l'abri de toute arrière-pensée idéologique ou dogmatique, demeure en dernière analyse axée sur la recherche de la coexistence pacifique des peuples et des nations, dans une humanité réconciliée avec elle-même, et capable par un même élan de générosité et de solidarité, de faire face aux nombreux défis de la société contemporaine.

PAUL DONTSOP
Ministre d'Etat chargé
des Affaires Etrangères

I - Sur le code des investissements

Le Régime des Investissements en République Unie du Cameroun est réglementé par la loi 60/64 du 27 juin 1960 modifiée respectivement par les lois numéros 64/LF/6 du 6 avril 1964 et 66/LF/5 du 10 juin 1966. D'autres textes à caractère réglementaire existent également :

1 - Le code des investissements et ses avantages (Loi n° 60/64 du 27/6/1960 et ses textes modificatifs subséquents)

Les mesures adoptées par le Gouvernement en faveur de l'apport des capitaux privés peuvent se regrouper en deux parties :

— l'aménagement fiscal et la mise en place des régimes fiscaux préférentiels ;

— l'octroi de certaines facilités douanières.

Le code des investissements de la République Unie du Cameroun comporte quatre régimes :

— le régime « A » ;

— le régime « B » ;

— le régime « C » ;

— le régime « D ».

1.1 Entreprises agréées aux régimes « A » et « B » :

Les entreprises agréées aux régimes « A » et « B » bénéficient de pleins droits de l'exonération des droits et taxes de douane sur leurs équipements industriels, sur leurs matières premières et articles de conditionnement indispensables à leurs opérations de production et de transformation.

Dans ce dernier cas, elles sont assujetties sur leur demande, soit à la taxe intérieure à la production, soit à la taxe unique (UDEAC).

Le bénéfice du régime « B » comporte en outre la possibilité pour l'entreprise de ne pas payer de patente, de redevance foncière, forestière ou minière pendant les cinq premiers exercices d'exploitation et de reporter sur les trois exercices suivants les amortissements non effectués au cours de cinq premiers exercices déficitaires.

1.2 Entreprises agréées aux régimes « C » et « D » :

Il s'agit d'entreprises concourant de façon particulière au développement économique du Cameroun soit par la transformation de leurs matières premières de base, soit par le volume d'emplois qu'elles se proposent de créer.

Dans ces conditions, la société passe une convention d'établissement avec le Gouvernement, laquelle précise les droits et obligations des deux parties.

Alors que la durée de régime est de 10 ans pour les deux précédents, l'entreprise agréée au régime « C » jouit d'une période de 20 ans de privilège douanier ; elle est de 25 à 30 ans pour le régime « D ». De plus, tous les avantages de régime « B » sont reconnus de facto à toute entreprise conventionnée.

Enfin, l'agrément du régime « D » ouvre droit à une stabilisation du régime fiscal en vigueur à la date d'agrément de la société.

II - Le régime des entreprises forestières et des petites et moyennes entreprises

1) Les entreprises forestières (Décret n° 67/DF/14 du 11/1/67)

Ce décret accorde à ces entreprises un régime préférentiel consistant notam-

ment à une réduction de 5 % des droits et taxes à l'importation sur les matériels nécessaires à l'exploitation et aux sciences.

2) Les Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat (Décret n° 68/DF/10 du 16/1/1968)

Ce régime consiste dans l'application d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçues à l'importation sur les équipements et peut se cumuler avec le régime de la Taxe Intérieure à la Production.

Toute entreprise soumise à la Taxe Intérieure à la Production ou à la Taxe Unique est exonérée des droits de douane sur les matières premières et les emballages.

De plus, un produit soumis à la Taxe Intérieure à la Production est exempt de l'impôt sur le chiffre d'affaires intérieur.

III - Le régime de l'industrie touristique

Ce régime concerne toute entreprise qui réalise un investissement en vue de créer, d'agrandir un établissement de tourisme ou d'en renouveler l'équipement.

Quatre régimes sont prévus :

— Le régime T1 prévoit notamment la réduction à 5 % des droits et taxes à l'importation sur les matériels d'équipement.

Le régime T2 est applicable aux entreprises revêtant une importance particulière ; il accorde en outre pour une période de cinq ans, l'exonération de la patente, de la licence, de la redevance foncière et de l'impôt sur les BIC.

Le régime T3 (dit de la Convention d'Etablissement) s'applique aux établissements d'importance capitale ; outre les avantages précités, il prévoit la stabilité de tout ou partie des charges fiscales pendant toute la durée de la convention qui ne peut excéder 15 ans.

IV - La procédure d'agrément à un régime privilégié

La procédure suivie pour l'octroi d'un des régimes privilégiés ci-dessus a été décrite par le texte portant organisation du régime lui-même.

Tout projet d'investissement susceptible de bénéficier des avantages de notre régime d'investissement doit être établi suivant un canevas qui est remis au promoteur par la Direction de l'Industrie. Le processus de production doit être correctement décrit pour faire apprécier l'importance de la valeur ajoutée ; doivent être indiqués nécessairement la formation des prix de revient en sortie usine des articles par unité produite, le prix comparatif des produits d'importation loco-magasin du grossiste, les résultats d'exploitation de l'affaire (bénéfice, cash-flow), le chiffre d'affaires prévisionnel, compte tenu de l'évolution de la demande.

Du reste, une étude de marché doit être jointe au dossier ; elle doit tenir compte de la demande globale et de la production locale, cette dernière se substituant aux importations d'articles similaires. Une telle demande conforme au formulaire remis au promoteur est déposée contre décharge valable en trente (30) exemplaires (60 quand il s'agit d'un agrément à la Taxe Unique) à la Direction de l'Industrie qui assure la présidence du Comité Interministériel chargé de l'étude coordonnée des projets d'investissement et de dévelop-

pement et le secrétariat de la Commission des Investissements, que préside Monsieur le Ministre de l'Economie et du Plan en personne.

Le récépissé de dépôt du dossier est remis immédiatement au promoteur, après un examen succinct du projet. A ce niveau, le projet peut faire l'objet de rejet s'il ne cadre pas avec la réglementation rappelée ci-dessus sur les investissements, d'une demande d'informations complémentaires ou de diffusion auprès des membres du Comité d'experts.

Ce comité se réunit une fois par mois et, en fonction des dossiers déposés à son secrétariat. Le comité est constitué de façon qu'aucun aspect du dossier ne puisse échapper à sa réflexion :

— objet du projet cadrant avec les objectifs du plan ;

— importance de la valeur ajoutée et du transfert de technologie ;

— importance de la main-d'œuvre ;

— niveau des investissements projetés et leur mode de financement ;

— niveau prévisible des prix et avantages que l'on n'attend du projet dans la régulation du marché ;

— bénéfice d'exploitation escomptable ;

— impact du projet dans la réalisation des objectifs de développement auto-centré, d'équilibre régional et de justice sociale.

L'avis du comité, dès lors qu'il est émis par Monsieur le Ministre de l'Economie et du Plan, vaut accord d'agrément pour les régimes PME, 5 % forestiers, T1, T2 et T4. Notification de cet agrément est signifiée au promoteur qui peut déjà prendre ses dispositions pour la mise en place de l'investissement, et ceci, en attendant la prise d'un décret d'agrément.

L'agrément au régime du réinvestissement nécessite l'approbation préalable du programme triennal d'équipement par le Gouvernement. Le dossier doit être déposé en trente (30) exemplaires à la Direction des Impôts qui les transmet avec ses observations à la Direction de l'Industrie en vue de son examen par le Comité Interministériel.

II - La politique industrielle et commerciale du Cameroun

La Politique Industrielle et commerciale du Cameroun participe à l'option du libéralisme planifié qui consiste à encourager le libre exercice de l'initiative privée dans le cadre des grandes orientations définies par le Gouvernement. Si cette politique s'est révélée plus volontariste dans sa composante industrielle dès l'accession de notre pays à l'indépendance, elle n'a pas moins trouvé dans son expression commerciale, le complément indispensable à la promotion d'une économie intégrée, auto-entretenue et en pleine croissance.

I - Une politique industrielle plus volontariste

Convaincu qu'il ne peut pas y avoir de développement véritable dans un pays, sans un secteur industriel bien structuré, le Gouvernement, tout en proclamant l'agriculture comme la priorité des priorités, a toujours considéré que l'industrialisation doit jouer un rôle moteur dans le développement du pays. C'est pourquoi, dès l'accession du Cameroun à l'indépendance, il s'est efforcé de promouvoir l'industrialisation du pays en favorisant au maximum l'attrait des investisseurs étrangers.

Dans son application, cette politique visait essentiellement trois objectifs :

— Créer des industries de substitution aux importations afin d'améliorer notre balance commerciale ;

— Soutenir l'effort de développement de l'agriculture par la création d'industries destinées à favoriser la modernisation de ce secteur (création d'usines d'engrais, de matériel agricole, etc.) ;

— Promouvoir la formation, l'emploi et l'accès des nationaux dans les secteurs des activités dites modernes.

Pour atteindre ces objectifs, l'action du Gouvernement a consisté : tantôt à favoriser l'exercice de la libre entreprise dans le cadre des grandes orientations définies par le plan de développement économique et social, tantôt à pratiquer une politique d'association des intérêts publics et privés dans le cadre de contrats librement négociés, tantôt à prendre carrément l'initiative d'investir, soit dans les secteurs d'accompagnement (énergie, aménagement du territoire, infrastructures économiques, communications, formation, etc.), soit dans les secteurs qui n'attirent pas immédiatement les investisseurs étrangers du fait d'une rentabilité moins évidente et éloignée dans le temps (agro-industries).

Les principaux instruments de cette politique étaient constitués par :

— le Code des investissements qui demeure l'un des plus libéraux d'Afrique ;

— Une politique d'aménagement des zones industrielles destinée à mettre à la disposition des investisseurs étrangers des terrains viabilisés dotés d'infrastructures de base ;

— Une politique d'aide au financement des entreprises basée soit sur la prise de participation directe de l'Etat et des organismes publics au capital des sociétés, soit sur une politique d'aval des emprunts contractés à l'étranger, soit enfin sur les facilités de financement accordées par le réseau bancaire national.

Il est certes indéniable que cette politique, qui a mûri les deux premières décennies de notre indépendance, a atteint des résultats très positifs dans la mesure où le secteur industriel contribue aujourd'hui, pour plus de 25 %, à la formation de la Production Intérieure Brute du Cameroun. Mais, de toute évidence, cette politique a aussi contribué à favoriser une industrialisation extravertie, incapable de répondre aux exigences d'une planification suivie.

C'est pourquoi le Gouvernement, soucieux de promouvoir l'intégration du tissu industriel dans l'économie du Pays, a décidé, dès la première phase d'élaboration du V^e Plan de développement économique et social en cours d'exécution, de concevoir et de mettre en œuvre un Plan Directeur d'Industrialisation plus conforme à l'exigence de la maîtrise du développement. Ce plan directeur devra tenir compte des grandes priorités suivantes :

1° La sauvegarde et la consolidation de l'autosuffisance alimentaire du pays, objectif qui commande que priorité soit accordée aux industries situées en amont et en aval de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;

2° La réalisation effective du « self reliance » par la mise en place d'une industrie autonome, auto-entretenue, intégrée, maîtrisée par les nationaux et peu sensible aux aléas conjoncturels d'origine externe au Cameroun ;

3° La valorisation sur place et de manière prioritaire des matières premières d'origine locale.

Pour atteindre ces objectifs, quatre secteurs clés ont été retenus ; il s'agit :

— du secteur fer-sidérurgie,

— du secteur bauxite-aluminium,

— du secteur forêt-bois,

— du secteur des hydrocarbures et de la pétrochimie.

Parallèlement au développement de ces secteurs seront menées de front

chargé de l'Etude coordonnée des projets d'investissement et de développement.

Je rappelle que le bénéfice du régime de réinvestissement est exclusif de tout autre privilège douanier dont a pu profiter l'investissement considéré, et qui a été réalisé dans le cadre de l'un des régimes analysés ci-dessus.

L'avis favorable du Comité permet au Ministre des Finances de décider du niveau de la réduction du BIC par suite de réinvestissement à atteindre en trois ans.

Enfin, les dossiers de demande d'agrément à la TIP ou à la TU suivent la même procédure que ceux qui postulent les avantages des régimes du Code.

Je rappelle toutefois que pour ce qui concerne la Taxe Unique, le Comité Interministériel se borne à transmettre avec son avis le dossier au Secrétariat Général de l'UDEAC.

La procédure décrite ci-dessus, qui paraît longue à première vue, est ramenée à des délais acceptables par des mesures de facilitation notamment le bénéfice du régime de l'admission temporaire que le Ministre des Finances accorde, sur leurs demandes, aux promoteurs de projets industriels.

Il peuvent dès lors passer commande de machines et entreprendre les travaux de construction de l'usine bien avant la prise de l'acte d'agrément.

L'existence au Cameroun d'une Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles permet également aux investisseurs potentiels de trouver des terrains industriels déjà aménagés et équipés. Ces terrains leur sont loués à des taux très modiques 230 F.CFA le mètre carré par an sous forme de bail amphibiotique.

Deux zones industrielles déjà aménagées et équipées d'eau, d'électricité, de téléphone et de téléx existent à Douala (Bomabéri pour les industries qui ont besoin d'un tenant d'eau) et Bassa pour les autres industries. L'aménagement des zones de Yaoundé, Bafoussam, Ngaoundéré, Limbé a été prévu au cours du V^e Plan Quinquennal.

III - Les grands projets d'infrastructure

— le Code des investissements qui demeure l'un des plus libéraux d'Afrique ;

— Une politique d'aménagement des zones industrielles destinée à mettre à la disposition des investisseurs étrangers des terrains viabilisés dotés d'infrastructures de base ;

— Une politique d'aide au financement des entreprises basée soit sur la prise de participation directe de l'Etat et des organismes publics au capital des sociétés, soit sur une politique d'aval des emprunts contractés à l'étranger, soit enfin sur les facilités de financement accordées par le réseau bancaire national.

Il est certes indéniable que cette politique, qui a mûri les deux premières décennies de notre indépendance, a atteint des résultats très positifs dans la mesure où le secteur industriel contribue aujourd'hui, pour plus de 25 %, à la formation de la Production Intérieure Brute du Cameroun. Mais, de toute évidence, cette politique a aussi contribué à favoriser une industrialisation extravertie, incapable de répondre aux exigences d'une planification suivie.

C'est pourquoi le Gouvernement, soucieux de promouvoir l'intégration du tissu industriel dans l'économie du Pays, a décidé, dès la première phase d'élaboration du V^e Plan de développement économique et social en cours d'exécution, de concevoir et de mettre en œuvre un Plan Directeur d'Industrialisation plus conforme à l'exigence de la maîtrise du développement. Ce plan directeur devra tenir compte des grandes priorités suivantes :

1° La sauvegarde et la consolidation de l'autosuffisance alimentaire du pays, objectif qui commande que priorité soit accordée aux industries situées en amont et en aval de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;

2° La réalisation effective du « self reliance » par la mise en place d'une industrie autonome, auto-entretenue, intégrée, maîtrisée par les nationaux et peu sensible aux aléas conjoncturels d'origine externe au Cameroun ;

3° La valorisation sur place et de manière prioritaire des matières premières d'origine locale.

Pour atteindre ces objectifs, quatre secteurs clés ont été retenus ; il s'agit :

— du secteur fer-sidérurgie,

— du secteur bauxite-aluminium,

— du secteur forêt-bois,

— du secteur des hydrocarbures et de la pétrochimie.

Parallèlement au développement de ces secteurs seront menées de front

la grande œuvre de l'industrialisation

III - Les grands projets d'infrastructure

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

la grande œuvre de l'industrialisation

L'étude et la promotion des secteurs d'accompagnement que sont :

- la formation,
- le développement de l'énergie,
- le développement des infrastructures économiques et sociales,
- le développement des infrastructures de communication.

La phase préparatoire de l'étude de cet important projet entièrement financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement avec l'assistance de l'ONUDI comporte les étapes suivantes :

- l'identification de toutes les études devant être menées dans le futur, avec leurs termes de référence ;
- l'établissement d'un plan d'ordonnement général et de phase des études à mener ;
- la mise en place d'une structure de préparation et de suivi de la mise en œuvre du plan ;
- l'élaboration d'un programme spécial de formation des cadres supérieurs ;
- la rédaction du document de la deuxième phase du projet.

II - Une politique commerciale destinée à compléter et à épauler la politique d'industrialisation

La politique commerciale suivie par le Gouvernement vise essentiellement quatre objectifs :

- promouvoir les exportations ;
- protéger la jeune industrie nationale ;
- assurer l'approvisionnement et réguler l'offre et la demande sur le marché intérieur ;
- défendre le pouvoir d'achat du consommateur.

La politique de promotion des exportations, qui soutient notre politique d'ouverture vers le monde extérieur vise essentiellement deux buts :

- 1° asseoir et consolider les activités nationales de production à vocation exportatrice, notamment les cultures de

rentes qui fournissent encore la majeure partie de nos recettes d'exportation, l'agriculture vivrière destinée à alimenter les pays voisins, et les produits de notre industrie naissante ;

2° procurer à l'Etat les ressources en devises nécessaires à la poursuite de l'effort d'équipement du pays.

Cette politique justifie non seulement notre association au marché commun européen et notre appartenance à certaines organisations économiques régionales et sous-régionales, mais également la recherche active des partenaires commerciaux à travers le monde. Dans ce cadre, et en plus de notre participation au GATT et à la plupart des accords internationaux sur les produits de base, le Cameroun est aujourd'hui lié à une quarantaine de pays répartis à travers le monde entier, par des accords commerciaux lui reconnaissant le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

La politique de protection de l'industrie locale se justifie par le caractère vulnérable de notre jeune industrie naissante à ce stade de développement de la nation. Elle ne vise nullement à créer des situations de monopole qui seraient en définitive nuisibles pour une jeune industrie qui a besoin au contraire de s'épanouir. Elle vise tout simplement à créer les conditions d'une saine concurrence susceptible de permettre à cette industrie d'être compétitive à l'abri de certaines pratiques perverses du commerce international.

Quant aux deux autres fondements de notre politique commerciale, à savoir : la régulation des approvisionnements sur le marché local et la défense du pouvoir d'achat du consommateur, ils procèdent du simple souci de justice sociale qui commande non seulement une politique efficace de contrôle des prix, mais la possibilité pour le consommateur de trouver à tout moment sur les marchés, les produits dont il a besoin pour son existence.

Conçue comme un tout, la politique industrielle et commerciale du Cameroun vise à bâtir une économie intégrée, auto-entretenue sans sacrifier les intérêts de certaines couches sociales.

- la route MAROUA-MOKOLO
- le renforcement de la route GAROUA-NGAOUNDERE
- la route GUIDER-BIDZAR DOUMBEYE, etc.

De toute évidence, l'ensemble du programme de réalisation des projets d'infrastructures économiques inscrits au V^e Plan est vaste et ambitieux. Rien que dans le domaine des infrastructures de communication, les projets retenus nécessiteront un financement global de l'ordre de 486 milliards de francs CFA durant toute la période couverte par le V^e Plan, soit 21,1 % de l'ensemble des financements prévus. Si l'on ajoute à cette enveloppe les financements retenus pour le secteur des transports (110 milliards de CFA), on aboutit à une enveloppe globale de plus de 596 milliards représentant la plus forte proportion des investissements programmés dans le cadre du V^e Plan (25,9 %).

L'exécution d'un tel programme nécessite à la fois une bonne conception des projets, une meilleure programmation de leur exécution, une accélération des procédures de passation des marchés et une très grande souplesse des entreprises de travaux publics pour s'adapter aux besoins résultant de l'exécution de ces marchés.

IV - Les objectifs du V^e Plan de développement économique, social et culturel

Le V^e Plan marque le début d'un nouveau cycle de développement contrôlé, destiné à modeler le visage du Cameroun de l'An 2000. Aussi ses objectifs s'inscrivent-ils dans le cadre des orientations définies pour cet horizon à savoir principalement :

- la réalisation d'un développement endogène par la croyance aux valeurs propres de la Nation et la réhabilitation de la créativité des forces vives ;
 - la sauvegarde de l'autosuffisance alimentaire ;
 - une amélioration constante des revenus en termes réels.
- Dans le cadre de ces perspectives à long terme, les objectifs du V^e Plan ont ainsi été arrêtés :
- Réalisation effective de l'autosuffisance sur le plan alimentaire ;
 - Redynamisation des structures de production dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de l'élevage et de la pêche afin non seulement de satisfaire la demande intérieure, mais également de dégager des excédents susceptibles

d'alimenter un courant d'exportation en constante progression ;

— Intensification des efforts de recherche et d'exploitation des ressources aussi bien minières qu'énergétiques, afin que ce secteur, à côté de l'Agriculture qui demeure la base de notre développement, constitue la nouvelle force d'impulsion de la croissance économique nationale ;

— Une réorientation de l'industrialisation du Pays par une politique de revalorisation prioritaire des matières premières d'origine locale ;

— L'amélioration du cadre de vie et des conditions d'existence notamment dans les campagnes ;

— Un déploiement plus marqué sur l'ensemble du Territoire National des infrastructures et activités de transports, de communication et de distribution ;

— Enfin, un recyclage judicieux dans l'économie nationale de l'épargne interne et des contributions d'origine extérieure.

Le Cameroun, une volonté inébranlable de développement

par Pierre Désiré ENGO, Ministre de l'Économie et du Plan

Dès l'accession du Cameroun à la souveraineté internationale, le Gouvernement s'est assigné deux objectifs fondamentaux dans le cadre de sa politique économique.

1° — Promouvoir le développement du pays sur la base du libéralisme planifié grâce auquel l'initiative privée et l'esprit d'entreprise sont encouragés et s'exercent dans le cadre d'une planification souple, ayant un caractère indicatif vis-à-vis du secteur privé, mais suffisamment contraignant pour l'Etat qui demeure le garant de l'intérêt général et des grandes options définies par la Nation ;

2° — Faire une large place dans notre processus de développement aux investissements privés étrangers, ainsi qu'à l'aide publique des pays amis et des organisations internationales, afin de compléter les efforts propres de la Nation Camerounaise.

Mais face à l'immensité de la tâche à accomplir et des besoins à satisfaire, au regard d'une aide internationale qui nous est mesurée et qui s'amenuise d'année en année, le Gouvernement s'est très tôt rendu compte qu'il ne pouvait y avoir de développement national sans la participation de tout le peuple Camerounais à l'effort et au fruit du progrès. C'est l'origine de la proclamation

du concept du développement auto-centré qui place l'homme Camerounais au commencement et à la fin de son propre effort de développement.

Il convient de souligner à cet égard qu'il ne s'agit nullement ici d'une vision autarcique du développement, et encore moins, d'une politique de repli sur soi. Il s'agit tout simplement d'éveiller la conscience de chaque citoyen afin d'en faire l'acteur principal de son propre destin, car, comme on le dit aussi au Cameroun, il n'y a pas de développement véritable, il n'y a pas de progrès authentique pour un peuple qui attend tout des autres.

En plaçant l'homme au commencement et à la fin de toute entreprise de progrès, la notion de développement auto-centré rejoint, dans sa finalité, l'option de justice sociale en ce sens que, comme vision humanisante du développement, elle suppose non seulement une participation de tous et de chacun à l'effort de progrès, mais également une distribution équitable des fruits de la croissance grâce à une action volontaire des pouvoirs publics.

Développement auto-centré et justice sociale vont justement apparaître de nouveau à ce sujet la dichotomie qui semble caractériser la philosophie même du Libéralisme planifié, qui

implique d'une part, liberté d'initiative et d'entreprise, et d'autre part, intervention de l'Etat pour stimuler, réguler et orienter les initiatives économiques.

Quant à l'option du développement équilibré, elle procède, dans le cadre de la recherche constante de la consolidation de l'unité nationale et de la paix sociale, du souci de tenir compte de la diversité géographique, ethnique et culturelle du Cameroun, de corriger les écarts historiques ou de fait dans la mise en valeur du pays, et de préserver l'harmonie et l'homogénéité dans le développement de la Nation.

Enfin, l'option de la maîtrise suppose que le peuple Camerounais a atteint un degré d'évolution, un degré de maturité lui permettant de penser, d'organiser, de mettre en œuvre, de contrôler, d'évaluer en vue de poursuivre ou de corriger l'effort collectif pour le progrès.

En définitive, le cheminement de la pensée économique du Cameroun qui s'est enrichi de concepts divers depuis l'indépendance, semble viser un seul et unique but suprême, celui de permettre au Peuple Camerounais, dans le prolongement de la lutte politique qui avait pour finalité, l'affirmation de notre souveraineté internationale, de prendre en main son propre destin.

Le Commerce extérieur du Cameroun

— L'évolution de nos échanges commerciaux au cours de ces dernières années se caractérise par :

- une quasi stagnation de nos exportations et
- une progression substantielle de nos importations.

Nos exportations ont totalisé 296,9 milliards de francs CFA en 1979/1980, 290,8 milliards en 1980/1981 et 306,3 milliards en 1981/1982.

Quant à nos importations, elles ont porté sur 311,9 milliards de francs CFA en 1979/1980, 364,2 milliards en 1980/1981 et 401,8 milliards en 1981/1982.

Notre déficit commercial pour cette période a été respectivement de 14,9 milliards en 1979/1980, 73,3 milliards en 1980/1981 et 95,5 milliards en 1981/1982.

Ce résultat préjudiciable pour notre économie résulte de la détérioration des cours des principaux produits de base sur le marché international d'une part, et de la stagnation des tonnages exportés d'autre part. La forte progression de nos importations reste quand à elle imputable en grande partie aux efforts déployés pour le développement économique de la Nation.

Le Cameroun vend, essentiellement à l'extérieur, les produits agricoles de base comme : le cacao, le café, le bois brut, le coton, la banane fraîche dont les cours mondiaux ont enregistré des chutes importantes.

Il y a cependant lieu de souligner l'importance de plus en plus déterminante prise par les huiles brutes de pétrole dans nos exportations.

En effet sans le pétrole, notre déficit commercial aurait porté sur 223,4 milliards de francs CFA, les recettes procurées par le pétrole brut ayant atteint 127,9 milliards de francs (soit 41,8 % de nos ventes totales) pour 1,9 million de tonnes.

La place prépondérante occupée par les biens d'équipement, les demi-produits et les produits finis destinés à la consommation des entreprises (63,2 % de nos importations en 1981/1982) traduit sans nul doute l'effort de développement que déploie le Cameroun dans les secteurs productifs.

En ce qui concerne l'orientation géographique de nos échanges, la C.E.E. demeure notre principal partenaire commercial. Elle fournit 63,2 % de nos importations et absorbe 49,4 % de nos ventes. Nos principaux partenaires au sein de la C.E.E. sont : la France, les Pays-Bas, l'Allemagne Fédérale, l'Italie et le Royaume Uni.

S'agissant plus particulièrement de la France, elle nous a procuré en 1981/1982, 43,5 % de nos achats extérieurs et n'a acheté que 23,0 % de nos produits. En valeur, nous avons acheté en France en 1981/1982 des marchandises pour 174,9 milliards de francs CFA, alors que nous n'avons pu vendre à

celle-ci que pour 70,4 milliards. Il en résulte que notre déficit commercial avec la France s'est davantage aggravé et constitue la principale cause du déficit global de notre commerce extérieur.

Le taux de couverture de nos importations en provenance de la France par nos ventes à ce pays n'a été que de 40,3 % en 1981/1982 contre 36,1 % en 1980/1981.

En Afrique, l'essentiel de nos échanges commerciaux se fait avec les pays de l'UDEAC, lesquels absorbent 50,1 % de nos ventes en Afrique et fournissent 20,9 % de nos importations africaines.

A ces pays, il faut ajouter la Côte d'Ivoire, le Tchad et la République Populaire de Guinée.

L'Amérique est notre second client après l'Europe : ce continent a absorbé 36,1 % de toutes nos ventes et nous a fourni 10,5 % de nos importations. Sur ce continent, les États-Unis sont notre principal partenaire : ils nous achètent essentiellement du pétrole et du café (110,1 milliards F.CFA en 1981/1982).

Notre commerce avec les pays de l'Asie se fait surtout avec le Japon, Formose, la République Populaire de Chine et le Pakistan. En 1981/1982, nous avons importé de l'Asie des marchandises pour une valeur de 46,3 milliards F.CFA, tandis que nos exportations vers ce continent ont atteint 79 milliards de francs CFA.

Industrie industrielle
Industrie du Cameroun

III - Les grands projets d'infrastructure économique

Les grands projets d'infrastructure économique inscrits au V^e Plan sont constitués d'abord de l'ensemble des projets qui s'ordonnent autour des deux grands projets d'aménagement du Territoire, lesquels concernent d'une part la région du Sud-Cameroun et d'autre part la vallée supérieure de la Bénoué. Ils concernent également les projets d'infrastructure de communication et des télécommunications, ils concernent enfin des projets du secteur de l'énergie.

I - Les grands projets d'aménagement du territoire

A. — L'Aménagement du Sud-Cameroun

Les perspectives de mise en valeur des potentialités économiques du Sud-Cameroun, en cours de reconnaissance, s'organisent autour de deux projets moteurs, le port en eau profonde et l'usine de liquéfaction du gaz.

En ce qui concerne le port en eau profonde qui mérite de retenir particulièrement notre attention, il répond aux nécessités :

- d'accueil des bateaux de gros tonnage, impossible à Douala ;
- de développement du trafic pondéreux (bois, produits sidérurgiques, clinker, etc.) dont les limites pour le port de Douala sont connues.

Au stade actuel des études, les caractéristiques moyennes proposées sont :

- capacité du trafic : 5 millions de tonnes
- tirant d'eau : 12 à 15 mètres
- coût estimatif du projet 120 milliards en trois phases.

Le site à choisir se situerait soit à Grand Batanga à 9 km de Kribi, soit à MBORO MBODE près des gisements de fer.

B. — L'Aménagement de la Vallée de la Bénoué

Ce projet s'ordonne autour du barrage de LAGDO réalisé par les Chinois et qui a été mis en eau l'année dernière. Les potentiels de la vallée sont :

- surface irrigable 80.000 hectares
- surface aménageable 30.000 hectares
- production à développer : riz, céréales diverses, sucre, etc.
- coût de l'aménagement à l'horizon 2000 : 150 à 200 milliards de francs CFA.

II - Les projets du secteur énergétique

Dans le secteur de l'énergie, les grands projets inscrits au V^e Plan concernent en plus du Barrage de LAGDO déjà réalisé :

— l'extension de SONG-LOULOU : (45 milliards de francs CFA), les démarches sont en cours auprès des bailleurs de fonds, les travaux doivent commencer vers la fin de l'année en cours.

- la construction du Barrage réservoir de la MAPE : 13 milliards de F.CFA.
- les extensions du réseau de transport et de distribution d'électricité pour un montant d'environ 30 milliards de F.CFA.

III - Le secteur des communications

A. — Les Ports : En plus de projet de port en eau profonde de Kribi, les principaux projets portuaires concernent :

- l'aménagement d'une zone UDEAC à DOUALA
- la construction d'un terminal fruitier à DOUALA.

B. — Les Aéroports : Les projets inscrits au V^e Plan concernent :

- l'achèvement de l'Aéroport international de GAROUA : 65 milliards de F.CFA
- l'achèvement des travaux de l'Aéroport international de DOUALA : 15 milliards
- les études et la construction de l'Aéroport international de YAOUNDE : 50 milliards durant le V^e Plan

— l'étude et la construction d'aérodromes secondaires.

C. — Le Chemin de Fer : Le principal projet à réaliser dans ce domaine concerne les travaux d'achèvement du réalignement de la voie ferrée DOUALA-YAOUNDE pour un montant de 45 milliards.

D. — Les Routes : Plusieurs projets sont inscrits au V^e Plan dans le secteur des routes. Les principaux projets en cours de réalisation concernent :

- la route DOUALA-YAOUNDE
- la route YAOUNDE-BAFOUS-SAM

Cameroun : une transition harmonieuse

Une politique économique prudente a épargné au pays les déboires de ses voisins

« Le Cameroun est un véritable îlot de prospérité dans cette région de l'Afrique. » C'est, du moins, l'avis d'un économiste installé depuis de longs mois dans la capitale camerounaise. Il ajoute : « Contrairement aux voisins qui se sont endettés de manière inconsidérée, les Camerounais n'ont jamais cessé de mener une politique très prudente dans ce domaine. » Les chiffres confirment que la dette extérieure du pays ne représente actuellement que 12 % de ses recettes d'exportation, soit le tiers du pourcentage ivoirien (36 %).

De son côté, le Groupement interprofessionnel pour l'étude et la coordination des intérêts économiques au Cameroun (Gicam), sorte de syndicat patronal regroupant les grandes entreprises installées dans le pays, indique dans son dernier rapport : « Dans un contexte international défavorable et parfois même menaçant, nous devons nous féliciter de constater que, malgré toutes les contraintes que cette crise mondiale nous impose, l'économie nationale évolue favorablement dans un ensemble harmonieux qui se caractérise toujours par une grande diversité de production, agricole et industrielle, un essor commercial certain, une situation financière saine et équilibrée, des industries extractives en constante progression... »

Cet optimisme est long document conclut : « La croissance économique a évolué de façon très satisfaisante au cours des cinq dernières années sur la base d'un taux annuel moyen de progression de 21,52 %. Pour l'exercice 1980-1981, l'accélération de la tendance est, avec un taux de progression remarquable de 27 %, encore plus significative et met en évidence le spectaculaire démarrage de l'économie nationale dans presque tous les domaines. »

Quant au produit intérieur brut, de 302,9 milliards en 1970-1971, il est passé à 1 722,6 milliards de francs C.F.A. en 1980-1981, soit un taux de croissance moyen annuel de près de 19 % en termes nominaux.

Le pétrole, sujet tabou

Ces chiffres encourageants sont d'autant plus intéressants qu'ils ne tiennent pas compte du pétrole. En effet, comme on l'entend répéter dans les services officiels à Douala comme à Yaoundé, « ici le pétrole est un sujet tabou... »

Personne ne connaît exactement le chiffre exact de la production nationale, généralement estimée à 5 millions de tonnes, ni l'importance des royalties versées à l'Etat par le groupe Elf-Aquitaine-Pecten, qui est actuellement seul à exploiter des puits en production. De même, on ignore l'état d'avancement exact des recherches et prospections entreprises par le groupe Total-Mobil.

Les recettes pétrolières ne sont, à dessein, que très partiellement incluses dans le budget national et figurent pour l'essentiel dans ce que l'on appelle ici le C.H.B. (compte hors budget), laissé à la discrétion de la présidence de la République. Bien que n'étant pas comptabilisées, ces revenus contribuent aussi bien à l'équilibre du budget qu'à celui de la balance du commerce extérieur, officiellement déficitaire mais en réalité positive du fait d'exportations pétrolières qui s'effectuent en grande partie à destination des Etats-Unis d'Amérique.

Pour imposer le secret à tout ce qui touche au pétrole, l'ancien président Ahmadou Ahidjo, suivi sur ce point par son successeur, est allé beaucoup plus loin que le président Houphouët-Boigny. Certes, les deux hommes ont aussi longtemps que possible refusé d'admettre publiquement l'existence de ressources pétrolières exploitées. Mais alors que la Côte-d'Ivoire ne cache désormais plus rien de ce qui concerne le domaine pétrolier, le Cameroun continue d'observer un mutisme absolu. On sait tout juste que la raffinerie de Victoria traite annuellement 1 million de tonnes de pétrole camerounais.

Il est clair, toutefois, que le V plan de développement, actuellement en cours d'exécution, est largement financé grâce aux recettes pétrolières. Or jamais jusqu'à ce jour les dirigeants de Yaoundé n'avaient entrepris de réaliser un nombre aussi important de projets aussi divers.

La modernisation des infrastructures porte d'abord sur un vaste programme routier qui concerne notamment l'axe reliant Yaoundé, capitale administrative, à Douala, capitale économique. Mais elle concerne aussi la voie ferrée Douala-Yaoundé, dont la réfection est en voie d'achèvement, l'aéroport de Yaoundé, dont l'extension est imminente, et plusieurs aéroports secondaires.

En ce qui concerne l'infrastructure portuaire, le plan prévoit l'extension et la modernisation du port de

Douala, la cinquième de tous les ports de l'Afrique francophone, et la création d'un port en eau profonde à Kribi.

Dans le domaine des télécommunications, ont été commencés d'immenses travaux intégrant le réseau téléphonique urbain et interurbain.

Le Cameroun, qui reste l'un des rares Etats de la région à ne pas disposer encore de la télévision, va se doter d'un réseau national qui sera opérationnel en 1985. La firme allemande Siemens s'occupera de la production, et la firme française Thomson C.S.F. est chargée de la diffusion. C'est Siemens également qui, en sous-traitant le marché à T.R.T., filiale de Philips en France, a reçu en charge la transmission. Ainsi le système allemand PAL l'a donc emporté sur le procédé français SECAM. L'ensemble des contrats passés par la France dans le domaine de la télévision porte déjà sur plus de 200 millions de francs.

Yaoundé : un futur Brésil ?

En ce qui concerne les équipements collectifs, citons les nouveaux centres hospitaliers de Douala et de Yaoundé, de 350 lits chacun, et la réalisation de 3 500 logements sociaux à Douala, confiés à la fois à la firme française Dumez et à la firme Reynolds, qui est une société israélienne bénéficiant d'un prêt-nom.

Mais c'est l'aménagement urbain qui attire le plus de partenaires, car les Camerounais sont tout à fait résolus à faire de Yaoundé un « mini-Brasilia » avant l'an 2000. En plein cœur du centre commercial, point de convergence du réseau ferroviaire, les voies de chemin de fer ont été déplacées pour faire place nette à une avenue triomphale. De part et d'autre de cette « vallée de la gare », de vastes emplacements sont prévus pour la construction de banques, de sièges de sociétés commerciales ou parapubliques, de ministères, d'ambassades, de consulats et d'hôtels.

Les marchés offerts sont considérables et excitent la convoitise des architectes, des urbanistes et des entrepreneurs de travaux publics. Les Français sont conscients de l'importance de l'enjeu, et, en 1982, vingt-quatre missions économiques sont venues de France s'informer sur place. Des Grands Travaux de Marseille à Fougères, de Bouygues aux Dragages, en passant par Dumez et Coles, les entreprises françaises sont présentes, mais une concurrence sauvage à base de surenchères de toutes natures et de compétition dans la baisse des prix, dont les Camerounais tirent profit, témoigne de la présence de firmes nord-américaines et européennes — anglaises, belges et italiennes notamment.

La bonne volonté des organisations internationales favorables à des prêts à long terme en faveur d'un Etat faiblement endetté constitue un encouragement supplémentaire pour les investisseurs. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque arabe de développement, le Fonds européen

de développement, et divers fonds arabes se sont d'ores et déjà largement engagés aux côtés du gouvernement camerounais, dont le budget peut, au demeurant, financer directement de nombreuses opérations.

Une avalanche de projets

La plus ambitieuse de toutes et l'une de celles qui tiennent le plus au cœur à M. Biya et à son équipe concerne l'usine de liquéfaction de gaz de Kribi. Evaluée à 1 milliard de mètres cubes, après avoir été estimée au double, les réserves de gaz naturel situées dans la partie méridionale du pays nécessitent avant d'être traitées un investissement de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars. Pour la liquéfaction, se trouvent en compétition deux procédés, l'un américain — Air Product, — l'autre français — Technip.

Les projets industriels privés ont toutefois trop souvent des résultats médiocres. C'est le cas de l'usine de cellulose de la société Celcam, à Edou, qui produit de la pâte à papier à partir de bois tropicaux divers ; cette usine, à la mise en route de laquelle ont participé des capitaux autrichiens, britanniques, français et suédois, ne produit qu'à la moitié de ses capacités du fait de la difficulté d'écoulement qu'elle rencontre — en dépit d'un investissement de plus de 100 millions de francs C.F.A.

La société Alucam, filiale camerounaise du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann, éprouve les mêmes difficultés d'écoulement pour sa production d'aluminium qui a doublé en 1982, passant de 40 000 à 85 000 tonnes. En effet, l'extension de la capacité de l'usine avait été décidée lorsque la conjoncture mondiale était favorable. Toutefois, la réalisation s'est effectuée à un moment où le marché de l'aluminium est dépressif.

Une expansion de l'industrie

C'est un problème du même ordre — celui de la baisse des cours — qui affecte les exportations de café et de cacao, de coton, d'huile de palme et de sucre, de bananes, de bois tropicaux, dont la production se développe pourtant.

Pour le bois, le volume global des exportations en 1982 est en accroissement de 2,5 % sur l'année précédente. Depuis cinq ans, la valeur moyenne de la tonne de bois brut exportée n'a augmenté que de 5,5 % par an, ce qui est loin de compenser l'inflation annuelle générale.

La production de cacao (120 000 tonnes) est en légère augmentation par suite des mesures prises dans le cadre de l'extension des superficies et de la régénération des plantations, l'installation de jeunes agriculteurs et la restructuration des coopératives. Mais l'excédent de la production n'a pas progressé, et le total des stocks cumulés représente plus de 40 % d'une année de production. En revanche, les exportations de café restent sensiblement les mêmes (110 000 tonnes), ainsi que celles de

bananes, qui ont pourtant chuté de 8 % de 1981 à 1982, de cacahouètes, de sucre (plus de 25 000 tonnes raffinées) et de coton.

Pour le tabac, en revanche, dont le nombre de planteurs est de plus de six mille, la production, de l'ordre de 1 200 tonnes, est en hausse de 3 % environ et la fabrication de cigarettes a progressé de quelque 22 % par rapport à 1981.

On constate, d'ailleurs, une expansion réelle de l'industrie, qui emploie plus de trente-cinq mille personnes. L'essor est particulièrement marqué pour les industries alimentaires et pour la cimenterie, dont la production a doublé en dix ans. La progression globale du chiffre d'affaires des entreprises est estimée, compte tenu d'une érosion monétaire de 15 %, à environ 6 % en un an. Quant au chiffre d'affaires à l'exportation, il a augmenté de 44 %, tandis que l'ensemble des salaires progressait de 17 %.

Il faut d'autant plus insister sur l'expansion du commerce que, depuis 1982, le Cameroun est devenu le premier client de la France en Afrique noire francophone, 40 % des importations camerounaises provenant de France, malgré une carence évidente dans certains secteurs, dont celui de l'automobile.

Les principaux partenaires commerciaux

Voici les principaux partenaires commerciaux du Cameroun en 1980-1981 avec leurs pourcentages sur la valeur globale des importations et des exportations :

CLIENTS :

1. Etats-Unis : 34,8 % ;
2. France : 28,4 % ;
3. Pays-Bas : 16,6 % ;
4. Italie : 6 % ;
5. R.F.A. : 5,9 %.

FOURNISSEURS :

1. France : 40,2 % ;
2. R.F.A. : 7,2 % ;
3. Japon : 6,4 % ;
4. Etats-Unis : 5,7 % ;
5. Italie : 4,4 %.

Sur le marché camerounais, six voitures vendues sur dix sont désormais de fabrication japonaise. Contrairement aux Français, les Japonais disposent de stocks importants, évitant les délais de livraison, d'un grand choix de modèles, de voitures équipées de « gadgets » sans supplément de prix, de machines adaptées aux besoins spécifiques aux pays tropicaux et d'un excellent service après-vente. Aussi, en dépit de la faiblesse du franc et de la fermeté du yen, les ventes de voitures japonaises, notamment celles de camions ou de camionnettes, restent-elles en expansion. Cette progression met en lumière l'insécurité des constructeurs français, contrairement à leurs concurrents britanniques ou nippons à mettre au point une voiture adaptée à l'Afrique — continent où leur pays dispose pourtant d'un considérable « atout historique ».

Ph. D.

Une communauté française jeune et bien intégrée

AVEC 17 500 ressortissants français, la communauté française du Cameroun est la quatrième en importance au sud du Sahara, après celles de Côte-d'Ivoire (plus de 40 000), du Gabon et du Sénégal (autour de 20 000 chacune). Ces dernières années, conséquence de la forte croissance économique du pays, elle a même eu plutôt tendance à augmenter, en dépit d'une politique d'africanisation des emplois menée depuis longtemps ici avec résolution. Près des trois quarts de cette communauté sont immatriculés dans la circonscription consulaire de Douala, la capitale économique, le reste se répartissant entre Yaoundé, la capitale politique et administrative, et Gerous, le chef-lieu de la province du Nord, qui comptent respectivement environ 6 000 et 1 500 Français. La plupart des Français travaillent dans le secteur privé (agents commerciaux, ingénieurs et techniciens divers), les coopérateurs du secteur public, pour près de la moitié des enseignants, n'étant que 1 200 environ. Il s'agit donc, pour l'essentiel, et toutes catégories confondues, de détenteurs de revenus relativement élevés mais salariaux, et, à quelques exceptions près, ce ne sont pas eux qui possèdent les grosses fortunes personnelles du pays, passées depuis longtemps dans des mains camerounaises.

Beaucoup de Français se plaignent des tracasseries administratives dont ils seraient l'objet. Ainsi, selon une étude récente d'un syndicat professionnel, ils ne devraient pas effectuer moins de vingt-quatre démarches différentes pour pouvoir sortir du Cameroun à l'occasion de leurs congés annuels !

Ces toutes dernières années, cependant, sous l'impulsion d'un jeune avocat socialiste, M. Gérard Wolber, une association nouvelle, l'Union des Français du Cameroun, a réussi à se développer au sein de cette communauté aux réflexes plutôt droitiers, replié jusque-là dans des amitiés un peu passives, et elle a contribué à une meilleure insertion psychologique de tous dans le pays d'accueil. A la fin de ce mois, une semaine de l'Unité franco-camerounaise sera organisée dans les principales villes du pays, et elle réunira des écrivains et des artistes camerounais, tels que le musicien Manu Dibango, et des personnalités venues de France.

PIERRE BIARNÈS.

Entretien avec le président Biya

(Suite de la page 7.)

— Pourquoi le Cameroun n'a-t-il pas, jusqu'à présent, pris part dans l'effort de coopération décidée par le Nigeria ?

— Exclusivement par souci de ne pas aggraver une situation déjà dramatique, et pour éviter tout risque d'envenimer les choses.

— On parle souvent d'un certain isolationnisme camerounais. Qu'en pensez-vous ?

— C'est une affirmation fautive. Le Cameroun est membre fondateur de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union douanière des Etats d'Afrique centrale. Il appartient à plusieurs autres organismes régionaux, dont la commission du bassin du lac Tchad et la commission du bassin du fleuve Niger.

— Et la Communauté des Etats de l'Afrique centrale, créée à l'initiative du président du Gabon ?

— Nous ne sommes pas opposés à la création de cette organisation. Mais la diversité des Etats qui sont appelés à en faire partie est telle que cela soulève d'épineux problèmes économiques, monétaires et fiscaux. Il faut donc accepter de procéder par étapes. D'autre part, la naissance de cette nouvelle organisation ne doit pas entraîner la disparition des organisations régionales déjà

Propos recueillis par PHILIPPE DECAENE.

LES JOURNÉES MÉDICALES DE YAOUNDÉ

La situation sanitaire est relativement bonne

L'UN des moyens permettant de mesurer le degré de développement d'un pays est l'état de santé de ses populations. Plusieurs « indicateurs » peuvent être retenus : l'espérance moyenne de vie des individus ou les taux de mortalité infantile ou juvénile, par exemple.

Si l'on compare les taux relevés au Cameroun avec les moyennes mondiales, on constate que la mortalité infantile (80 % en 1978) et la mortalité juvénile (88 %) (1) se situent au niveau de la moyenne mondiale, ce qui place le Cameroun dans une situation relativement privilégiée par rapport à de nombreux pays en voie de développement. Au demeurant, pendant les dix dernières années, ces deux taux se sont améliorés de près de 50 %.

Pour approfondir son approche de ces problèmes, le gouvernement camerounais a organisé, du 24 au 28 janvier, les deuxième Journées médicales de Yaoundé. Les premières avaient eu lieu en décembre 1973.

Entre ces deux dates, la conférence de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), en 1978 à Alma-Ata (U.R.S.S.), a défini un objectif ambitieux, la santé pour tous en l'an 2000, que le gouver-

nement camerounais a décidé de faire sien, lançant, il y a un an, un programme national de soins de santé primaires.

Aussi est-ce autant en sociologie qu'en médecine que les spécialistes africains et occidentaux ont abordé le thème de ces journées : « Évaluation de l'état de santé des populations », tâche qui consiste à recenser les besoins médicaux et à étudier tous les moyens d'y faire face.

De grandes disparités

Au point de vue médical, il a été constaté que certaines maladies infectieuses et parasitaires — dont plusieurs justiciables de mesures préventives — sont encore très répandues. Un sondage fait en 1982 sur 2 150 admissions au service des urgences médicales de l'hôpital central de Yaoundé révèle que l'on a dénombré 20,48 % de cas de déshydratation, 20,37 % de rougeole, 19,04 % d'acné pustulaire et 5,76 % d'acné pustulaire et 5,72 % de méningite.

En outre, les disparités sont très importantes entre les zones

urbanisées et les campagnes, et d'une région à l'autre. Une étude datant de 1976 évalue l'espérance de vie à la naissance de l'ensemble des Camerounais à 43,2 ans pour l'homme et 45,6 pour la femme. En zone rurale, ces chiffres tombent respectivement à 40,1 ans et 42,9 ans, atteignant 46,4 ans et 50,1 ans dans les petites villes et dépassant 52 ans à Yaoundé et à Douala.

Enfin, cette inégalité des chances devant la maladie n'a pas des causes médicales. En sont, au contraire, responsables de nombreux facteurs économiques et socio-culturels.

Un médecin de quartier faisait remarquer que les futurs parents de l'an 2000 sont actuellement des bébés et que, si l'on veut améliorer leurs conditions d'hygiène, influer sur leur mode de vie et changer leur mentalité, c'est maintenant qu'il faut agir auprès de leurs mères et dès leur entrée à l'école maternelle.

Le rôle de l'Etat

C'est sur les causes de la morbidité qu'il faut agir, et les premières mesures consistent, ainsi que le préconise l'O.M.S., à équi-

per convenablement les villages et les villes en eau potable, à construire des égouts, à assainir les régions où prolifèrent les vecteurs des maladies endémiques.

Toutes ces exigences remettent en cause bon nombre d'habitudes et de méthodes et nécessitent une réorganisation de certains services de santé en rapprochant les équipes médicales des populations, en rompant avec l'imitation des modèles étrangers inadéquats aux structures socio-culturelles du pays et de ses différentes régions.

Déjà, le Centre universitaire des sciences de la santé de Yaoundé a commencé à adapter son enseignement, formant des soins trente ans des médecins (400 sur les 800 exerçant dans le pays), des infirmiers et des techniciens de soins de santé en les mettant, le plus possible, en contact avec les populations. Cela ne l'a pas empêché d'adopter une option d'ouverture internationale en signant des conventions avec les universités de Genève, Howard University de Washington et, pendant les Journées médicales de Yaoundé, d'Aix-Marseille.

En outre, un institut de recherche médicale et des plantes médi-

cinales a été créé pour étudier, parmi les coutumes et les médecines traditionnelles, celles qui pourraient être retenues pour substituer aux importations coûteuses de médicaments des fabrications nationales.

Une tâche énorme reste encore à accomplir, tâche d'autant plus difficile que le taux de fécondité est passé de 5,8 % à 6,8 % entre 1964 et 1978. Le budget consacré à la santé (13,562 milliards de francs C.F.A. en 1981-1982, sur un budget national de 310) n'y suffit pas.

Aussi est-ce sur le terrain politique, comme l'ont fait remarquer de nombreux intervenants, que l'on pourra faire admettre aux populations la nécessité de prendre en charge leurs besoins, le rôle de l'Etat consistant alors plus à synchroniser les actions et à leur apporter un soutien matériel qu'à imposer les méthodes permettant d'arriver à une meilleure couverture médicale.

JEAN-CLAUDE ROUY.

(1) Mortalité infantile : enfants de zéro à un an ; mortalité juvénile : enfants de un à quatre ans.

Le Monde

société

« J'ai fait mon devoir », estime Klaus Barbie

Le détenu a été transféré à la prison Saint-Joseph

Deux faits ont marqué pendant la fin de semaine l'affaire Klaus Barbie : le transfert attendu de l'ancien SS de la prison du fort Montluc où il était écroué depuis son arrivée en France, le samedi 5 février, à la maison d'arrêt Saint-Joseph de Lyon, et la

diffusion, dimanche 13 février par TF 1, de l'interview de Barbie réalisée par des journalistes d'une chaîne de télévision de La Paz à bord de l'avion qui ramènera l'écroué à Lyon via Cayenne ou Guyane française (le Monde du 11 février).

C'est dans la soirée du samedi 12 février que le détenu du Montluc a quitté sous escorte spéciale son premier lieu de détention pour être écroué à la prison Saint-Joseph, située derrière la gare de Perrache. En quelques minutes le détenu, à bord d'un fourgon spécial, a parcouru les kilomètres qui séparent la prison de la gare. Les pénitenciers de Saint-Joseph dans le bâtiment I, d'où ont été évacués les dix-neuf détenus qui s'y trouvaient, une cellule d'une dizaine de mètres carrés, avec lavabo et sanitaire. Selon les responsables préfectoraux, ce transfert a été commandé « essentiellement par des raisons de sécurité ». Une vingtaine de surveillants de la garde du prisonnier. On fait valoir que leur mission dans cet établissement sera plus facile, notamment pour la protection du prisonnier contre lequel on redoute toujours des actions de vengeance après les proclamations et les menaces proférées depuis une semaine.

C'est donc à la prison de Saint-Joseph que Barbie va attendre le moment de ses premiers interrogatoires sur le fond par les magistrats lyonnais chargés du dossier et préparés à sa défense.

De cette défense, les journalistes ont eu connaissance au cours du voyage à Lyon, samedi 5 février, reportage diffusé dimanche 13 février par TF 1. Le magazine « Sept » sur sept, permettant déjà de se faire une idée.

Elles se ramènent à une affirmation principale. « J'ai fait mon de-

voir », dit Barbie, pour un qui a été condamné à Lyon en 1942 et 1944, et il n'a rien à voir avec la lutte contre le guérilla. « Qu'il y ait eu des causes ou des choses, au cours des événements injustes, cela n'a rien à voir », ajoute-t-il cependant sans s'expliquer : « Qu'il y ait eu des causes ou des choses, au cours des événements injustes, cela n'a rien à voir, c'est ce qui est vrai, c'est ce qui est juste ». « Mais la façon de voir », ajoute-t-il cependant sans s'expliquer : « Qu'il y ait eu des causes ou des choses, au cours des événements injustes, cela n'a rien à voir, c'est ce qui est vrai, c'est ce qui est juste ».

A son avis, l'Allemagne n'a rien à voir avec la guerre, c'est la guerre qui a été faite. « La guerre, dit-il, il faut la regarder comme elle est, sans la déformer, sans la déformer, sans la déformer ». « La guerre, dit-il, il faut la regarder comme elle est, sans la déformer, sans la déformer, sans la déformer ».

Pour Barbie, le sort qui est le sien aujourd'hui n'est qu'une punition. « Le sort qui est le sien aujourd'hui n'est qu'une punition », dit-il. « Le sort qui est le sien aujourd'hui n'est qu'une punition », dit-il. « Le sort qui est le sien aujourd'hui n'est qu'une punition », dit-il.

Le « malaise » de Mme Veil et de M. Barre

Deux personnalités de l'opposition, ce week-end, ont été « malades » de Klaus Barbie en France. M. Raymond Barre, député R.P., et M. Jean-Marie Le Pen, député R.N., ont été « malades » de Klaus Barbie en France. M. Raymond Barre, député R.P., et M. Jean-Marie Le Pen, député R.N., ont été « malades » de Klaus Barbie en France.

C'est une affaire tragi-

L'utilisation des restes

Il paraît probable que Klaus Barbie, en 1950, pour quitter l'Europe, en 1950, de la protection américaine et, tout particulièrement, de celle de la C.I.A., qui avait succédé à l'Office of Strategic Services (O.S.S.) et avait vraisemblablement utilisé ses services. On peut, certes, s'en indigner. Mais on ne peut guère s'en étonner.

Avant même la capitulation du III^e Reich, les services spéciaux de tous les pays alliés ont pratiqué l'art d'utiliser les restes. Certains ont répété à neut des nazis complices en matière de renseignements, en particulier sur l'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est. D'autres ont employé leurs capacités militaires dans la constitution ultérieure de leurs forces armées : on a vu le cas en Allemagne de l'Est.

Surtout commença la grande chasse aux savants. Des commandes, en une concurrence féroce, se sont bousculées pour mettre la main sur les spécialistes les plus qualifiés dans les domaines scientifiques et techniques et pas seulement dans celui - bien connu - des fusées. Les dossiers et les archives furent saisis et aussitôt expédiés vers l'Est ou vers l'Ouest.

Et, parmi eux, dans une Allemagne à la bureaucratie tatillonne, les dossiers de la Gestapo. Précieuse mine : il s'agissait non seulement de rechercher les tortionnaires, mais aussi, et parfois surtout, les traitres et les mouchards des autres. Non pour les dénoncer, mais pour « tenir » des personnalités restées à l'abri des soupçons et les obliger à fournir des informations. Des hommes ont été ainsi enchaînés, leur vie durant, parce qu'on détenait la trace écrite d'une démarche qui n'était, en certains cas, qu'une imprudence.

Pendant tout l'après-guerre, et au-delà, les services spéciaux ont fondé sur ce chantage une bonne partie de leurs réseaux secrets. On l'a vu, il y a quelques années, lors du procès d'un haut fonctionnaire français.

Le temps a peu à peu tari ces « informations » : les gens compromis sont morts ou ont quitté leurs fonctions. Les grandes centrales ont eu le plus grand mal à combler les vides.

JEAN PLANCHAIS.

FAITS DIVERS

SOIXANTE-QUATRE SPECTATEURS TUÉS DANS L'INCENDIE D'UN CINÉMA

Soixante-quatre personnes sont mortes hier soir au cinéma « Les Femmes d'Alger », à Paris, lors d'un incendie. Les secours ont été envoyés à 21 h 30, de la rue de Valenciennes, à Paris. Les secours ont été envoyés à 21 h 30, de la rue de Valenciennes, à Paris.

Le 25 avril 1982, trente-quatre personnes étaient mortes dans un incendie au cinéma « Les Femmes d'Alger », à Paris. Les secours ont été envoyés à 21 h 30, de la rue de Valenciennes, à Paris.

Le 25 avril 1982, trente-quatre personnes étaient mortes dans un incendie au cinéma « Les Femmes d'Alger », à Paris. Les secours ont été envoyés à 21 h 30, de la rue de Valenciennes, à Paris.

Le 25 avril 1982, trente-quatre personnes étaient mortes dans un incendie au cinéma « Les Femmes d'Alger », à Paris.

Les avalanches ont tué six personnes dans les Alpes françaises

De notre correspondant

Grenoble. - Les Alpes ont été touchées par une série d'avalanches, dimanche 13 février, un pisteur-secouriste des Ménières (Savoie). Malgré la présence de la neige, les stations des Alpes du Nord du drapeau noir et jaunes signalant les risques d'avalanches, les milliers de skieurs ont été touchés par le ski dans les pistes dans la poudreuse d'abondamment en cours de la semaine passée.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige. Les secours ont été envoyés à 21 h 30, de la rue de Valenciennes, à Paris.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige. Les secours ont été envoyés à 21 h 30, de la rue de Valenciennes, à Paris.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Un skieur a été tué dimanche 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime (La Plagne), a été tué par une avalanche de neige.

Saint-Ouen-les-Iles

GÉRARD ALBOUY.

« Je maintiens
une mille licen-
ce d'entre eux sont
des hommes
libéraux. Les
armes ne les
intéressent pas
cet égard, c'est
une affaire
efficace », le
lieutenant Berger nous
présente un
considérable
contingent
auprès des
Fédération
une mille enfants
sont en-
sont en dispo-
sition
pour représen-

asiatiques. Les relations avec les arts
mariaux, les chinos, les
ou vietnamiens, se sont normalisées.
Toutefois, les rapports avec le taï-
wanondo restent tendus. « Imaginez-
vous que tout doit passer par l'auto-
cité militaire de l'ambassade de
Corée du Sud. Les instructeurs sont
internationaux et la F.F.A.A. est
contrôlée par les Américains, exige le
versement de 50 dollars pour homolo-
ger les certifications des instructeurs.
C'est très onéreux », nous dit M. Del-
mon. Les limites de quelque dix
mille pratiquants de cette discipline.
« Pour le reste, nous n'avons
des sujets de satisfaction ».

ALAIN GRAUD

équipe de France, composée
et Rey. Deux Gilbert Cam. Bon

15

SPECTACLES

MERCREDI

LE RETOUR DES EDASSES EN FOLIE (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6 (328-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Biaz, 6 (723-69-23) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Gare de Lyon, 18 (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 19 (118-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; Cinéma-Palace, 18 (322-46-01) ; Secours, 19 (241-77-99).

LA REVANCHE DES HUMANOÏDES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

LA RIVIERE DE BOUE (Ang. v.o.) : St. André des Arts, 6 (326-48-18).

LE RUEFFIAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quinzette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; George V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Napoléon, 12 (343-04-47) ; Faubourg, 12 (331-56-86) ; Montparnasse-Palace, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-30) ; Convention-Saint-Charles, 15 (33-00) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; Cinéma-Palace, 18 (322-46-01).

SUBWAY RIDERS (A. v.o.) : Christine, 6 (325-47-46).

SUPERVILAINS (A. v.o.) : Studio Cail, 6 (334-69-22) ; Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

LA TEMPESTE (A. v.o.) : Cinéma-Boulevard, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (339-15-71) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (329-90-10).

LE TERRITOIRE (A. v.o.) : V. Ang. : République-Cinéma, 11 (805-31-33).

TRE GROUPE (Fr.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-31).

TRAVAIL AU NOIR (Ang. v.o.) : Cinéma-Boulevard, 3 (271-52-36) ; Racine, 3 (326-19-68) ; 14-Juillet-Parade, 6 (326-58-00) ; Barrière, 9 (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

TRON (A. v.o.) : Arcades, 11 (54-58) ; Napoléon, 17 (380-41-48).

TRITTYQUE (Sov. v.o.) : V. Ang. : 14 (344-24-27).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; Marignan, 8 (359-42-62) ; François, 9 (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 18 (246-66-44) ; Faubourg, 12 (331-56-86) ; Faubourg, 12 (331-56-86) ; Montparnasse-Palace, 14 (320-12-06) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15 (828-20-64) ; Wexler, 19 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-06).

VICTOR VICTORIA (A. v.o.) : Morvan, 1 (260-43-99) ; Marignan, 8 (359-42-62) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Tourville, 20 (364-51-98).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Huguette, 7 (723-69-23).

UNE FEMME EN LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

YOL (Twe), V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; V.D. : 14-Juillet-Parade, 6 (326-58-00).

Les entrées

BUSTER KEATON : Marais, 4 (272-87-60) ; Ma robe et moi.

MARY BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5 (325-72-07) ; Explorateurs en folie.

H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 8 (878-80-30) ; le Mystérieux Dr. Chtien-houan.

VOYCE REDFORD (v.o.) : Action La Fayette, 8 (878-80-30) ; Jeremiah Johnson.

FILMS NOIRS EN SERIE : Studio 43, 11 (770-63-40) 18 h : Du rififi les hommes ; 20 h : le Silenceux.

SPIELBERG (v.o.) : Biscuit, 19 (707-28-04) ; Rencontre du III^e type, 1941.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE la Pléiade des Arts, 16 (327-77-55).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-46) ; Mac-Mahon, 17 (380-30-11).

LES ARISTOCRATES (A. v.o.) : Arcades, 11 (54-58) ; la Royale, 8 (265-82-66) ; U.G.C. Gare de Lyon, 18 (246-66-44) ; Napoléon, 17 (380-41-48) ; Secours, 19 (241-77-99).

L'AVVENTURA (It. v.o.) : Olympic Hall, 11 (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 11 (223-87-23) ; Olympic Balzac, 11 (561-10-60) ; Olympic Marylin, 14 (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) : (*) : Champs, 5 (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DOR (A. v.o.) : V.F. : Napoléon, 17 (380-41-48).

CABARET (A. v.o.) : Nostalgies, 8 (354-42-34).

LES CHARIOTS DE FEU (A. v.o.) : U.G.C. Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Coop de l'Est, (A. v.o.) : Secours, 19 (241-77-99).

LA DAME DE BELLEVILLE (A. v.o.) : A. Bazin, 11 (337-44-39).

DEEP END (Angl. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Olympic Balzac, 11 (561-10-60).

DELIVRANCE (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

LA DEBOÛTE (Fr.) : Lumière, 9 (246-49-07).

EASY RIDER (A. v.o.) : (*) : Temples, 4 (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) : Paramount-City, 8 (362-45-76).

LES ENFANTS DU PÉRIODE (Fr.) : Ranelagh, 16 (388-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

ERASERHEAD (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (388-64-44).

FAMILY LIFE (Angl. v.o.) : Studio Beron, 7 (783-44-64).

LA FEMME A ABATTE (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (388-64-44).

FAUCON MALTAIS (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-46) ; Arcades, 11 (54-58) ; 7 (764-97-83).

FRANKENSTEIN (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

GEORGIA (A. v.o.) : V. Ang. : Nivert, 15 (374-95-04).

GILDA (A. v.o.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE GUEPARD (It. v.o.) : Ranelagh, 16 (388-64-44).

KUROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Cinéma-Boulevard, 3 (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 11 (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8 (359-36-14) ; Elysées, 14 (323-83-11).

L'HOMME AU MASQUE DE FER (A. v.o.) : (*) : Gauche, 5 (354-47-62).

L'HOMME INVISIBLE (A. v.o.) : Studio G. le-Cour, 13 (326-80-25) ; Olympic Europe, 14 (542-67-42).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.o.) : Hausmann, 11 (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rex, 2 (336-63-93) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 19 (118-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Napoléon, 17 (380-41-48) ; Secours, 19 (241-77-99).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

JESUS DE NAZARETH (première partie), (2^e partie, It. v.o.) : le Grand Pavé, 19 (554-46-85).

KEY LARGO (A. v.o.) : Champs, 5 (354-51-60).

LA LAUREAT (A. v.o.) : Quinzette, 5 (633-79-38) ; 5 (326-84-25).

LILI MARLENE (All. v.o.) : (*) : 6 (607-61-61).

MAD MAX I (A. v.o.) : (*) : Marignan, 8 (359-42-62) ; Paramount, 14 (329-90-10) ; V.F. : Berlin, 2 (742-60-33) ; 8 (311-11).

Les séances spéciales

AMERICAN OMBRE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-54-14), 15 h 35.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (All. v.o.) : (*) : Gauche, 5 (354-47-62), 18 h 15.

CHENATOWN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-54-14), 20 h 10.

CONTE DE LA FOLIE (It. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3 (272-63-32), 20 h.

LA BOUTE DE SHANGHAI (A. v.o.) : Olympic, 17 (380-30-11), 18 h.

MARINETTE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-54-14), 20 h 10.

L'HOMME A LA TÊTE DE SERPENT (A. v.o.) : Olympic-Luxembourg, 11 (633-97-77).

MEAN STREET (A. v.o.) : (*) : Olympic-Luxembourg, 11 (633-97-77), 24 h.

MÉPHISTO (Hong. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3 (272-63-32), 22 h.

MÈRE JEANNE DES ANGES (Pol. v.o.) : Olympic, 14 (542-67-42), 18 h.

MORT A VENISE (It. v.o.) : Studio Galand, 5 (354-72-71), 10 h.

UNITÉ MÉCANIQUE (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (354-72-71), 20 h 25.

QUERELLE (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 15 h 30 et 22 h.

QUE LE SPECTACLE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-54-14), 22 h 30.

RENCONTRE DU 3^e TYPE (A. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3 (272-63-32), 15 h 45, Elysées, 14 (323-83-11), 22 h 30.

LE RETOUR DE MARTIN (Fr.) : St-Ambroise, 13 (700-89-16), 21 h 30.

SYLVIA SCARLETT (A. v.o.) : Olympic, 14 (542-67-42), 18 h.

LE TESTAMENT DU MAÎTRE (All. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21).

THE SHOOT HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : (*) : Studio Galand, 5 (354-72-71), 22 h 30 et 0 h 30.

VIVRE EN VIE (Fr.) : St-Ambroise, 13 (700-89-16), 24 h.

WANDA (A. v.o.) : St-Ambroise, 13 (700-89-16), 24 h.

WOMEN (A. v.o.) : Olympic Europe, 14 (542-67-42).

Le relief qui tue !

MEURTRES EN 3 DIMENSIONS

PROCEDE FILM EN RELIEF

MERCREDI

LA CAGE AUX FLICS

PARTNERS

MERCREDI

MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1982

CAROLE BOUQUET

LA FILM DE WERNER SCHRÖETER

le jour des idiots

IDA DI BENEDETTO - INGRID CAVEN

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

CHAI LOT

MUSIQUE VIVANTE

Quintette Nielsen

Albina • Berio • Ligeti • Mozart • Sciarino

Théâtre Gémier

Mardi 15 février à 20h45 7278115

LA CAGE AUX FLICS

PARTNERS

MERCREDI

J'AI EPOUSE

UNE OMBRE

Vous avez aimé Nathalie Baye dans "Martin Guerre" et "La Balance" ? Tant que vous n'aurez pas vu "J'ai épousé une ombre" vous n'aurez tout de même rien vu.

Marc Esposito **PREMIERE**

J'AI EPOUSE

UNE OMBRE

Francis Huster est un héros parfaitement enthousiasmant.

Marc Esposito **PREMIERE**

J'AI EPOUSE

UNE OMBRE

Bohringer est sublime en sale type.

Marc Esposito **PREMIERE**

J'AI EPOUSE

UNE OMBRE

Ca m'étonnerait que vous n'aimiez pas.

Marc Esposito **PREMIERE**

UN FILM DE ROBIN DAVIS

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

DEEP END

un film de JERZY SKOLIMOWSKI

L'AUTEUR DE "TRAVAIL AU NOIR"

Bon dieu, que ça fait plaisir à voir du cinéma intelligent et sensible. Tout y est vigoureux et original.

J.-L. BORY (Le Nouvel Observateur)

LES FILMS NOUVEAUX

GRAND

Grand phénix

**BOIS DE CHAUFFAGE
A PARIS**

Livraison rapide selon vos besoins.

- Un bon feu au bon prix.

BUCHES SERVICE, (1) 677-00-37

UN RAPPORT DE LA CNUCED

Vendre l'or du F.M.I.

Le secrétaire de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui ne cesse de faire état d'un état de crise économique de la situation économique des pays en développement, a préconisé une série de nouvelles mesures à l'égard de la dette. Les mesures seront examinées par la Commission de la dette, qui se tiendra à Belgrade du 6 au 30 juin. L'ensemble des pays du tiers-monde ont produit des données sur la dette, selon les experts de la CNUCED, d'un minimum de 70 milliards de dollars pour l'ensemble de la dette, et qu'il a été enregistré en 1981.

Afin de surmonter une « crise économique et sociale aiguë », dont les principales caractéristiques sont les appels par euphémisme « les crises avancées » (P.M.A.), un rapport remis à la conférence de Belgrade suggère des remèdes jugés efficaces et présentant l'avantage de pouvoir agir sur les pertes affectant l'investissement et le développement. Le plus spectaculaire d'entre eux consiste dans la vente, durant une période de deux ans, d'une partie des réserves de la Banque mondiale internationale (F.M.I.), pour venir en aide aux pays submergés par leurs problèmes d'endettement. En effet, le F.M.I. pourrait accorder des prêts aux pays en crise, à condition que ces pays aient « un plan de développement » (P.V.D.), les remboursements devant être liés directement au redressement de leurs recettes d'exportation.

Au surplus, afin d'augmenter les liquidités internationales, le Fonds pourrait, grâce à des droits de tirage spéciaux (D.T.S.), trouver 10 milliards de dollars supplémentaires. Un effort supplémentaire est, en outre, demandé aux pays industrialisés, les États-Unis devant leur cotisation au F.M.I. Celui-ci devrait naturellement mettre au pied un mécanisme approprié pour financer les sommes nécessaires aux pays qui en ont le plus besoin.

La Banque mondiale internationale (B.M.I.), dans le programme de prêts contractés pour porter sur une période de cinq ans, a également contribué à la contribution. La

CNUCED estime que les 10 milliards prévus à cet effet devraient être déboursés en quatre ans. Les pays en développement, en raison de la baisse de l'activité économique, ont vu leur produit national brut (P.N.B.) baisser de 0,7 % de leur revenu national brut (P.N.B.). Les P.V.D., préconisés par l'ONU, sont jusqu'à présent le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède, qui ont tenu compte de cette recommandation.

Les pays industrialisés devraient aussi augmenter de toutes les manières possibles leur aide, notamment moyennant des investissements directs, tandis que les banques multilatérales appelées à participer devraient à l'effort financier voulu afin que puisse être évitée « la spirale à la baisse » des échanges internationaux. La CNUCED recommande également que — ne serait-ce qu'à titre exceptionnel — les pays industrialisés aient la possibilité de réduire les remboursements de la dette internationale sur des prêts accordés et sur des crédits à l'exportation accordés par des pays industrialisés.

Dépendance

Dans le rapport, la principale caractéristique de l'évolution récente du système mondial de financement est la dépendance des pays en développement vis-à-vis des pays industrialisés. Cette dépendance est la conséquence de la dégradation de la situation économique de ces pays, qui ne peuvent pas financer leur développement par leurs propres ressources. Les pays industrialisés, en revanche, ont des ressources financières abondantes et peuvent donc financer le développement des pays en développement. Cette dépendance est aggravée par la dégradation de la situation économique des pays industrialisés, qui ne peuvent pas financer leur développement par leurs propres ressources.

Le rapport juge la situation actuelle grosse de dangers également

pour le monde industrialisé. En effet, les pays développés ont tendance à restreindre leurs importations d'articles manufacturés freinant ainsi la croissance des pays exportateurs : une baisse de 10 % des importations des autres et « complèterait ainsi sensiblement l'effort tendant à établir la croissance et à réduire le chômage ».

L'un des objectifs des mesures financières proposées est de créer des conditions qui encourageraient les banques privées à s'ouvrir davantage aux P.V.D., moyennant notamment des prêts à long terme. Mais sans quelque indépendance dans le rapport de la CNUCED, il est difficile de penser que les gouvernements des pays développés à économie de marché continuent à utiliser les moyens de persuasion qu'ils disposent pour encourager les banques à contribuer pleinement à l'effort financier nécessaire.

Dans les milieux internationaux de Genève, on fait montre d'un certain scepticisme et l'on se demande si les mesures proposées ne représentent autre chose que des vœux pieux. On reconnaît toutefois que la CNUCED semble être moins ambitieuse dans ses propositions que les pays riches pourraient le craindre. Toutefois, il est évident que si de sérieux efforts ne sont pas déployés, les perspectives ne peuvent que s'assombrir davantage.

Le programme proposé par la CNUCED devrait donc en premier lieu assouplir le service de la dette des pays du tiers-monde. Si le système financier et financier international est actuellement en crise, cela est dû, selon la CNUCED, aux pressions financières extérieures, « d'une intensité sans précédent », exercées sur les P.V.D. Il faut donc que les pays industrialisés cessent de demander d'adopter en vue de l'octroi de crédits pour le financement de projets à plus long terme : réorientation et révision en baisse des investissements publics, développement des industries de substitution aux exportations, réforme de la politique des prix conduisant notamment à la suppression de certaines subventions préjudiciables à la production, etc. Autant de mesures qui vont dans le sens d'une plus grande libéralisation et d'une « privatisation » de

ISABELLE VICHNIAC.

LE PROGRAMME DE LA BANQUE MONDIALE

Priorité à l'Afrique subsaharienne

Pour aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés, la Banque mondiale « pousse » actuellement non « nouveau produit » — pas tout à fait nouveau, puisqu'il a deux ans — à savoir les prêts d'ajustement structurel, ainsi que les activités de la Société financière internationale (S.F.I.) chargée de stimuler les investissements dans les entreprises privées productives. Priorité est en outre donnée à l'Afrique, au sud du Sahara, dans l'esprit du « programme d'action » en vue d'un « développement accéléré » de cette zone géographique révisé pour le compte de la Banque mondiale (le Monde du 8 septembre 1981).

La formule des prêts d'ajustement structurel a été créée afin d'aider les pays présentant des déficits de balance des paiements (en raison d'une baisse de leurs exportations ou d'une hausse en valeur de leurs importations) à procéder à des réformes internes et à ramener ce déficit à un niveau « soutenable ». Des possibilités de financement rapides (les crédits vont actuellement de 15 à 300 millions de dollars) sont ainsi offertes aux États qui acceptent de modifier leur structure de production dans le sens proposé par les experts de l'institution de Washington. Ils doivent rechercher comme objectif, certes, de redresser leur économie, mais aussi de réduire si possible les apports d'aide extérieure, alors que celle-ci est généralement dépendante des conditions imposées par les pays industrialisés. (Le Fonds monétaire international intervient plus généralement et pour des volumes de crédits beaucoup plus importants lorsque les pays connaissent une crise aiguë.)

Les mesures d'ajustement proposées comme conditions de l'octroi du prêt sont de même nature que celles que la Banque mondiale demande d'adopter en vue de l'octroi de crédits pour le financement de projets à plus long terme : réorientation et révision en baisse des investissements publics, développement des industries de substitution aux exportations, réforme de la politique des prix conduisant notamment à la suppression de certaines subventions préjudiciables à la production, etc. Autant de mesures qui vont dans le sens d'une plus grande libéralisation et d'une « privatisation » de

l'économie, et touchant au cœur de la politique de développement, autrement dit des orientations politiques des États concernés. La majorité des crédits ont jusqu'à maintenant été attribués à la Turquie, la Corée du Sud, les Philippines, la Côte-d'Ivoire et la Thaïlande.

L'application de ces mesures implique, d'ailleurs, reconnaissance des responsables de la Banque mondiale, des réaménagements, d'ordre administratif, par exemple, parfois difficiles à supporter du point de vue technique et politique. Ainsi certains gouvernements du tiers-monde acceptent-ils mal de renoncer à subventionner la vente d'engrais aux cultivateurs de crainte de réactions défavorables de leur part ; de même craignent-ils un relèvement trop brutal des prix à la consommation — à la suite d'une dévaluation, par exemple — ne provoquant les protestations des milieux urbains soutenant assez généralement les équipes dirigeantes en place.

Ombrage

Les deux tiers des pays du tiers-monde (non compris bien entendu l'Afrique du Sud) ont accepté des prêts d'ajustement, mais les responsables de la Banque mondiale, Or, au milieu de l'année dernière, cinq seulement (Kenya, Sénégal, Côte-d'Ivoire, République malaise) ont obtenu un prêt pour un montant de 2,1 milliards de dollars d'engagement (sur l'ensemble de la Banque mondiale, plusieurs autres pays ont obtenu des prêts pour un montant de 2,1 milliards de dollars d'engagement).

Ce type de prêt est assez souvent accompagné d'un crédit d'assistance technique afin de faciliter la mise en œuvre des réformes réclamées ; il va de soi que cela peut, dans une certaine mesure, porter ombrage à la coopération technique française, parfois jugée « coûteuse » et pesante. Toutefois, certains pays ne veulent pas non plus faire appel, pour des raisons idéologiques, à la Banque mondiale, parce qu'ils craignent l'hypothèque de la dépendance, leur indépendance. D'autant qu'un prêt d'ajustement est un prêt à court terme, en appel un an, la Turquie en a obtenu trois, le Kenya deux.

Les bénéficiaires voient généralement d'un bon œil la mise en œuvre

des prêts — accordés aux conditions, soit des crédits commerciaux de l'institution, soit à celles (préférentielles) de sa filiale, l'Association internationale de développement — le fait qu'ils sont attribués avec rapidité, et qu'ils peuvent disposer, à des fins de développement, de la contrepartie en monnaie locale des sommes en devises mises à leur disposition par Washington. Toutefois la mise en œuvre des réformes « structurelles » ne va pas sans quelques problèmes dans certains pays, en raison notamment de l'évolution défavorable des termes de l'échange. Mais la Banque paraît estimer que cette situation devrait plutôt encourager les pays de l'Afrique, au sud du Sahara, à se tourner vers son « nouveau produit ».

La société financière internationale, elle, a plus d'un quart de siècle d'expérience (elle a été fondée en 1956). Elle encourage les investissements privés en prenant des participations dans des entreprises productives du tiers-monde. Mais le montant de ces opérations a légèrement baissé de 1981 à 1982, en raison de la crise que traversent certains pays, notamment en Amérique latine, où, avec l'Asie orientale, avaient lieu jusqu'à présent la majorité de ses activités. La S.F.I. veut diriger celles-ci à des pays à revenus intermédiaires, et elle porte également une attention particulière à l'Afrique.

Se thèse est qu'il y a place pour une expansion du secteur privé dans ces pays, même s'ils sont quelque peu boudés par les banques commerciales et les investisseurs des pays industrialisés, et si les affaires ne s'y concluent pas facilement. Aussi bien envisage-t-elle de doubler le montant de ses opérations en Afrique, pour la période 1984-1988, (qui représentent actuellement 17 % des investissements totaux de la S.F.I.), en cherchant à s'associer non seulement à des firmes étrangères, mais aussi à des entrepreneurs locaux, lorsqu'ils existent.

La S.F.I. se félicite de contribuer, ce faisant, à la « privatisation » de compagnies publiques, ou encore d'intervenir dans quelques pays à régime étatique (Guinée), bien que plusieurs pays socialistes (Algérie, Angola, Mozambique...) refusent à faire appel à une société dont, au reste, ils ne sont pas membres. Enfin, plusieurs nations du Golfe participent avec la S.F.I. à des investissements dans des États du nord de l'Afrique (Égypte, Tunisie, Maroc). L'Arabie Saoudite s'est engagée, le 12 janvier, à soutenir, par une contribution de 100 millions de dollars, son programme d'investissements, à concurrence des sommes investies par la S.F.I., répartissant ainsi pour la première fois conjointement le risque.

GÉRARD VIRATTE.

LA STRATÉGIE DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL

Monétarisme plus social-démocratie

(Suite de la page 21.)

Plus encore que la modération salariale, le problème-clé est aujourd'hui, ajoute-t-il, celui du crédit disponible pour le secteur privé et, agité, lui aussi, sur le terrain d'intérêt. Le succès des socialistes ne dépend pas d'abord de leur capacité de contrôler le déficit. S'ils échouent, il ne leur restera plus qu'à laisser à la politique monétaire.

La direction de la C.R.O.E. a promis aux syndicats un « plan de grève » de cent jours durant lesquels elle s'abstiendra de toute critique globale. La difficile négociation collective entre les partenaires sociaux en janvier a mis cette résolution à l'épreuve : en acceptant la prochaine introduction de la semaine de 40 heures (la moyenne actuelle est de 41 à 30) le gouvernement s'est engagé à financer les heures supplémentaires, qui ont fait savoir que leurs possibilités d'augmentation s'en trouveraient réduites. L'accord entre les syndicats et le patronat n'a été atteint que le 10 janvier. Le patronat ne peut pas disposer du pouvoir pour le « pacte social ». Mais ce dernier n'est pas particulièrement bon sans être d'abord informé des règles du jeu qui s'appliquent à plus long terme en matière économique. Tout porte à croire qu'il a bien conscience de cela, puisqu'il a considérablement renforcé sa position initiale.

Une « petite phrase » prononcée le 28 janvier par M. Felipe Gonzalez, lors d'un déjeuner avec plusieurs

ministres de son gouvernement, laisse une idée des intentions qui ne sont pas accordées. Le président du gouvernement a affirmé que la thèse du maintien du pouvoir d'achat à son niveau actuel était valable pour l'année 1983, mais également pour toute la législature. M. Gonzalez a-t-il ainsi exclu, même en cas de relance, toute possibilité d'une politique de relance par le crédit ? Il n'a pas pu être que l'unité parmi les membres du parti. L'heure, il est vrai, est plutôt à la modération parmi les milieux syndicaux. Ceux-ci ont à la fois peu de moyens de mener la vie dure à ce premier gouvernement de gauche et craignent que la lutte contre le chômage passe avant l'augmentation du pouvoir d'achat. C'est pourquoi la modération parmi les milieux syndicaux U.G.T. (Union générale des travailleurs), qui, lors des dernières élections syndicales, a dépassé pour

la première fois sa rivalité avec les Commissions ouvrières. « Il y a des impatiences légitimes d'autres qui le sont moins », affirme le secrétaire général de l'U.G.T., M. Redondo. Nous ne sommes pas de ceux qui reprochent au gouvernement de ne pas avoir réalisé en deux mois un programme établi pour quatre ans, surtout après quarante ans de pouvoir de la droite. Nous sommes parfaitement conscients qu'un échec du gouvernement serait une catastrophe pour le pouvoir pour longtemps. Si elle se maintient pour concilier vis-à-vis du gouvernement, l'U.G.T. ne risque-t-elle pas de perdre demain d'un côté par les Commissions ouvrières, si la crise venait à s'aggraver ?

As sein de la centrale communiste, l'unité n'est pas si simple, dit-on, quant à la stratégie à suivre. Il pourrait être tentant de capitaliser le mécontentement des travailleurs face à certaines décisions impopulaires du gouvernement et de récupérer ainsi l'espace politique que les socialistes laisseront sans doute libre sur la gauche. Une histoire récente a montré qu'une ligne radicale ne payait pas toujours au moment des élections syndicales : la décision des Commissions ouvrières en 1980 de se pas s'associer à la première négociation collective entre patronat et U.G.T. s'était traduite par un clair recul de leur influence.

Le gouvernement a conscience que le « pacte social » difficilement acquis est précaire et subordonné à des progrès tangibles dans la lutte contre la crise. Des difficultés d'ailleurs pourraient bien se manifester dans l'avenir au sein du P.S.O.E. lui-même. La nécessité pour le moment de naviguer au plus près en maintenant une politique rigoureuse de conjoncture assure un rôle prépondérant aux économistes modérés du parti comme M. Redondo. Mais ce n'est pas tout. L'heure est venue de réviser les options à plus long terme ?

Tous les responsables socialistes acceptent-ils que la « modernisation de l'administration » apparaisse comme la seule véritable réforme proposée par le gouvernement au plan économique et financier ? L'administration socialiste n'a-t-elle pas prouvé aux critiques qu'elle n'aspire pas simplement à se faire de compte un gouvernement « modéré » ?

THERRY MALINAK.

UN PLAN DU PACTE ANDIN

Développer l'agriculture

Le pacte andin est malade, mais sa maladie peut être soignée. Dans un sécheresse, ce constat du président sortant, M. Orlando Alciva, résume assez bien les travaux de la commission de l'accord de Carthagène, organisme suprême du pacte andin, qui vient de se tenir en Bolivie.

À défaut de résultats concrets et spectaculaires, les ministres de l'intégration des cinq pays membres (1) auront du moins réussi à sauver les apparences et à maintenir un minimum de coopération. Modestes, ces résultats ne sont pas tout à fait négligeables si l'on songe aux menaces de désintégration qui pesaient sur le pacte à la veille encore de la réunion de Santa-Cruz.

Révision

Déjà tiraillée entre des intérêts immédiats contradictoires, les cinq pays membres ont tous été touchés, à des degrés divers, par les retombées des difficultés conjoncturelles mondiales. Les mesures protectionnistes réintroduites au sein du groupe par certains pays, comme le Venezuela, perturbent les courants commerciaux intergénéralisés.

De Venezuela et du Pérou, les voix se sont élevées au sein du pacte pour réclamer une réévaluation des accords d'intégration. « Nous ne pouvons pas nous faire hara-kiri avec le pacte andin », répète-t-on dans les milieux patronaux vénézuéliens, tandis que le président du Sénat péruvien proposait une révision d'ensemble. Ces critiques ne sont pas demeurées sans écho à Santa-Cruz. Tout en réaffirmant leur volonté de consolider le processus d'intégration, les ministres se sont engagés à perfectionner l'œuvre de Carthagène.

Nouveau président de la commission, le représentant du Pérou, M. Gonzalo de la Puente, a déclaré

que la réunion de Santa-Cruz « a établi des bases minimales de consensus pour la révision et la réévaluation de l'intégration ». Dans cette perspective, il a affirmé un rôle accru à l'intégration privée. « L'intégration, a-t-il dit, est la meilleure garantie pour les cinq millions d'habitants du marché andin. L'objectif de Carthagène n'est pas de créer une zone libre, mais de promouvoir l'intégration et de maintenir un minimum de dépenses et de technologie ». A assuré le ministre bolivien de l'intégration, M. Jorge Gonzalez. En 1982, les cinq pays du pacte andin avaient importé pour plus de 500 millions de dollars de denrées alimentaires.

Si elle a permis de limiter les dégâts, la réunion de Santa-Cruz n'aura cependant pas répondu aux espoirs de ceux qui souhaitaient une véritable refonte de l'accord de Carthagène, puis la mise en marche d'un nouveau modèle d'intégration. Les problèmes en suspens, comme le commerce du commerce intergénéralisé, ont été également remis à plus tard, dans l'attente de la réunion au sommet des présidents andins, en juillet prochain, à Caracas, à l'occasion du deux centième anniversaire de la naissance de Simon Bolivar.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

(1) Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela.

24 ANS

J'ai échoué à l'E.N.A.

(voir en page 22 demandes d'emploi)

BAT

les enfants de la pub

numéro spécial enfant : 60 F TTC en vente au journal : 96, rue du Fg Poissonnière 75010 Paris - tél. 285.30.88

FENÊTRES ou VOILETS à changer

SOCIÉTÉ PARIS RENOV

FABRICANT

INSTALLATEUR

Prix direct d'usine

Menuiserie en P.V.C. GARANTIE 10 ANS

1 fenêtre de 185 x 100 3.350 F TTC posée

EXPOSITION :

22, rue Fontaine 75009 PARIS ☎ 526.60.00

Usine : Z.I. 95380 LOUVRES

CRÉDIT GRATUIT 6 mois

DES ÉCONOMISTES EN CHARGE DE LA HONGRIE

La politique de solvabilité

Assurer quoi qu'il en coûte l'équilibre des paiements, tel est l'objectif des dirigeants hongrois qui ont mis en œuvre une politique d'austérité accompagnée d'encouragements à l'initiative privée. Les habiles financiers qui sont à la tête de la Banque Hongrie ont à sauver le pays de la crise de liquidité qu'il a connue en 1982. Mais on craint à Budapest les conséquences de nouvelles difficultés de la Yougoslavie et de la Roumanie.

« L'Hongrois, c'est l'homme qui s'engouffre derrière vous dans une porte tournée, et en ressort devant vous. » Cette définition de M. György Miklos, humoriste hongrois d'origine hongroise, semble s'appliquer à merveille à M. Janos Fekete, le talentueux vice-président de la Banque nationale de Hongrie. Ce financier de soixante-deux ans, sur lequel les banquiers occidentaux ne tarissent pas d'éloges, a réussi l'an dernier à sauver son pays de la banqueroute à laquelle la Hongrie semblait promise à la suite de retraits massifs de capitaux intervenus au cours du premier semestre 1982.

Après le coup de force du 13 décembre en Pologne, le gouvernement américain encourageait les Occidentaux à restreindre leurs échanges avec les pays socialistes. Les inquiétudes quant à la solvabilité des pays du Comecon aidant, de nombreuses banques ne renouvelaient pas leurs dépôts à court terme auprès de la Banque de Hongrie, pour qui ces dépôts représentent le tiers de ses engagements. L'Union soviétique elle-même retire ses avoirs de Hongrie pour les prêter à la Pologne.

Au total, de janvier à avril 1982, 1 100 millions de dollars quittèrent les caisses de la Banque nationale de Hongrie. Fin mars, les réserves de la Banque centrale, qui se montaient à 374 millions de dollars, ne représentaient plus guère que trois semaines d'importations. Le gros des retraits — quelque 700 millions de dollars — était de l'argent arabe, du hot money d'origine pétrolière extrêmement volatiles. Aujourd'hui encore, on en compte de l'Amérique à la Banque de Hongrie. « Mais les fonds koweïtiens sont restés », souligne M. Kaimen Meszaros, directeur-gérant de la Banque de Hongrie. « Même durant la crise de l'année passée, le Koweït a maintenu sa coopération avec la Hongrie. »

Mieux vaut tard que jamais

Devant cette crise de liquidité, M. Fekete réagit tout simplement. En novembre 1981, la Hongrie avait déposé une demande d'adhésion au Fonds monétaire international (F.M.I.). L'entregent de M. Janos Fekete va permettre une admission étonnamment rapide : le 8 mai 1982, la Hongrie devenait officiellement le 148^e membre du F.M.I. A cette date, les problèmes étaient pourtant loin d'être résolus : les capitaux s'étaient évaporés et la Hongrie devait faire face à ses échéances.

Il lui fallait donc obtenir des prêts sans délai. En mars, la Banque des règlements internationaux (BRI), cette banque centrale des banques centrales, a mobilisé, avec l'active participation de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre, un prêt de 210 millions de dollars sur trois mois, renouvelable une fois. Puis la Hongrie réussit en août le tour de force de bénéficier d'un prêt syndiqué à moyen terme de 280 millions de dollars. Elle a été le seul pays socialiste à bénéficier d'un tel prêt en 1982, ce dont on n'est pas peu fier à Budapest.

Le chef de file de ce montage est la banque américaine Manufacturers Hanover, ce qui est très important. Car jusqu'alors, les banques d'outre-atlantique s'étaient montrées bien

discrètes. L'idée prévalait encore aux Etats-Unis que les pays socialistes devaient « être punis » indistinctement après le coup de force du général Jenzelski. « L'attitude américaine s'est modifiée », avec l'Amérique latine, qu'il n'était pas si simple de déclarer un pays en défaut de paiement », commente ironie M. Meszaros.

En décembre 1982, le F.M.I. consentait à la Hongrie des crédits à hauteur de 600 millions de dollars. A Budapest, on est bien entendu très favorable à l'initiative qui vient d'être prise par le F.M.I. de relever les quotas de 47 %. Car les droits de tirage, s'en sont augmentés d'autant, limitant ainsi le recours à l'émouillage.

Deux questions viennent à l'esprit : pourquoi la Hongrie a-t-elle tant tardé à adhérer au F.M.I. ? D'abord, il s'agit de capital de confiance, alors qu'il est très difficile d'en avoir, le pays de l'Est le plus endetté par tête d'habitants.

Il y a aussi une question publique. Depuis 1968 au moins, date à laquelle la nouvelle politique économique fut mise en œuvre, les économistes hongrois envisagent sérieusement leur adhésion au F.M.I. Récemment, on a pu lire dans nombre de hauts dirigeants hongrois déplorer publiquement que l'on ait trop attendu. « Mieux vaut tard que jamais », remarque M. Meszaros. « Mais il est vrai que, à la Banque de Hongrie, nous prônons depuis longtemps l'adhésion au Fonds. Nous vivons dans un monde unique, d'où l'intérêt d'un système monétaire unique. Depuis des années, nous avons tenté de convaincre nos partenaires du Comecon d'y adhérer, quitte à le modifier, car le F.M.I. n'est pas parfait. Ils n'ont pas accepté. Il est bien évident qu'un pays qui a beaucoup d'or de réserve et de gas [U.R.S.S. (N.D.L.R.)] ne voit pas les choses de la même façon qu'un pays qui doit les acheter. »

Aujourd'hui Hongrie ! S'il ne prenait guère d'intérêt au plan diplomatique, du moins on le voit en sens aigu de l'opportunité : leur candidature au F.M.I. a été déposée en 1981, cinq jours avant le début de la campagne électorale de 1981, cinq jours avant que ne soit enregistré celui de la Pologne. De l'avis de plusieurs économistes occidentaux et hongrois, comme le Pologne n'aurait pu agir sans l'aide de l'U.R.S.S., cela signifie que la voie était libre. Il ne restait plus aux dirigeants hongrois qu'à gagner de vitesse les Polonais, en sortant de leurs tiroirs un dossier de candidature tout prêt.

De plus, en déposant leur candidature avant les Polonais, les Hongrois épargnaient au F.M.I. un délicat problème de protocole : le dossier de Varsovie étant infiniment plus douteux que celui de Budapest, il aurait été embarrassant d'admettre la Hongrie avant de statuer sur le cas polonais, si les Polonais s'étaient signalés les premiers. Cette interprétation est soutenue par M. Meszaros qui affirme que la demande d'adhésion polonaise a été « une surprise à Budapest ».

D'où vient donc que la Hongrie ait pu se sortir de la passe extrêmement périlleuse où elle était engagée l'été dernier ? A discuter avec des banquiers occidentaux, on a la très nette impression que c'est plutôt à M. Fekete qu'à son pays qu'il faut accorder la confiance. Dépeint par tous comme un financier hors pair, jouant peut-être un peu avec le feu lorsqu'il abuse de la transformation bancaire (opération consistant à couvrir des prêts à long terme par des dépôts à court terme), il dispose manifestement d'une grande latitude dans son pays. Chacun le connaît en Hongrie, indice de l'acuité du problème de la dette, car dans quel autre pays au monde l'homme de la monnaie serait-il capable de mettre un nom sur le gouverneur de la Banque centrale ?

Mais surtout, M. Fekete et son équipe sont en place depuis très longtemps, et jamais, même au plus fort de la crise de 1956, la Hongrie n'a cessé d'honorer ses engagements internationaux. Intérêts et principal ont toujours été remboursés dans les délais. Il n'empêche, le niveau de l'endettement est préoccupant : quelque 8 milliards de dollars, soit 800 dollars par habitant. Enfin, ce qui ne saurait déplaire à la finance internationale, la logique du marché, de la compétitivité sur les marchés mondiaux, est plus que jamais à l'ordre du jour à Budapest. La moitié de la production du pays est exportée contre devises fortes.

C'est ainsi que les Hongrois, en dépit de leur situation difficile, n'ont pas abandonné un vieux rêve : faire du forint une monnaie convertible. Certes pas convertible au point que M. Janos Fekete (le Jean Dupont hongrois) pourrait changer ses forfaits contre des dollars, ni que les spéculateurs pourraient transférer leurs capitaux flottants et les convertir au gré des cours. Mais faire du forint une monnaie de transaction, oui !

Le forint convertible ?

La Hongrie limiterait ainsi considérablement ses risques de change. On en prendrait le chemin : depuis le 1^{er} octobre 1981, le taux commercial et le taux non commercial du forint ont été convertibles. Mais le forint n'est pas convertible au point que M. Janos Fekete (le Jean Dupont hongrois) pourrait changer ses forfaits contre des dollars, ni que les spéculateurs pourraient transférer leurs capitaux flottants et les convertir au gré des cours. Mais faire du forint une monnaie de transaction, oui !

En quelques années, la Hongrie est devenue un pays à la situation des paiements internationaux est en train de remplacer le dollar par le forint. Mais il faut d'abord rendre l'économie plus efficace.

Le parti socialiste ouvrier hongrois a mis à l'ordre du jour ce qu'on appelle à Budapest la « politique de la dette ». La priorité est donnée à la dette à court terme, à la dette à la Hongrie de faire face à ses engagements internationaux. Les importations ont été considérablement réduites depuis l'été, permettant au pays de finir l'année avec un excédent commercial. En 1983, les Hongrois ont été avertis que leur pouvoir d'achat baisserait de quelque 2 %.

Les prix augmentent considérablement ; mais ces augmentations ne sont pas brutales et soudaines, à la polonaise : elles sont annoncées et expliquées plusieurs mois à l'avance. Ainsi, les loyers seront augmentés de 100 % en juillet ; le 1^{er} juillet 1983, la hausse sera de 40 % ; le 1^{er} janvier 1984, la hausse sera de 40 %.

Un des hausses a été décalé depuis l'été sur la Hongrie (sauce) : + 14 % et bière : + 10 % en juin ; café : + 40 % en juillet ; chemin de fer : + 100 % en septembre). hausses que les Hongrois acceptent avec résignation. « Nos compatriotes savent très bien que 1983 va être une année difficile », estime M. Mayras Vincz, rédacteur en chef de HVG, le populaire hebdomadaire d'économie. En revanche, je ne suis pas sûr qu'ils aient conscience que les années suivantes seront au moins aussi difficiles.

Un des prix permet de maintenir un approvisionnement régulier des boutiques. Budapest ignore les queues de Belgrade, Varsovie, et autres villes d'Europe. « Je préfère avoir tous les jours que d'avoir du poulet bon marché une fois par semaine », résume éloquentement un jeune professeur de la faculté de sciences économiques de Budapest.

Mais le Hongrois est aussi celui qui, gagnant 4 000 forints (1), en dépense 7 000. Chacun exerce deux, voire trois métiers. Cette « seconde économie », qui représente, selon un rapport du F.M.I., près du système de la consommation intérieure, a été largement légalisée l'an dernier. « Enrichissez-vous, pourvu que ce soit par le travail » semble être le mot d'ordre qui accompagne la politique de solvabilité. C'est ainsi que les travailleurs d'une entreprise sont incités à se grouper en coopérative pour être les sous-traitants de leur propre firme, que les taxis privés — parfois conduits par des ingénieurs après leur journée de travail — font fortune, et que le Tout-Budapest se presse « Chez Piarot », le premier salon de thé privé de Budapest, à deux pas du château, sur la colline de Buda.

Rationaliser l'économie et exporter contre devises (y compris vers les pays du Comecon avec lesquels la Hongrie est largement excédentaire) sont les deux objectifs du gouvernement d'économistes qui semble diriger la Hongrie. Les dirigeants hongrois ont bon espoir de bénéficier d'un prêt syndiqué et de nouveaux droits de tirage sur le F.M.I. qui seront les bienvenus, dans la mesure où, cette année, il leur faudra rembourser près d'un milliard de dollars de prêts à moyen terme arrivant à échéance.

Toutefois, à Budapest, on lorgne avec inquiétude sur les finances de la Roumanie et de la Yougoslavie. « Lorsque quelque chose va mal en Pologne, en Yougoslavie ou au Brésil, c'est toujours la Hongrie qui en souffre. Après tout, bien des pays industrialisés occidentaux sont lourdement endettés », s'exclame M. Kaimen Meszaros. La vraie question est la suivante : doit-on décider qu'un pays qui pratique une politique économique saine, donnant de bons résultats, doit être tué à cause de ce qu'il se passe ailleurs ?

ULIVIER DA LAGE.

(1) 1 forint = 0,17 F

LENTILLES DE CONTACT

La qualité des lentilles 8 et 11^{me} fabricant mondial
Les services OSIRIS, un ensemble unique en France
Les prix OSIRIS, 650 F adaptation comprise, 496 F sans adaptation
Avec ce bon : ETUI - NECESSAIRE DE DÉPART GRATUIT, jusqu'au 26.2.83.

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

Laboratoires OSIRIS

BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Râleur (20) 54.42.78
LYON 8^e - 4 quai du Général Sarrail (7) 524.12.46
PARIS 1^{er} - 20 quai de la Maguierie (1) 233.00.20
PARIS 5^e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires

PROGRAMME DE MARKETING EUROPÉEN

10 - 29 avril 1983

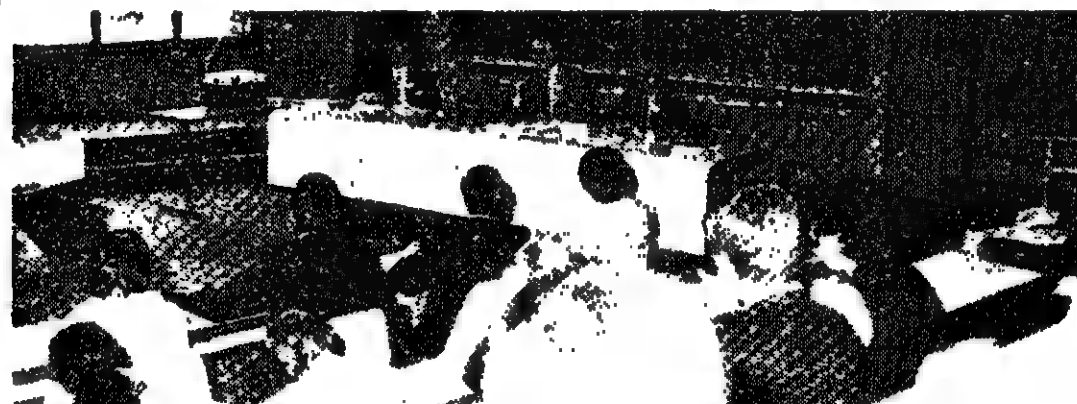
Un programme de perfectionnement qui permet d'acquies une vue analytique de la formulation des stratégies de marketing, tout en mettant l'accent sur les méthodes et les approches qu'utilisent les entreprises les plus dynamiques. Participants : Cadres expérimentés dans les fonctions vente et marketing de toutes les nationalités d'Europe.

La langue de travail du programme est l'Anglais.

Pour l'information, contactez
INSEAD - Education Continue
77305 Fontainebleau Cedex, France
Téléphone : (6) 422.48.27 - Télex 880 389 F

Je souhaite recevoir une documentation plus détaillée
Nom :
Titre :
Société :
Adresse :
Téléphone : LM 283

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo-qualité
ETRAVE 38, rue Daumesnil 75012 PARIS
347.21.32



Faites des rencontres intéressantes pour votre carrière

Quand un institut de formation continue atteint la réputation nationale et internationale, ce qu'il apporte va au-delà du simple perfectionnement des connaissances. L'ISSEC, c'est un lieu d'échanges entre professionnels et professeurs conseils en entreprises, qui sont en relation avec d'autres pays et cultures. C'est aussi un club qui organise des débats sur des sujets d'actualité, et des groupes de travail permettant à des professionnels d'échanger leurs expériences sur des problèmes précis. C'est enfin 80 programmes de formation permettant à chacun de bâtir son itinéraire personnel de développement professionnel.

ISSEC

partenaire de votre carrière

PRINTEMPS 1983

M'envoyer la brochure présentant les programmes :

Programmes pour dirigeants
Management général
Diriger une P.M.I.
Les crédits de perfectionnement
Marketing, commerce international
Gestion des produits agro-alimentaires
Comptabilité, gestion
Logistique, production
Organisation, planification
Informatique de gestion
Le droit général, juridique
Création d'entreprises
Langues

M.
Fonction :
Adresse pers./prof. :
A retourner à : ISSEC
35, boul. Sébastopol, 75001 PARIS
Tél. 233-21-88

Etablissement de formation continue privé

JOINT VENTURES DANS LES PAYS ARABES

Un programme pour cadres dirigeants européens et arabes centré sur les problèmes de négociation et de gestion des différentes formes d'activités économiques en coopération avec des partenaires arabes. Ce programme est organisé par : le CESA et le CFPO, l'Imperial College Londres, la Stockholm School of Economics et les Universités du Caire et Koweït.

DATES : 17 AVRIL - 14 MAI 1983
LIEU : JOUY-EN-JOSAS

Pour l'information, contactez :
CFPO, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas
Téléphone (6) 941-80-80 - Télex : 600325

BANQUE MONDIALE

subsaharienne

FENÊTRE ou VOILETS à changer

SOCIÉTÉ PARIS-REIMS

3.360 F TTC

CRÉDIT GRATUIT 6 mois

DICTIONNAIRE DES EXPRESSIONS JURIDIQUES

L'HARMÉN



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

SAE

dans le cadre de son activité au MOYEN ORIENT
recrute, pour former, 12 débutants

4 Ingénieurs du BTP 4 Conducteurs de Travaux 4 Techniciens Supérieurs

bilingues anglais.

- La mission : apprendre le métier de construire l'étranger : assister un cadre expérimenté dans la direction d'équipes d'exécution composées de cadres ouvriers d'origine asiatique pratiquant l'anglais.
- L'homme : désireux d'entreprendre, attiré par les salaires élevés et les avantages de l'expatriation, motivé par les responsabilités une promotion rapide.

Adresser votre C.V. référence D.B.B. au Service du Recrutement
S.A.E. 32, Avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16.

SAE

recherche pour le service études
prix international

1 INGENIEUR EXPERIMENTE et 2 JEUNES INGENIEURS

Bilingues anglais

- La mission : participer à une équipe pour traiter des opérations de logement en T.C.E. à l'étranger. Réponse aux appels d'offres, études des variantes techniques, modifications des projets, négociations techniques.
- Les hommes : le premier, ingénieur de grande école ayant une expérience de 10 ans ou plus dans la fonction, homme d'envergure et de décisions. Les seconds, de même origine, ayant fait de préférence un stage aux USA, motivés par une carrière internationale.

Adresser votre C.V. sous référence IP11 - Service du Recrutement
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

GROUPE



Nous nous implantons en Tunisie

Dans le cadre du développement de nos activités à l'étranger, notre implantation en Tunisie nous amène à rechercher de jeunes Tunisiens, débutants ou ayant une première expérience en informatique.

Diplômés études supérieures scientifiques

ECOLE D'INGENIEURS OU UNIVERSITE

Ils bénéficieront dès leur recrutement, d'une formation théorique et pratique à l'informatique après six mois passés au siège à Paris, ils seront intégrés à la Société Générale Tunisienne d'Informatique, filiale du Groupe SG 2 à Tunis.

Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. AZ/08, à SG 2, 12-14 avenue Vion Whitcomb 75016 Paris.

Cadre commercial international éditions scientifiques

Société d'éditions scientifiques spécialisées, nous diffusons en France et à l'étranger publications périodiques et des ouvrages techniques, par un numéro. Intensifier notre action commerciale et créer un réseau de commercial. Homme marketing ou de terrain, il aura à concevoir et mettre en place des actions promotionnelles adaptées à notre public spécifique et à suivre les résultats : participation à des expositions, colloques, congrès, élaboration de documents publicitaires, optimisation fichier-adresses, envoi de mailings, etc. Parallèlement, il visitera certains clients, notamment les librairies spécialisées universitaires, en France et à l'étranger. Basé en banlieue de Paris, il sera prêt à se déplacer un tiers de son temps.

Une formation commerciale supérieure et une expérience marketing-vente de 3 à 5 ans, si possible dans l'univers scientifique, sont nécessaires. Un intérêt pour les questions scientifiques est souhaité. Anglais courant indispensable.

Bernard Julhiet Psycorn vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4744M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycorn**
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

LE CONSEIL EN GESTION

NOUS sommes la pointe à l'échelle européenne dans notre domaine d'activité et jouissons d'une renommée exceptionnelle. Nous conseillons en permanence les nombreuses entreprises internationales bien connues. Suite à notre expansion, nous avons besoin de nous adjoindre de jeunes consultants.

VOUS ÊTES âgés de 24 à 35 ans. Vous aimez prendre l'initiative, vous êtes ambitieux et vous avez un certain don pour la communication. Vous aimez provoquer les événements. Vous êtes, de préférence, licenciés en économie, gestion commerciale, marketing. Une expérience préalable dans le domaine serait utile. Une connaissance active et parfaite de l'anglais est requise. Les candidats satisfaisant ces critères sont priés de s'abstenir. Toute connaissance d'autres langues est utile. Vous acceptez de faire des déplacements intensifs chaque semaine à partir de votre domicile.

NOUS VOUS APPRENDONS nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans les entreprises les plus diverses : la fabrication, l'administration, la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir les succès de leurs efforts.

Les candidats les plus performants peuvent s'attendre à une rémunération de haut niveau dès la fin de leur période de formation.

Nous attendons votre candidature : curriculum vitae, avec mention de votre niveau de rémunération actuel.

EUROLINK, 42, boulevard de la Cambre, boîte 13, 1050 Bruxelles (Belgique) qui transmettra. (Réf. LM150.283.)

Société spécialisée
dans assistance technique en Afrique

Pour contrat à durée déterminée
à compter d'avril 1983

UN ÉCONOMISTE INDUSTRIEL CONFIRMÉ

Minimum 5 ans d'exp. en particulier dans domaines politique et programmation industrielle, analyse sectorielle. Formation économique niveau 3^e cycle indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous n° T 038.285 à RÉGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

NOUS SOMMES

une Société de dimension nationale spécialisée dans l'Électricité, le Chauffage et la Climatisation.

Pour répondre au développement de nos marchés francophones à l'EXPORT.

Nous recherchons pour notre siège de TOULOUSE

INGÉNIEURS Electricité Bâtiment et Industrielle

3 INGÉNIEURS Climatisation, Chauffage, Plomberie

SI VOTRE EXPÉRIENCE démontre que vous avez les qualités TECHNIQUES, COMMERCIALES et FINANCIÈRES que nécessite le poste.

SI VOUS ÊTES dynamique et disponible et si vous êtes un homme d'homme.

NOUS VOUS PROPOSONS de développer au mieux votre potentiel dans notre Société, qui vous offrira une évolution et un salaire à la mesure de vos performances.

Adresser votre dossier complet : candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et références) à :
Cabinet : Gervaise LAVERGNE
G.E.R. International
1, chemin du Puy de la Chapelle
Le Puy de la Chapelle, 31100 TOULOUSE
qui vous garantira réponse et discrétion.



SÉNÉGAL

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE IMPLANTÉE SUR TROIS SITES FABRICATION ACIDE PHOSPHORIQUE ET ENGRAIS

RECHERCHE

1^{er} CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Responsable gestion des stocks et achats pièces de rechange pour la totalité du complexe.

2^e CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

Responsable de l'entretien de l'un des plants/units.

3^e INGÉNIEUR DE FABRICATION

Pour les ateliers acide sulfurique, acide phosphorique.

4^e INGÉNIEURS D'ENTRETIEN

Responsables de l'un des secteurs suivants :

- Mécanique.
- Electricité.
- Méthodes d'entretien.

5^e CONTREMAÎTRES DE FABRICATION

Pour l'usine acide sulfurique ou acide phosphorique.

6^e CONTREMAÎTRES D'ENTRETIEN

Dans l'un des spécialités suivantes :

- Mécanique.
- Instrumentation.

- Diplôme d'ingénieur exigé pour les postes 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e.
- Expérience indispensable de plusieurs années dans la fonction pour tous les postes.
- L'ensemble du complexe est actuellement en cours de construction. La production devant démarrer fin 1983, début 1984, tous ces postes sont à pourvoir dans de courts délais.
- L'expérience de l'expatriation serait appréciée.

Adresser C.V. manuscrit et références à :
s/n° T 038.286 M à RÉGIE-PRESSE,
65 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Les candidats répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer sur l'enveloppe le numéro de l'annonce qu'ils s'agit de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'une publicité ou d'une agence.

Jonathan Wren International Ltd

01-623 1266

170

EC2M 4LX

Banque internationale en expansion recherche

ADJOINT DU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ

de formation D.E.C.S. équivalent, ayant dirigé le service comptable d'une banque internationale. Le candidat recherché les responsabilités de la comptabilité de la banque et s'adapter à un outil informatique. Il parlera couramment la langue anglaise et aimera travailler dans une ambiance dynamique.

Rémunération stimulante en fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Adresser curriculum vitae, salaire et prétentions à JONATHAN WREN INTERNATIONAL, Mlle. L. Rafique, 170 Bishopsgate London EC2M 4LX. Tél. 01-623 1266

RESPONSABLE CREDITS INTERNATIONAUX

Ce poste convient à un homme d'environ 28 à 30 ans, formation supérieure ayant acquis une première expérience dans un service crédits d'une banque internationale. Le candidat recherché sera responsable de l'analyse des dossiers crédits ainsi que des relations commerciales. Anglais indispensable. Rémunération négociable.

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

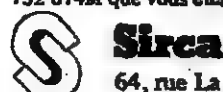
Heineken

De l'informatique traditionnelle à la bureautique

La bureautique, pourquoi ? Pas pour sacrifier à une mode. Nous n'en avons ni le goût ni les moyens. Notre objectif constant : améliorer l'efficacité de l'entreprise. Un pas nouveau, cohérent avec tout ce qui a précédé, doit être fait aujourd'hui. L'informatique traditionnelle a déjà beaucoup apporté. Il faut maintenant leur fournir des moyens plus performants de traitement de l'information, affiner leurs outils d'aide à la décision.

Après quelques expériences ponctuelles concluantes, nous avons élaboré un plan informatique dont la réalisation va démarrer. Et sur deux axes : en créant l'infocentre qui permettra aux utilisateurs finaux (à Strasbourg et à Paris) d'accéder directement aux fichiers de base, et en développant rationnellement le traitement de texte. Pour que tout cela progresse dans la cohérence, c'est le service informatique qui contrôlera la croissance de la bureautique.

Voulez-vous être la cheville ouvrière de cette activité naissante ? Certes, un plan existe, mais l'expérience acquise pourra amener à l'ajuster. En tout cas, votre rôle sera essentiel auprès des utilisateurs potentiels pour les conseiller et les aider à faire les meilleurs choix. Nous voyons bien dans ce poste le (a) jeune ingénieur, ayant déjà une assez bonne expérience de l'informatique de gestion, de préférence dans les gros systèmes. Autant que de technique nouvelle, c'est d'ouverture sur l'avenir et d'esprit d'équipe dont vous aurez besoin pour être ce fonctionnaire réalisateur qui va faire avancer les choses ; demain notre bureautique s'étendra aux régions, s'ouvrira sans doute sur le message électronique... Basé à Strasbourg, ce poste en création comporte quelques déplacements. Faites connaître aux conseils de SIRCA, sous référence 732 874M que vous êtes prêt de l'avenir. Précisez-leur votre niveau actuel de rémunération.



Sirca

64, rue La Boétie - 75001 PARIS

MEMBRE DU SYNTHEC

Chef de service informatique... dans une filiale de MATRA

C'est ce que vous propose PICART LEBAS, 1 200 personnes, C.A. de 230 MF, qui développe et fabrique dans son usine industrielle à Châteauneuf (bord du Loir - 71100 km Sud-Ouest de Paris) des matériels téléphoniques et télématiques. Rattaché au Directeur des systèmes d'information, vous assurerez la responsabilité de l'ensemble du service informatique : 9 personnes, le suivi permanent du dialogue et de la maintenance avec les utilisateurs.

Principales applications :

- gestion de production,
- comptabilité analytique,
- gestion commerciale,
- gestion du personnel.

Matériel :
• IBM 38, 2048 K, module 7.
• 32 terminaux 3273.

Votre formation est de type ingénieur ou MIAGE, vous possédez une expérience industrielle, acquise en entreprise ou en SSI et désirez évoluer dans un milieu performant à forte technicité.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel), sous référence 8/CS/ILM, à notre service qui garantira votre confidentialité.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
LEADER DANS SON MARCHÉ
recherche pour poursuivre son expansion, un

INGÉNIEUR
EXPÉRIMENTATION

Il sera chargé de conduire les études et les essais pour mise au point de nouvelles technologies principalement l'extrusion. En relation avec les Responsables de Fabrication et les ingénieurs produits de la société, il aura à définir et à réaliser les programmes d'essais et à en exploiter les résultats.

De formation ingénieur ENSIAA, il aura acquis une expérience dans un Service de Recherches et Développement.

Anglais courant exigé.

Poste à 100 km à l'EST de PARIS.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 10001 à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75001 Paris
cedex 01 qui transmettra.

Responsable
agence bancaire

LYON

Nous sommes une banque régionale de dépôts appartenant à un groupe important. Nous recherchons un jeune directeur chargé d'animer et développer sur le plan commercial notre agence de Lyon.

Ce poste convient à un homme ou une femme ayant acquis une première expérience de bon niveau dans le secteur bancaire, avec au minimum 2 ans d'études supérieures (droit, économie, éco. de commerce...).

Nous souhaitons rencontrer une personne autonome, évolutive sachant s'intégrer à une équipe dynamique et performante. Merci d'envoyer votre candidature à Roland MANDON, notre conseil sur Lyon, tél. réf. 375, Key Men, 2 rue Childebert, 69002 Lyon.



emploi internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emploi internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



ESO-European Southern
Observatory

est une organisation intergouvernementale subventionnée par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

ESO recherche pour son quartier général de Garching près de Munich (République Fédérale d'Allemagne) des candidats pour le poste de

COMPTABLE
(Réf. EAD1-10)

dans un système informatisé de comptabilité budgétaire.

Une formation adéquate complétée par une expérience pratique de la comptabilité informatisée est indispensable, de même qu'une maîtrise suffisante de l'anglais et de l'allemand.

La rémunération sera fonction des qualifications, de l'expérience et de la situation familiale du candidat. De plus, diverses interventions financières sont accordées (e.g. pour les études des enfants, le déménagement, etc.).

Les candidatures doivent être transmises avant le 30 mars 1983 en spécifiant la référence, au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Straße 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. : (49) 89 320.06.216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Importante Société Composants pour Réfrigération
et Conditionnement d'air recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous aurez une clientèle industrielle et développer la vente de nos produits.

- Nous souhaitons :
- 30 ans environ.
 - Formation ingénieur en mécanique ou électrotechnique (I.F.F.I. de préférence).
 - Anglais courant indispensable.
 - 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de produits techniques à l'exportation (Midi et Orient).

Adresser C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, sous référence GA 31, à :

CGS CARRIÈRES

19, rue de la Paix - 75002 PARIS

MADAGASCAR
La Cotonaire et ses filiales ont le poste de

directeur d'exploitation
agricole

(Plantation de Coton)

Nous souhaitons le confier à un ingénieur diplômé d'une école d'agriculture ou d'une expérience équivalente.

Il lui faut un tempérament de pionnier et de défricheur et l'aptitude à s'adapter à des conditions locales en évolution. Une assistance technique lui permettra de se familiariser aux spécificités de la culture de coton en pays malgache. L'équipe dynamique et expérimentée nous formera l'épaulera. Les avantages sociaux des expatriés et surtout la possibilité de réaliser un travail passionnant pour un salaire en valeur d'un potentiel prometteur.

Poste 253
SCOTTELLI
12, rue de l'Augustin
75002 PARIS
Membre du Syntec



GESTIONNAIRE
Arabie Séoudite

30 ans minimum

titulaire DECS ou DUT gestion pour un Directeur de Société

Anglais courant - Niveau souhaité

rythme de vie (en célibataire) :

11 mois de travail en Arabie Séoudite

1 mois de congé en France - voyages payés

salaire 115 000 F/mois net

Envoyer CV à No 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRANSPORTS MARITIMES

recherche pour l'Afrique

CADRE COMPTABLE
CONFIRMÉ

Détenteur BTS ou équivalent
Pour occuper poste
ADJOINT CHIEF COMPTABLE
Sous contrat

Ad. C.V. et photo n° 81083
CONTESSÉ Publi-20, Av.
Opéra - 75001 Paris Cedex 01.

Nos BRASERIES implantées au

TCHAD

et faisant partie d'un groupe

multinationnel recherchant

UN CHEF
DES VENTES

rattaché directement au Directeur

pour lui confier :

- la commercialisation des produits (promotions, publicité...)
- l'animation des forces de vente
- la réorganisation des circuits de distribution et des transports.

Ce poste conviendrait à un homme d'initiative, dynamique et de préférence bilingue (nombreux déplacements en Afrique Noire).

Une préférence sera donnée à un candidat ayant déjà travaillé en Afrique Noire.

La rémunération proposée sera d'un niveau attractif compte tenu des contraintes propres à ce poste.

Envoyer CV détaillé n° 81083

à 8081 à L. T. P.

31, Bd. Bonne Nouvelle

75003 Paris Cedex 02 (Q.1.)



Groupe MERLIN-GERIN
recherche pour LYON

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
A L'EXPORTATION

Diplômé ECAM - AM - ESE
ou équivalent

- 4 ans expérience du commerce international.
- Connaissance des langues étrangères.
- Bilingue Français, Anglais et si possible connaissance Espagnol.
- Déplacements à l'étranger fréquents et de courte durée.

Possibilité d'évolution au sein du groupe

de valeur.

Envoyer manuscrit, C.V. et prétentions

EGIC - B.P. 13 - 69310 - PIERRE-BENITE.

GROUPE DE CONSTRUCTION
MECANIQUE PERFORMANT

C.A. : 100 millions F.

RECHERCHE

JEUNE
CONTROLEUR DE GESTION

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE
OU EQUIVALENT - SPECIALISATION
COMPTABLE NIVEAU D.E.C.S.

Budgets, tableaux de bord, contrôle
résultats, études de rentabilité

Directement rattaché à la Direction
Générale

PLUSIEURS ANNES D'EXPERIENCE

DANS LA FONCTION PRATIQUE

DE L'INFORMATIQUE APPRECIÉE

RESIDENCE : MULHOUSE

Adresser lettre manuscrite avec C.V.,

photo, n° 60877 Contesse Publi-

cité 20, avenue de l'Opéra 75040

Paris Cedex 01 qui transmettra.

Chaussure
d'IMPORTANCE NATIONALE

cherche à renforcer son

EQUIPE DE VENTE en s'adjoignant

la collaboration d'un :

Cadre
commercial

Rattaché directement à UN MEMBRE
DU COMITÉ DE DIRECTION, il sera

responsable de la GESTION de l'ANIMA-

TION d'un ensemble de magasins.

Une expérience de quelques années dans

un poste similaire est NECESSAIRE pour

une PRISE EN CHARGE RAPIDE du

secteur qui lui sera confié.

Les candidatures manuscrites, C.V., photos

et prétentions, sont à adresser sous réf. 60877

à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra -

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Tunisie
JEUNE INGENIEUR

Méthodes Industrielles

Un Groupe International particulièrement performant grâce à un dynamisme industriel et commercial reconnu, renforce le potentiel technique de son usine de Tunisie (plus de cinq cents personnes).

Avec la collaboration du Chef de Fabrication, le candidat recherchera le perfectionnement de l'ensemble des méthodes de développement de produits dans une optique d'industrialisation des méthodes d'innovation et de maintenance de l'outil de production et recevra l'appui de la Direction Industrielle située en France.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur de formation mécanique ou électromécanique, possédant une première expérience des méthodes (2 ans minimum) acquise en milieu industriel.

Ce poste à responsabilité importante requiert de solides capacités d'initiative, de fortes compétences techniques et le goût de l'animation.

Basé près de Tunis, le poste comprend un certain nombre d'avantages liés à l'éloignement.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. UN 8584 H à

réf. M 8584 H à

EGOR CARRIÈRES INTERNATIONALES

63, rue de Valenciennes 75001 Paris



PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MONTREAL NEW YORK



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale du C.E.A. recherche

Jeune ingénieur pour Méthodes Générales et Suivi Technique d'Affaires

Au sein d'une équipe de techniciens de haut niveau dans la fabrication d'éléments combustibles et de pièces de structures pour réacteurs nucléaires, il sera chargé :

- d'étudier les spécifications/client
- de définir les méthodes de fabrication et les étapes de contrôle
- de régler les problèmes en cours de fabrication
- d'assurer les interfaces techniques avec les clients.

Nous recherchons pour ce poste un Ingénieur Mécanicien grande école (A.M., I.N.S.A...) ayant une expérience de 2 à 3 ans dans fonction analogue ou atelier. Une connaissance des problèmes de soudage serait appréciée.

Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73660/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

Chef des services administratif et financier

Groupe international, leader européen sur son marché, nous disposons d'une unité de production moderne, nous occupons une place prépondérante sur le marché en France et réalisons 50 % de notre C.A. à l'étranger. Nous recherchons un Chef des Services Administratif et Financier. Il sera directement rattaché au gérant (il lui sera confié une responsabilité sous sa responsabilité) : comptabilité (générale et analytique), trésorerie, finances, juridique (avec l'aide des conseillers spécialisés de la société), informatique, organisation administrative.

Ce poste convient à un homme de 35 ans mini, excellent professionnel ayant un esprit rigoureux sachant s'occuper de tâches concrètes. Formation supérieure grande école de préférence école d'ingénieurs, complétée, si possible, par un DECS. Expérience minimum de 5 ans dans un poste analogue acquise de préférence dans une entreprise industrielle de moyenne : bonne expérience d'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : région EST.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73659/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

**sélé
CEGOS**

Importante Entreprise Région Méditerranéenne recrute

Responsable de gestion de personnel
230 - 250 000 F/an

Directeur du Personnel et assisté par une équipe d'une quarantaine de personnes qu'il anime et coordonne, il sera chargé :

- d'assurer l'efficacité de l'ensemble des problèmes de gestion - continue et prévisionnelle - d'une population diversifiée de 1000 personnes
- concevoir, présenter et mettre en œuvre une structure de décentralisation de la fonction "personnel", accompagnant celle des services opérationnels de l'entreprise, ainsi qu'un système d'informations et une banque de données "personnel" s'inscrivant dans une perspective de réorganisation.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure (Droit, Sciences Po., H.E.C., ...) justifiant de connaissances de base en législation sociale et d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans. Connaissances souhaitées en informatique de gestion et personnel.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 83200/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2, rue du Musée Guimet, 69622 LYON. Réponse et confidentialité assurées.

**sélé
CEGOS
RHONE-ALPES**

Filiale du C.E.A. recherche

Jeune ingénieur Haut niveau

Pour définir et réaliser des dispositifs instrumentés destinés à des essais en réacteur nucléaire dans le cadre du développement des programmes de sûreté.

Il aura pour mission, d'assurer les contacts avec les clients pour définir les prototypes - lancer les études - de définir les méthodes de réalisations et d'encadrer une équipe très spécialisée (10 personnes) mettant en œuvre des techniques variées (brassage haute température, soudage faisceau d'électrons, soudage laser, projection métallique, vide, thermométrie, jeu, contraintes...). Nous recherchons pour ce poste un homme de terrain, ayant une formation ingénieur grandes écoles : SUPELEC, GRENOBLE, INSA... éventuellement complétée par un D.E.A. mesures physiques ou de métallurgie et une expérience de 2 à 3 ans dans l'un des domaines suivants : produits de haute technologie, automatismes, laboratoire de métallurgie. Anglais lu et parlé indispensable.

Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73658/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

Filiale du C.E.A. recherche

Adjoint au chef de service entretien, travaux neufs et sécurité

Dans un établissement de 150 personnes travaillant dans le domaine nucléaire, il assistera le chef de service pour la définition et le suivi des travaux de maintenance et devra prendre en charge tous les aspects administratifs et la sûreté nucléaire. Nous recherchons pour ce poste un ingénieur généraliste A.M., I.N.S.A... ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un service technique ou dans un atelier de mécanique. Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73661/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

sepro LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la pâte et des plastiques.

N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur ROBOTIQUE

Ingénieur d'affaires
Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période de formation, assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste implique une technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 2205M à DIRECTION DU PERSONNEL - SEPRO - 85002 LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX



Un des premiers établissements français de carte de paiement et de crédit à la consommation, en expansion rapide recherche pour son siège à BORDEAUX :

CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure - Grandes Ecoles ou Université, il aura un minimum 3 années d'expérience dans la fonction, de préférence au sein d'un grand établissement de crédit à la consommation.

Il sera chargé :

- de l'établissement des prévisions budgétaires
- de l'analyse mensuelle ou ponctuelle des réalisations
- du contrôle des coûts
- des études de rentabilité.

Il saura détecter les améliorations possibles du compte d'exploitation de la société dans les domaines (commercial, financier, gestion) et proposer à la Direction Générale les actions pondérantes.

Il aura :

- de bonnes qualités d'analyse et de synthèse
- du bon sens et de l'imagination
- et du goût pour le travail en équipe.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à Cofinoga Publicité 20, boulevard de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra sous réf. 80.1177

MERLIN GERIN

15000 personnes, 35 filiales en France et dans le monde - Chiffre d'affaires 33 Milliards, en progression de 30 %, réalisé pour près de 50 % à l'exportation. Recherche pour son département transport

LE RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES «FRANCE ET EXPORT»

MISSION :

- Assister les ingénieurs d'affaires lors de l'examen des appels d'offres et lors des négociations pour le montage et la réalisation des affaires France et l'exportation sur les plans juridiques, fiscaux, financiers et réglementaires.
- Gérer les dossiers auprès des banques et organismes publics (COFAGE).
- Gérer le service administration des ventes, la facturation, le recouvrement des créances.

PROFIL :

- Formation supérieure (juridique, gestion...).
- Première expérience dans la fonction.
- Anglais indispensable + espagnol apprécié.

Poste à Grenoble. Un poste similaire est à pourvoir à Paris. Ecrire avec CV et prétentions sous réf. MTM 209 à : MERLIN GERIN Service G.C.E. 38000 Grenoble Cedex



Leader européen dans les services :

- TELEDISTRIBUTION
- RECEPTION SATELLITE
- SYSTEMES DE SECURITE

recherche pour son laboratoire de développement et son établissement à Normandie :

INGENIEURS ELECTRONICIENS TELECOMMUNICATIONS

Débutants ou quelques années d'expérience. Connaissances en technique VHF-UHF-vidéo pour développement équipements télédistribution et télévision par satellite.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience. Connaissances traitement numérique du signal et systèmes digitaux pour développement équipements HF digitaux et études CAO.

INGENIEUR MECANICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience. Conception mécanique (moulage plastique et métal) Conception mécanique par ordinateur. Mécanisation adaptée aux petites séries.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à PORTENSEIGNE - Service du Personnel - BP 157 - 27400 LOUVIERS

هكوان الشعل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux



les cables de Lyon

LES CABLES DE LYON, un des leaders mondiaux dans sa spécialité, est un groupe international réalisant 8 milliards de francs de chiffre d'affaires annuels. Il réalise environ 100 000 tonnes de câbles par an. Il possède de nombreuses filiales et participations en Europe et dans le monde. En France, ses activités sont réparties dans huit établissements situés dans tout l'hexagone. Grâce à ses investissements importants, il est l'un des leaders les plus modernes et les plus innovants des technologies de câbles, notamment dans le domaine des fibres optiques. Pour faire face à une forte expansion (plus de 20 % en moyenne sur ces dernières années), des postes nouveaux sont immédiatement créés, d'autres étant prévus à court terme dans d'autres unités, notamment celle de la région parisienne. Ce groupe recherche :

INGENIEURS CONFIRMES ET INGENIEURS DEBUTANTS GRANDES ECOLES : MECANICIENS, ELECTROMECHANICIENS, ELECTROTECHNICIENS

Ingenieur d'études - énergie haute tension Calais

En tant qu'assistant du chef du service technique, il prend en charge l'étude et le développement de câbles haute tension, notamment des câbles thermiques, hydrauliques et électrothermiques. Il apporte une assistance technique aux services commerciaux. Ce poste implique un ingénieur débutant diplômé grande école, ESE, INPG, AM + ESE, ENSEMIN. Des connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont envisageables. Ecrire à CH. SANCHEZ à Croix. Réf. AM4824M

Responsable industrialisation Calais

Il dirige la direction responsable de production. Il prend en charge, pour l'activité câbles sous-marine, l'industrialisation des produits et des procédés de production, l'amélioration des applications de fabrication. Ce poste implique un ingénieur mécanicien (AM, ICAM, IDN...) ayant une première expérience industrielle de deux ou trois ans. Elle aura si possible été acquise au sein d'un service méthodes dans une entreprise fabriquant des produits en aluminium. Des connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont envisageables. Ecrire à CH. SANCHEZ à Croix. Réf. AM4821M

Ingenieurs d'études - fibres optiques Calais

Ils prennent en charge, au sein de la direction télécommunications sous-marines, l'étude et le développement des câbles fibres optiques, notamment sous les aspects mécaniques. D'autre part, ils conçoivent les câbles aux caractéristiques particulières de la clientèle. Ces postes sont réservés à des ingénieurs débutants (Centrale, AM, ICAM, IDN...) motivés par un début de carrière dans une fonction très technique devant leur permettre d'évoluer vers d'autres responsabilités. Des connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont envisageables. Ecrire à CH. SANCHEZ à Croix. Réf. AM4823M

Ingenieur d'études - fibres optiques Lyon

Il prend en charge, au sein de la direction télécommunications sous-marines, l'étude et le développement des câbles fibres optiques, notamment sous les aspects mécaniques. D'autre part, il conçoit les câbles aux caractéristiques particulières de la clientèle. Ce poste est réservé à un ingénieur débutant, motivé par un début de carrière dans une fonction très technique devant lui permettre d'évoluer vers d'autres responsabilités. Des connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont envisageables. Ecrire à M. FOBY à Villeurbanne. Réf. AM4824M

Ingenieur de production Calais

Responsable du contrôle de fabrication, il prend en charge un atelier d'une trentaine de personnes. Il participe à l'étude des câbles sous-marins, à la mise au point de nouveaux produits. Il participe activement au développement de l'activité humaine, par le biais de la formation et de la capacité de production. Ce poste est réservé à un ingénieur diplômé d'une grande école (Télécommunications, INPG...) ayant au moins 30 ans et possédant une expérience minimum de cinq ans acquise dans un poste technique. Des connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont envisageables. Ecrire à CH. SANCHEZ à Croix. Réf. AM4824M

Responsable de groupe d'études Lyon

Il prend en charge l'étude et le développement des câbles de câbles métalliques et fibres optiques. Il dirige le prototype et la faisabilité de nouveaux produits. Il participe à l'étude des câbles sous-marins, à la mise au point de nouveaux produits. Ce poste est réservé à un ingénieur diplômé d'une grande école (Télécommunications, INPG...) ayant au moins 30 ans et possédant une expérience minimum de cinq ans acquise dans un poste technique. Des connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont envisageables. Ecrire à M. FOBY à Villeurbanne. Réf. AM4824M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :



PA Conseiller de Direction S.A.
78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.30.63
19, Résidence Flandre - 69100 CROIX - Tél. (7) 72.32.25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Stuttgart - Toulouse - Turin - Zurich

CADRE
Fonction Personnel
De formation Juriste en Droit Social et DES Gestion Personnel ou Militaire, 42 ans Sciences Po Paris.
Expérience souhaitée de 2 ou 3 années dans la fonction sociale, acquise dans une entreprise ou dans le secteur tertiaire.
Dans son rôle de conseil et de recherche, au sein de la Direction des Ressources Humaines, il participe à l'élaboration de la politique sociale et assure notamment :
- la mise des problèmes juridiques et sociaux (études juridiques, participation de la documentation juridique, réunions C.S.-D.P.), la gestion globale des absences (étude des bases, gestion prévisionnelle, tableau de bord...)
- la possibilité d'initiation pour un candidat spécialement intéressé par les relations humaines et la gestion dynamique du personnel.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la D.R.S. - C.R.C.A. du Morbihan - B.P. 205 - Av. de Kerangon - 56006 Vannes Cedex.

être le numéro 2 de new man junior
NEW MAN
Au sein de Jacques JAUNET S.A., le département recherche réalise un recrutement de 150 personnes de francs dont 40 % à l'export, au travers d'une distribution sélective de détaillants spécialisés et de boutiques franchisées.
Nous souhaitons recruter un collaborateur capable de relever le défi du Département dans l'ensemble de ses activités : synthèse des informations concernant le marché, la concurrence, les résultats de vente des représentants, les négociations et le suivi des ventes avec les Grands Magasins et les boutiques franchisées et l'étude de nouveaux produits. Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans environ, parlant anglais, ayant 3 ans d'expérience marketing ou variées dans une entreprise de biens de consommation, produits de marque et possible influencés par la mode. Ce poste est à pourvoir à CHOLET.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 245.83 M à notre Conseil 61, Hausmann - PARIS 14.
CB Chantal Baudron. s.a.

FINOUS FRANCE GLACE FINOUS
recherche pour son usine de BEAUVAIS (oise)
2000 emplacements
INGENIEURS
ARTS - METIERS ou équivalent
débutants ayant une première expérience opérationnelle réussie dans un service maintenance industrielle, ils verront confier la responsabilité de l'entretien d'un secteur de l'unité de production. Une première expérience leur permettra d'assurer, en plus, des responsabilités d'encadrement.
Merci d'adresser votre candidature à FRANCE GLACES FINOUS
Service du Personnel Charles Teller
Z.I. 2 - 60131 BEAUVAIS

LA SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
Groupe de 2500 personnes, qui développe son activité depuis plus de 90 ans dans le domaine du transport de l'eau de toute nature et des produits de haute technicité en béton.
JEUNES INGENIEURS
de formation type Arts & Métiers, Mines, Ponts, Centrale, ...
pour :
- ses usines de fabrication en Région Parisienne, à Marseille, Montpellier, Bordeaux et Lyon,
- ses chantiers de pose de canalisations dans la Sud-Est et la Région Parisienne,
- ses Bureaux d'Etudes à Paris.
La formation assurée dans ces premières missions, permettra à des candidats performants d'envisager de larges perspectives d'avenir tant en France qu'à l'étranger.
bonna
Ecrire avec c.v., photo et présent. (en précisant la région qui vous intéresse) sous réf. 151 à :
SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
Boîte Postale 371-08
75365 Paris Cedex 08.

usino
recherche pour son usine de **MARDYCK (Dunkerque)**
un ÉLECTRONICIEN
INGÉNIEUR
DÉBUTANT
diplômé d'une Grande École (ESE, ISEN, ENSEITH) il est appelé à assister le responsable du secteur « régulation - mise au point - laboratoire d'électronique » et à encadrer une importante équipe de techniciens de haut niveau en électronique électrotechnique et automatique.
Dans une unité de production technologique importante, il aura pour rôle, au sein d'un service de 150 personnes, d'étudier et de développer les perfectionnements des installations et des méthodes de contrôles d'outils complexes commandés par calculateurs de processus.
La taille de l'usine, de la Société et du Groupe garantit des évolutions progressives de carrières intéressantes dans des fonctions diversifiées et une grande variété de niveaux.
Adresser lettre de candidature et CV à l'attention personnelle du Directeur l'Usine **USINOR MARDYCK - BP N° 7**
59760 GRANDE-SYNTHE.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION MATERIEL FERROVIAIRE INOX LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS
(2 usines - 1200 personnes C.A. - 500 M.F.)
Filiale d'un groupe privé très important, recherche
DIRECTEUR FINANCIER
Il aura la responsabilité financière globale de la Société.
Ses proches collaborateurs assureront le fonctionnement de la comptabilité générale et du contrôle de gestion des 2 usines.
Il assurera lui-même les relations financières avec banques, Coface et la Société mère.
Le candidat sera diplômé d'une université ou d'une Grande École technique ou commerciale.
Il maîtrisera parfaitement la langue anglaise.
La préférence sera donnée à un candidat ayant une expérience internationale et connaissant parfaitement le marché de la gestion.
Le lieu de travail est situé au sein de la Société dans une région agréable à 100 Km Ouest de Paris.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 60371
C.A.S. 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Responsable filiales 200.000 F

Distribution d'articles de sport et camping. Une filiale de diffusion d'articles de sport et camping, filiale d'un groupe industriel français, dans le camping et le caravaning, disposant d'environ 130 points de vente, son enseigne exploitant directement 8 magasins, recherche en filiales, recherche le responsable filiales. Rattaché au Directeur Général, il aura la charge de dynamiser ce réseau sur le plan commercial, et sur le plan l'organisation (mise en place des structures, de procédures, suivi et contrôle). Ce poste s'adresse à un candidat (ou une candidate) âgé(e) d'au moins 30 ans, d'un niveau de formation supérieure (ESCAE...), et possédant une expérience de la distribution (succursale, franchise, grossiste d'achat, etc.). Le candidat doit posséder une réelle qualité d'organisateur, une bonne autorité personnelle. La rémunération, de l'ordre de 200.000 francs par an, est variable selon l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé en grande banlieue sud et suppose des déplacements en province. Ecrire à J.A. DENNINGER, Réf. 1000.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef du service gestion administrative du personnel et paie 180.000 F

L'un des plus importants groupes de l'industrie employant plus de 1000 personnes, recherche un chef de son service gestion administrative du personnel et paie. Rattaché au Directeur du personnel et des relations sociales, il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de personnes, chargé véritablement de l'ensemble des tâches administratives (paie, après-paie, fichiers, etc.). Le candidat doit posséder une expérience professionnelle, avec un niveau élevé à l'information en temps réel. Il devra également posséder un candidat âgé d'au moins 30 ans, et posséder une réelle expérience de la gestion administrative du personnel et d'un service important et complexe. Une maîtrise de l'informatique est indispensable. La rémunération, de l'ordre de 180.000 francs par an, sera variable selon l'expérience du candidat retenu. Le poste est à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER, Réf. 1000.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PRODUITS ELECTROMÉNAGERS
C.A. 500 millions de Francs, 1000 personnes, Filiale grand Groupe U.S., recherche son

RESPONSABLE gestion comptable des stocks

rattaché au chef du département comptabilité

- il comptabilise et analyse les flux financiers
- il gère les stocks
- il justifie le poste stock du bilan (80 M.F.)
- il travaille en collaboration avec les services marketing, distribution physique, contrôle de gestion,
- il améliore les systèmes existants et participe activement au développement et à l'implantation d'une nouvelle chaîne informatique.
- il est de deux collaborateurs.

Le poste requiert un niveau d'études supérieures et une expérience nationale de 3 ans en un poste comparable, en contexte anglo-saxon.

Envoyer C.V. détaillé à :

PUBLIALE G.R., 27, rue du Faubourg
75009 Paris, qui transmettra.

MATRA Choisissez une société et un produit porteurs !
Le Groupe MATRA développe ses activités RADIO-TELEPHONE

Ingénieur qualité logiciels

Nous recherchons un expert au niveau élevé qui saura faire passer ses exigences et sa souplesse à l'extérieur. Il a naturellement une expérience en développement de logiciels temps réel dans des projets.

Il participera à la définition des méthodes, procédures de développement et de tests de qualité logicielles, et sera ingénieur de qualité (20 personnes) pour leur mise en œuvre et en assurer l'application. (réf. 100/UM)

Pour ces deux postes : lieu de travail SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (banlieue Sud-Ouest - PARIS). Ambiance de travail jeune et dynamique. Possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V., photo récente actuelle), en précisant la référence choisie, à notre Conseil qui vous garantira la discrétion.

Ingénieur développement logiciels

Nous recherchons un homme ayant une expérience en temps réel, préparé à gérer des applications multiprocesseurs, à travailler dans un cadre plusieurs projets importants et systèmes de télécommunication faisant appel à la commutation à la radio.

Il sera responsable d'un service et interviendra dans des études puis sur le site. Il dirigera trois à quatre ingénieurs. (réf. 100/UM)

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
180.000 F

Signalisation PARIS

Une société française recherche une position de chef de service dans le domaine de la signalisation ferroviaire un INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL. Sous l'autorité du Directeur des Ventes, il sera chargé de promouvoir la gamme de produits de signalisation, de télétransmission et de systèmes d'acquisition d'informations auprès d'une clientèle industrielle (mines, cimenteries, aciéries, raffineries, etc.). Il devra également assurer l'animation d'un réseau d'agents indépendants, de sorte qu'il amène assez rapidement à diriger une équipe d'ingénieurs commerciaux. Le candidat doit posséder une formation Ingénieur possédant une première expérience de la vente de produits techniques et de la réalisation d'infrastructures lourdes. La maîtrise de l'anglais est exigée. Ecrire à :

GRH conseils
3, rue de la Ségur 75007 PARIS.
Distributeur exclusif.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

nt northern telecom

DATA 100
RECHERCHE D'INGENIEURS COMMERCIAUX
recherche pour ses agences de LILLE et LYON des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Le candidat en charge la responsabilité d'un secteur géographique, assure le suivi des clients existants qu'il faut développer et développer une clientèle nouvelle, commerciale, essentiellement de grandes entreprises de l'industrie et du secteur informatique.

Ces postes conviennent à des professionnels de la vente de matériel informatique de qualité, ayant acquis dans leur expérience les techniques de vente. Ils devront apporter de bonnes qualités de compréhension technique et surtout des relations commerciales probantes. Développement de la clientèle est un excellent moyen.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence à : A. BOUTIERES groupe AVISO :
- 80 rue de la Paix 75002 PARIS (poste de LILLE),
- 11 quai Gambetta 69008 LYON (poste de LYON).

Membre du Syntec.

Revue AVISO

Entreprise Industrielle, d'un important groupe français, leader sur son marché, recherche :

1) POUR USINE (1000 personnes)
ingénieur
école Mines ou équivalent
Débutant ou ayant quelques années d'expérience. Il prendra la responsabilité du service METHODES, puis d'un service de FABRICATION. Evolution ultérieure envisageable vers un poste de responsabilité importante l'Entreprise.

2) POUR USINE (800 personnes)
ingénieur entretien travaux neufs
électroniciens
diplômé à M ou équivalent, débutant ou expérimenté, perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature et CV sous référence correspondante à :

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

CREDIT AGRICOLE
la NIEVRE
recherche pour son département bancaire

un Responsable Etudes

La principale mission sera de proposer et conduire les projets permettant de développer le haut niveau de technicité du département.

PROFIL :
- Ingénieur ou équivalent (MAGE)
- Connaissances bancaires ou informatiques souhaitées.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo à :

C.R.C.A.M. de la NIEVRE
Service des Ressources Humaines
B.P. 11 - 58000 VAUZELES.

création de postes...

Notre groupe leader national dans le domaine du transport recherche dans le cadre de son expansion

3 AUDITS INTERNES
réf. M. 83/388

Sous la direction des services comptables du groupe, ils sont chargés auprès des filiales de province, de missions ayant pour objet principal le contrôle des documents comptables et de la tenue des livres. Ils doivent posséder des connaissances physiques et dans certains cas l'étude, la proposition et la mise en œuvre de procédures de contrôle en vue d'une meilleure efficacité.

La fonction exige une bonne maîtrise de l'anglais et le goût des contacts, une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse, ainsi que des contacts, une grande disponibilité, les déplacements en province occupant en général 3 semaines par mois.

Les possibilités de carrière sont prévues au sein du groupe pour l'obtention de postes d'encadrement et de direction.

4 CHEFS DE BUREAU COMPTABLE
réf. M. 83/389

Directement opérationnels auprès des établissements filiales, ils sont en charge de bureau comptant 6 à 10 employés. Ils possèdent une formation du niveau comptable DECS certifiée par une expérience de 3 à 5 ans dans la comptabilité générale et analytique ou moyenne entières.

Les postes proposés sont à pourvoir à PARIS, REIMS, CHARTRES et SAINT-MALO.

Adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo, en indiquant préférence sous réf. correspondante à A.S. CAPME CONSEILS 11 Thiers 75116 PARIS.

Important Groupe Industriel FABRICATION PAPIER recherche pour son laboratoire de Recherche et d'Application

JEUNE-INGENIEUR

GRANDE ECOLE
UNIVERSITAIRE CHIMISTES OU DOCTORAT 3^e CYCLE

Ce collaborateur travaillera ADJOINT A L'UN DES CHEFS DE PROJET sur des études précises.

Connaissance pratique de la physique et la chimie des hauts polymères, expérience des techniques d'analyse, de la technologie de la technologie papetière des colorants, souhaitées.

Anglais parlé indispensable. Allemand apprécié.

Lieu de travail : RHONE-ALPES

Envoyer lettre manuscrite avec CV 4, rue Ambal Courbet-75116 PARIS, sous référence 60.639.

Cabinet Leconte

1 REGION AUBE 1 REGION ALSACE

2 INSPECTEURS COMMERCIAUX

L'indépendance, Compagnie d'Assurances IARD Paris soucieuse de développer son portefeuille en France recherche 2 inspecteurs commerciaux.

a) Spécialiste risques particuliers pour région Aube et départements limitrophes (résidence Troyes). Agé de 35 ans minimum il aura pour mission, former et animer un réseau d'apporteurs risques particuliers.

b) Spécialiste risques particuliers pour région Alsace (résidence Colmar). Agé de 35 ans minimum, il sera chargé des apporteurs risques particuliers et d'établir avec eux des relations de confiance.

Pour ces deux postes nous recherchons :

- une réelle expérience de la vente en assurance,
- une grande facilité de contact et de décision,
- un bon niveau de l'organisation.

Nous leur garantissons :

- une indépendance financière,
- un soutien technique,
- une formation de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature C.V., photo et références à :

Indépendance
2, rue de la République
75002 PARIS

La Division
Société de la

1 INGENIEUR OIL DOCTORAT 3^e CYCLE

Débutant ou quelques années d'expérience. Formation physique pour la recherche et les études en laboratoire de chimie et de pétrole. Travail de bureau, application de la chimie et de la physique.

Adresser C.V. et C.B.T.S. 11, rue Henri Robert 44300 - Nantes.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

UN JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN
180.000 F

Notre client est la filiale française d'un important groupe américain. Cette société recherche actuellement, spécialisée dans le marché de la télévision de :

responsable technique

La personne recrutée sera chargée de la supervision des prestations des sous-traitants. Il aura en outre pour mission le développement d'un réseau de sous-traitants en France.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou équivalent qui depuis deux ou trois ans possède son premier poste, probablement dans un service après-vente de matériel électronique. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Adresser C.V. à : MARIE-JO MARTIAL
4 avenue de la République - Paris
sous réf. 01-2121, en indiquant votre salaire actuel et un numéro de téléphone.

emploi régional

ME D'INFORMATION COMPTABLES

Chief de personnel des relations sociales
Strasbourg

AGENTS CO-COMMERCIAUX

Un Gerant de bureau

Un Sous-Directeur d'Agence

Des Jeunes Actes Commerciaux

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

3 ANALYSTES 2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Henkel HENKEL FRANCE - 1000 personnes, 3 usines, CA 2 milliards de francs, filiale d'un des premiers groupes chimiques européens.

Pour renforcer son service Organisation et Informatique, constitué de 45 personnes, équipé de 2 IBM 4341 et 85 écrans, utilisant les systèmes d'exploitation DOS/VSE, VM/CMS, CICS et TRANSPAC nous recherchons :

3 ANALYSTES

Rattachés à un chef de groupe (3 groupes : usines, administration, ventes), vous développez les analyses fonctionnelles et organiques des nouvelles applications et prenez en charge le fonctionnement des applications existantes. Vous animez une équipe de projet de 2 à 3 personnes dont vous planifiez et coordonnez les activités. A la compétence technique vous ajoutez bien sûr une aptitude confirmée au management et au contact utilisateur.

Vous êtes, pourquoi pas diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience : poste aux responsabilités comparables aux moyens et aux systèmes IBM. Vous connaissez de préférence les langages COBOL et/ou FORTRAN.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Rattachés à un analyste, vous réalisez les nouvelles applications de gestion et prenez une part active à la maintenance des chaînes existantes.

Vous avez acquis une expérience confirmée de la programmation en COBOL et/ou FORTRAN, dans un environnement moyen ou grand système IBM, et connaissez de préférence CICS.

A chacun de ces 5 postes la connaissance de l'anglais, au moins lu, est utile.

Lieu de travail : Porte d'Italie.

Nous vous invitons à prendre rapidement contact :

Rudolph Von Roesfeldt,

Adressez lui lettre de candidature, CV détaillé, photo et lettre actuelle

actuelle référence : HENKEL à TEG - 18, place Henri Bergson

75001 PARIS.

Nous garantissons le secret des candidatures.



Une division de SYSTEMA

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour la filiale ASTRA-CLAVE
(Fruit d'Or, Epi d'Or, Astra, Planta, Planta Fin)

UN JEUNE INGENIEUR TRAVAUX NEUFS ET MAINTENANCE

(ECP, ENSAM, Mines, IDN, ECL...)

Les services techniques de notre filiale recherchent un jeune ingénieur généraliste pour lui confier auprès de la centrale à énergie et de notre département raffinage des huiles les deux missions suivantes :

- Maintenance des installations industrielles : une équipe d'une dizaine d'agents maîtrise et d'ouvriers spécialistes d'entretien : maintenance opérationnelle, gestion de gestion prévisionnelle des interventions ;
- Travaux neufs : définition, coordination et mise en œuvre des nouvelles installations : liaison avec les services concernés (production, bureau d'études, laboratoire de développement).

Ce poste requiert une bonne formation d'ingénieur généraliste pour mettre en œuvre des techniques avancées dans les domaines de l'automatique, de la mécanique, de la pneumatique, de l'électrotechnique, de l'informatique. Il requiert également des aptitudes à l'animation et au dialogue, capables de s'affirmer en milieu industriel. Il constitue une première (ou seconde) expérience professionnelle pour un jeune ingénieur qui se révélera capable d'évoluer ensuite dans un Groupe international.

Le poste est basé à ACHIERES (92) dans une usine de 1.000 salariés. Anglais nécessaire.

Adressez C.V., photo et prétentions à : référence 111/83
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICE
8, Avenue de la Liberté 75116 PARIS 08.

Ingénieurs chimistes

Filiale d'un important groupe international, nous vous proposons de travailler dans l'un des domaines suivants :

Service technique

- développer les nouveaux produits,
- assurer la liaison technique avec la clientèle européenne, le service clients et le laboratoire,
- former les vendeurs et distributeurs des produits,
- assurer des études techniques sur les produits et leurs applications.

Formation :
- Ecole Supérieure de Chimie avec, si possible, une spécialité polymère,
- débutant ou 2 à 3 ans d'expérience en élastomère, colles, peintures, vernis...
- anglais indispensable, allemand apprécié,
- déplacements réguliers de 1 à 3 semaines.

Service qualité et méthodes

- assurer la synthèse des fonctions qualité et méthodes,
- déterminer et participer aux programmes de qualité,
- développer et mettre au point les tests de certains produits,
- définir et optimiser les méthodes de fabrication.

Formation :
- Ecole Supérieure de Chimie,
- débutant ou 2 à 3 ans d'expérience éventuellement,
- anglais obligatoire et pratique de l'allemand apprécié.
Ce poste nécessite l'encadrement et l'animation d'un groupe de 4 personnes.

Adressez C.V., photo, manuscrite, photo (retournée) à
3M FRANCE
Service du Recrutement
Boulevard de la République
92100 BOULOGNE



Créée en 1967 et spécialisée dans l'informatique graphique, notre société est seule en Europe à proposer un système de gestion et d'édition associant textes et images.

Nous employons environ 450 personnes en France et nous sommes U.S.A. compte 200 personnes. Soucieux de développer une sérieuse politique technique, nous recherchons des collaborateurs au fort potentiel d'innovation.

Aussi, nous recherchons aujourd'hui :

Chef de projet informatique

d'excellent potentiel (formation supérieure, écoles reconnues), il possède une expérience de 5 ans dans le poste, une préférence dans les domaines de l'informatique graphique, des télécommunications et de la mise en œuvre de mini-ordinateurs (hard et soft).

Responsable du développement d'un produit et de son industrialisation, il a un sens de l'initiative, des contacts humains et une bonne pratique de l'anglais.

Ingénieur système

de formation supérieure, il a acquis, après un minimum de 3 à 4 années d'expérience, une très bonne connaissance des produits : DOS/VSE, CICS, POWER, ICCP et si possible VM/CMS (IBM 4341).

Outre la pratique de l'assembleur, la connaissance de PL/1 et/ou du COBOL est souhaitée.

Analyste-programmeur

environ 2 ans d'expérience et la possession d'une formation du type DUT. Pratique du langage PL/1 et/ou COBOL ainsi que celui de l'assembleur IBM, si possible, la mise en œuvre de logiciels graphiques.

Pour ces trois postes, compte tenu de l'expansion, les opportunités d'évolution sont réelles et la rémunération proposée, fonction du potentiel, est très motivante.



Prérez d'adresser lettre manuscrite et C.V. à Mlle DAMIEN - SOGITEC - 27, rue Vanves - 92100 BOULOGNE.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour le
Département Exploitation et Conduite de Réseaux
au Siège Social OUEST DE FRANCE

INGENIEUR CHEF DE PROJET LOGICIEL

réf. 59217 A

Il devra mener à bien un projet d'informatique/ temps réel pour la conduite de l'automatisation des réseaux électriques.

Le projet sera par une équipe d'automaticiens à l'aide de mini-calculateurs.

Ingénieur de formation informatique, minimum 5 ans d'expérience exigée, anglais indispensable.

INGENIEUR LOGICIEL

réf. 59217 B

Il réalisera des projets informatiques/temps réel sur mini-calculateurs, au sein d'une équipe coordonnée par un Chef de Projet.

Ingénieur formation informatique, 3 à 5 ans d'expérience, anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence à Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LCT

Laboratoire Central Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEHT - ECP - ENSERG

- pour participer à ses études dans le domaine de la télématique
- réseaux locaux pour téléphonie données.

ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience dans le domaine de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. TC

ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. CF

- pour renforcer ses équipes en matière de communications optiques.

ingénieurs pluridisciplinaires

(INSA ou équivalent)

plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :

- conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques
- relation avec le bureau d'études,
- intégration des prototypes à l'équipement électrique,
- suivi des projets.

réf. RJ

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste à LCT - 40 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

The Chase Manhattan Bank N.A.

recherche

auditeur international

Vous souhaitez débuter votre carrière dans l'environnement international de l'une des toutes premières banques mondiales en rejoignant une équipe d'auditeurs jeunes et dynamiques. Vous avez une formation supérieure (université, grande école de commerce), vous parlez anglais couramment, vous êtes capable de dialoguer à tous les niveaux de la hiérarchie, vous avez un esprit d'analyse et de synthèse.

Nous vous offrons :

- une formation aux produits de la banque et aux techniques modernes de l'audit faisant appel à l'informatique,
- très rapidement des missions variées dans les différents départements de la banque à Paris et dans plusieurs pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, à Denise Thuiller, Service Recrutement, 11 rue Cambon, 75001 Paris

informatique industrielle

sema informatique

La Division informatique de sema metra, Groupe européen conseil, d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche des :

jeunes ingénieurs

de formation d'une grande école d'ingénieurs. Ils ont effectué quelques stages qui leur ont permis de maîtriser l'automatique, le langage ZILLOG ou INTEL. Dans un environnement en pleine expansion, ils seront assurés d'une évolution rapide de leurs responsabilités dans les domaines Télématique, systèmes en temps réel, CFAO, robotique.

Adressez votre CV avec une lettre manuscrite, en précisant la référence 10395/M à J. Hejage, Sema-Sélection, Metra, 16/18, rue de la République 91100 MONTEAIGNE

sema, selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

هكزا من الاول

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Jeunes spécialistes de haut niveau

Paris

Cette société de tout premier plan (plus de 10.000 personnes et de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires) est un des leaders mondiaux dans la fabrication et la vente de biens d'équipement. Elle possède de nombreuses filiales, réalise 70% de son chiffre d'affaires à l'étranger et connaît une expansion constante (plus de 10% des dernières années). Elle recherche pour son siège des jeunes cadres de haut niveau :

Attaché de direction financière

Il prendra en charge l'optimisation de la trésorerie, la tenue des tableaux de bord financiers et la mise en œuvre des financements à l'exportation. Ce poste est adressé à un jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, possédant au moins trois années d'expérience acquises et possible en milieu bancaire ou tout au moins dans une fonction similaire.

Réf. AG703M

Juriste d'affaires internationales

Il est chargé du service juridique, du suivi d'affaires internationales, de l'étude et du contrôle des contrats à l'exportation et de la concession de licences et de brevets. Il participera aussi aux négociations en vue d'acquisitions de sociétés. Cette opportunité devrait intéresser un jeune universitaire âgé d'au moins 30 ans, véritable spécialiste du droit international, possédant cinq années d'expérience dans un poste identique.

Réf. AG704M

Pour ces deux postes, l'anglais courant est indispensable, l'allemand souhaité. De réelles perspectives de carrière sont à moyen terme, notamment à l'étranger (Europe, USA). Les rémunérations sont largement ouvertes ; elles sauront motiver les candidats de valeur, acceptant une mobilité géographique. Ecrire à M. [nom] :

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

10, rue [nom] - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.44

Ansterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

un organisateur-analyste pratiquant... les nouveaux moyens de paiement.

(réf. 4078 LM)

Un réseau national d'organismes financiers et de crédits généralise l'utilisation de ses cartes (bleues et autres) et vous propose de rejoindre, à Paris, sa direction technique qui oriente le choix des moyens (DAB, GAB, TPV...), conseille et assiste le réseau pendant la phase de mise en place.

Vous êtes ingénieur ou universitaire, avez acquis, en 10 ans environ, dans une banque, un établissement financier ou chez un conseil, l'expérience de la conduite d'actions d'organisation portant sur les transactions et les échanges automatisés et souhaitez la valoriser en élargissant votre champ d'action.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.

Après une formation initiale, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micro à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez le projet.



COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le plus ancien et l'un des plus importants établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier (2000 Collaborateurs, 600 000 prêts en gestion, 30 implantations en Province).

recrute

de jeunes cadres à fort potentiel

3 ingénieurs informaticiens réf. I.I-M

(Grandes Écoles d'Ingénieurs, Option Informatique), pour participer à l'organisation et à la conception des chaînes de gestion financière sur matériel IBM 4341/2 sous M.V.S., C.I.C.S. et bases de données.

2 chargés d'études réf. C.E-M

l'esprit concret (École de Commerce ou de Gestion, Maîtrise de Sciences Économiques, I.A.E.), pour renforcer les Services d'études rattachés à la Direction (conception de nouveaux produits, leur négociation, leur mise en place...).

1 comptable réf. C-M

(D.E.C.S.), ayant acquis une expérience de plusieurs années soit chez un Expert Comptable, soit dans un Service de Comptabilité informatisée, pour renforcer l'équipe de Comptabilité Générale (analyse des comptes de bilan et de résultats).

1 juriste réf. J-M

(Maîtrise de Droit Privé), ayant acquis quelques années de pratique du Droit Immobilier ou du Droit de la Construction pour effectuer des études à caractère général et traiter des dossiers particuliers.

de jeunes techniciens expérimentés

2 programmeurs réf. P-M

(D.U.T. d'informatique), pour étoffer nos équipes de programmation orientées sur les applications de gestion financière sur matériel IBM 4341/2 sous M.V.S., C.I.C.S. et bases de données). Une expérience de quelques années de la programmation sous Cobol est exigée, allée si possible à la connaissance de C.I.C.S.

2 comptables réf. C.I-M

(B.T.S. ou D.U.T. de COMPTABILITÉ), ayant une expérience de plusieurs années d'un Service de Comptabilité informatisée, pour compléter l'équipe des techniciens du Service de la Comptabilité Générale.

3 commerciaux réf. C.X-M

(D.U.T. Techniques de Commercialisation, Gestion des Entreprises), pour intervenir en appui des Inspecteurs auprès des différents prescripteurs. Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Pour tous postes, une EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE allée aux diplômes exigés, est un atout important. Les candidats intéressés doivent adresser un C.V. détaillé et une lettre manuscrite précisant leurs prétentions, sans omettre la référence du poste choisi, à François COUDURIER - CDE - Recrutement : 3, rue de la Paix 75006 PARIS CEDEX 02.

3, rue de la Paix 75002 PARIS

La société informatique d'un important groupe Industriel Chimique Français recherche :

Un Chef de Projet

Intégré au département Études (100 personnes) vous allez dans le cadre d'applications de gestion, une équipe d'Analystes Programmes, dans un environnement IBM.

Dans un secteur dynamique vous bénéficierez d'une large autonomie : initiation, réalisation et gestion des applications.

Nos structures nous permettent de vous offrir une bonne intégration et un support technique particulièrement efficace.

La rémunération est indéniablement liée à l'envie de travailler.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et vous avez une première expérience de suivi de projets d'un ou deux ans.

Adressez C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à :

ALPHA CDI
59 rue Saint Didier 75116 PARIS

ALPHA CDI

120 000 F et +

Jeunes Ingénieurs

attirés par l'Informatique :

Bénéficiez des avantages d'un grand groupe Industriel Chimique Français. Dans la Société Informatique de ce groupe que vous ferez vos premiers pas. La diversité des travaux que nous effectuons dans le département Études et applications de gestion est de nature à vous passionner.

Jeunes Ingénieurs, que vous soyez débutants ou avec une première expérience en informatique, saisissez cette opportunité en nous adressant vite un courrier de candidature, qui nous précisera votre formation, vos motivations, les secteurs et plus particulièrement les travaux qui vous intéressent.

Lieu de travail : COURBEVOIE

Notre conseil établira les premiers contacts, écrivez-lui en adressant C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence 1603 LM à :

ALPHA CDI
59 rue Saint Didier 75116 PARIS.

ALPHA CDI

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENERTEC

recherche pour l'une de ses
située en région

Un contrôleur de gestion
"financial controller"

International, le groupe Schlumberger...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Il a une expérience de 2 à 5 ans dans une entreprise industrielle ou commerciale...
Il doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Des capacités de contacts et d'animateur, la pratique de l'anglais, le maîtrise sont des atouts dans la perspective d'évolution de carrière au sein du groupe SCHLUMBERGER.

Envoyer votre curriculum vitae...
à M. J. COUREAUD...
1, rue Neupont...
92541.

ENERTEC

Schlumberger



rejoindre CMG, pourquoi ?

Société de Service et de Conseil en Informatique, nous connaissons depuis notre création...
1973, une progression...
Ce développement nous le devons à la fidélité de nos 80 collaborateurs ingénieurs et techniciens...
Nous sommes appelés aujourd'hui à...
Ingénieurs et le professionnalisme et le dynamisme nous permettront d'évoluer vers une position de leader dans nos activités.

INFORMATIQUE DE GESTION (Orsay ou Lyon)

chef de projet

De formation supérieure...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

analyste-programmeur

Vous participez à l'analyse organique, à la programmation...
à la mise en place du logiciel et seconderez...
le chef de projet. (Réf. A 1)

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Orsay)

ingénieur maintenance

Dans le cadre du développement de nos installations...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

chef de projet

MESURE - TRAITEMENT DU SIGNAL -
ARRAY PROCESSOR
Vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans...
une de ses spécialités. Nous souhaitons vous donner...
la responsabilité complète d'un...
de la réalisation d'importants...
industriels. Une...
fonction où les aspects humains et commerciaux sont...
déterminants. (Réf. A 4)

ingénieurs logiciel

MINI et/ou MICRO
Avec indépendance et responsabilité, vous...
des projets...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

ingénieur électronique

Vous participez à la...
micro-programmé...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

MICRO-INFORMATIQUE (Orsay)

ingénieur commercial

Analysant les besoins des clients, proposant des...
solutions adaptées, vous êtes chargé de prospecter...
suivre le développement des ventes de terminaux et...
micro-ordinateurs. Vous devez posséder...
la formation supérieure, ECOLE D'INGÉNIEURS...
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE...
(Réf. A 7)

ingénieur T.C.

Vous assurez le démarrage...
support logiciel...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...



Merci d'adresser votre candidature, C.V., lettre manuscrite, préférences...
en précisant la référence du poste à M. Pierre de BANTEL - CMG
ZA Courbevoie - Avenue du...
LES LILLES

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
ET DE GESTION

Jeune Ingénieur, devenez chef de projet
dans la direction financière d'une banque.

Ingénieur de formation...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

notre directeur, Lyon
d'une association à but non lucratif (20 salariés).

Notre...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

notre directeur, Lyon
d'une association à but non lucratif (20 salariés).

Notre...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

Diriger les Études Informatiques
d'un Grand Groupe d'Ingénierie.

Le développement important de...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
X, Mines, Centrale, Sup'Elec.

qui, placé sous l'autorité du Directeur du département Informatique, sera chargé de faire...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Ce poste de fort calibre requiert l'expérience d'un informaticien rompu au terrain et possédant une expérience accomplie des problèmes posés par l'introduction de l'informatisation chez les utilisateurs. Ce back-ground aura été acquis pendant plusieurs années dans un domaine similaire, par préférence, tel qu'Ingénierie, Bureau d'Études ou de service...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) à M. J. COUREAUD...
1, rue Neupont...
92541.



CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION

Crée en Juillet 1962 entre en phase d'exploitation.

Après une période d'investissements techniques et commerciaux, les chantiers démarrent à la fois en FRANCE, PARIS et REGIONS, et AU NIVEAU INTERNATIONAL. Nous devons donc renforcer nos structures d'encadrement :

DIRECTEURS D'AGENCE, RESPONSABLES DE TRAVAUX tous niveaux.

Vous voulez prendre un nouveau départ avec nous ?

Nos perspectives d'activité nous permettent par ailleurs d'accueillir des maintenance des INGÉNIEURS DEBUTANTS qui pourront se former au sein d'une équipe soudée et dynamique.

Adresser votre candidature à Claude BALON Directeur du Personnel
CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION
92/98 Bd. Victor-Hugo 92115 CLICHY.

BOUYGUES

Juriste contrats
internationaux

Le Chef du Service Juridique International recherche un collaborateur pour l'assister...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Le poste exige :
● Maîtrise Droit Privé minimum (Droit des Affaires...)
● Première expérience en entreprise de 2 ou 3 ans.
● Anglais courant apprécié.
● Disponibilité pour déplacements en courte durée.
Il devra pouvoir prendre en charge rapidement, entre autres activités, tous aspects juridiques relatifs à la préparation et au suivi des contrats de...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Merci d'adresser votre candidature...
référence...
Bâtiment International - Direction du Personnel - B.P. 204
92142 CLAMART CEDEX

SOPAD-NESTLE

recherche
pour son laboratoire de contrôle et recherche au siège
social situé à Courbevoie près Pont-de-Neuilly

TECHNICIEN ou TECHNICIENNE

possédant DUT...
B.T.S. chimie ou biochimie
langue anglaise appréciée).
Envoyer candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo
(sans retour) et prétentions à :
SOPAD - Service du Personnel
17-19, quai du Président Paul-Doumer.
92411. Courbevoie cedex.

BANQUE PARIS (8°)

pour son

SERVICE ÉTRANGER

GRADÉ CONFIRMÉ

Ayant grande expérience des transferts
et rapatriements éligibles.
Bonne connaissance de l'anglais
et de la réglementation des changes exigés.
Adresser C.V. et lettre manuscrite sous n° T 038.331 M
Régio-Press, 11 bis, rue Réaumur, Paris 2°.



ÉTABLISSEMENT FINANCIER

TOUR MAINE-MONTPARNAISE

recherche

POUR SON INSPECTION GÉNÉRALE

UN CONTRÔLEUR

SENIOR

35 ans environ.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur Technique ou Commercial, le candidat devra justifier d'un minimum 5 ans d'expérience acquise au sein de la Direction Financière d'une entreprise ou d'un établissement financier.

Sa responsabilité sera l'évaluation du risque encouru par la société, réalisée au travers des diagnostics d'entreprise et de contrôle de l'application des procédures définies par la...
La gestion est directement rattachée...
Le candidat doit avoir une expérience...
de la gestion du groupe...
et de l'application des...
procédures de gestion...
et de l'application des...
procédures de gestion...

Il aura en outre la charge de la formation des Contrôleurs Juniors.

Pour ce poste, sont indispensables :

- Une connaissance approfondie de la P.M.E.
- Une pratique de l'analyse financière ou de l'audit d'entreprise, ainsi que des procédures informatiques utilisées dans ce cadre.
- Sens de la rigueur, diplomatie et discrétion.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
FACTOFINANCE HELLER
Service du Personnel - Tour Maine-Montparnasse
75734 Paris Cedex 15.

OFFRES D'EMPLOI

I.E.N.A.

steri

ingénieur inform
analyste

steria

BUITON

1CHEF de PR
Junior

PROTANTS DE
se VIII ou +)

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME SECTEUR TERTIAIRE
PARIS, 300 personnes

**RESPONSABLE DU PERSONNEL
ET DES RELATIONS SOCIALES**

Le candidat a une expérience de plusieurs années dans la fonction en tant que responsable. Il doit connaître tous les aspects ainsi que dans le domaine administratif que dans celui des contacts avec les représentants du personnel.

Il travaillera directement avec la Direction Générale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8.626 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

24 ans

j'ai échoué

à l'E.N.A.

Voir page demandes d'emploi

Démarrez votre carrière pied au plancher

Ford, c'est une parfaite maîtrise de la technique automobile doublée d'un dynamisme commercial exemplaire : l'Escort en 80, la Sierra en 82... Ford France vous propose de rejoindre le succès en intégrant le Département Pièces ou le Département Voitures, qui sont le fer de lance de notre activité commerciale. Nous avons aussi le sens de la réciprocité, nous bâtissons ensemble votre essor professionnel.

Nous recherchons de jeunes Diplômés d'Etudes Supérieures de Commerce (MBA, ESSEC, EBS, ESC...) ou techniques (Ingénieurs Mécanique...) maîtrisant l'anglais, débutants ou avec une première expérience professionnelle.

Assistant Chef de Produit

Au sein de l'équipe marketing pièces, votre connaissance approfondie du marché vous permettra d'élaborer une politique de prix rendant vos produits plus compétitifs. Vous assurerez également le lancement et le suivi de campagnes promotionnelles.

réf. MV 1

Conseiller de Gestion

Vous aiderez notre réseau de concessionnaires à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par Ford, et participerez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux. La mobilité fait partie des exigences de ce poste.

La maîtrise de l'informatique est également demandée. réf. MV 2

Merci d'adresser votre candidature en précisant les références choisies à Ford France SA, Direction du Personnel : 344 Avenue Napoléon Bonaparte, 92506 Rueil-Malmaison Cédex.



**Spécialiste Promotion
des Ventes**

Notre équipe marketing doit pouvoir compter sur votre sens de l'organisation, votre rigueur et votre autorité pour participer au lancement des campagnes promotionnelles et, surtout, en assurer le suivi.

réf. MV 1

**Conseiller Technique
Après-Vente**

Vous aiderez nos concessionnaires sur le plan de la gestion, de l'organisation et de l'équipement de l'atelier, de l'assistance technique et des actions promotionnelles.

Votre formation de base est essentiellement technique ou votre passion pour l'automobile vous a conduit à vous familiariser avec la mécanique. Les déplacements sont une donnée essentielle de ce poste.

réf. MV 3

steria

Nous sommes une des premières entreprises Européennes d'Ingénierie Informatique. Vous êtes

**ingénieur informaticien
analyste**

et vous avez une expérience dans les domaines de la Conception de Systèmes, des Réseaux, de la Gestion de Bases de Données, des Télécommunications.

Nous vous proposons de participer à d'ambitieux projets de CONCEPTION et de DEVELOPPEMENT de SYSTÈMES dans les secteurs les plus pointus :

- VIDEOGRAPHIE, VIDEOCOMMUNICATION.
- RESEAUX HETEROGENES.
- APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES.

Lieu de Travail : REGION PARISIENNE.

Nous vous offrons :

- La bénéfice de solides méthodes de travail dans un environnement professionnel expérimenté.
- Une formation sans cesse renouvelée, en liaison avec la complexité de nos projets.
- Un développement professionnel à la hauteur de vos ambitions.

Envoyez votre curriculum-vitae et vos prétentions à :

Monsieur Yves ROUILLY
STERIA SYSTEMES
11 avenue de l'Europe
78140 VELIZY VILLACOUBLAY



SOGEN

Maintenance et Installation
Matériel de Station-Servant.

Recherche pour ONLY

**UN RESPONSABLE
administratif (h/f)**

- Il sera responsable de la facturation clients et fournisseurs, du recouvrement des créances, de la gestion des achats, de la mise à jour et du suivi des tableaux de bord ainsi que du contrôle de gestion.
- Il sera responsable de l'entretien des prix de revient et de la facturation, en liaison avec les Responsables actuels.
- A terme, il sera chargé de l'administration du personnel et la gestion des moyens généraux.

DE POSTE CONVENIRAIT : Au titulaire d'un diplôme supérieur (ESCA, IAE), ayant une première expérience réussie de 2 à 5 ans dans une fonction similaire. Ou au titulaire d'un BAC 22 ou 23, ayant une expérience de 3 ans au poste proposé.

Ad. C.V., lettre motivation, photo et 2 photos d'identité à : SOGEN, Direction du Personnel, 52, rue Victor-Hugo, 92000 NANTERRE.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS

recherche

**2 VENDEURS
PRODUITS
FINANCIERS**

ayant une réussite prouvée dans la vente produits financiers.

- Nous vous proposons : — Des produits bien adaptés ; — Un esprit d'équipe important ; — Une VSP ; — Minimum général + commissions ; — Salaire fixe ; — 10.000 francs par an ; — 633-50-00.

Association centres de recherches et de formations pour la recherche non déqualifiée nationale pour la recherche non déqualifiée nationale

fonctionnement général ; relations extérieures ; coordination des actions régionales.

Expérience de formation et d'animation, esprit de synthèse, sens de l'organisation. Ad. C.V. et photo à : S.T.A., 27, rue Châteauneuf, 75010 Paris, avant le 3 mars 1983.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

**DES INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
UNIVERSITAIRES**

Option : Informatique, automatique, électronique, etc. Débutants à 3 ans d'expérience.

**DES ANALYSTES
PROGRAMMEURS**

Niveau DUT Informatique. 1 an d'expérience minimum souhaitée. Les candidats retenus seront contactés dans les 15 jours.

Envoi à : C.V. à AXIAL, P.B. s/réf. 1.700, 27, rue Tolbiac, 75006 PARIS, qui transmettra.

La Fondation Saint des Étudiants de France recherche pour ses services centraux à Paris 200

UN ATTACHE ADMINISTRATIF

Les candidats doivent être titulaires au minimum d'un diplôme de fin de 1^{er} cycle études supérieures et justifier d'une compétence et expérience professionnelle en gestion financière, comptable, droit des assurances.

Envoi à : C.V. déposé à : Fondation S.E.F., B.P. 147 - 75664 Paris Cedex 14

**SOCIÉTÉ
DES CEMENTS
FRANÇAIS**

C.A. consolidé 4 milliards — Chiffre consolidé 1981 : 4,1 milliards — En France 16 cimenteries des plus importantes dans les secteurs complémentaires — A l'étranger, présence dans 12 pays par production, activités de conseil, d'assistance technique, dans le cadre du développement de la Division Internationale

Ingénieurs chargés d'affaires

Centrale, Mines, A & M,...

chargés d'élaborer, de négocier, de superviser des contrats, conseil, d'assistance technique à l'étranger dans les domaines :

- conception, construction d'ensembles industriels (faisabilité, conseil, l'ingénierie, supervision, réalisations)
- exploitation d'ensembles industriels (management, disposition d'équipes, formation, diagnostics...)

L'activité impliquera des déplacements à haut niveau au sein des sociétés clientes.

Ils candidats auront une expérience d'exploitation, de chantiers industriels à l'étranger, ou technico-commerciale de biens d'équipement, ou d'ingénierie à l'exportation, esprit ouvert, problèmes techniques et à l'environnement commercial et économique, bonnes qualités de négociateurs.

Langues : anglais parlé, espagnol souhaité.

Profil : d'évolution de carrière.

Lieu de travail : LA MEDITERRANEE. Déplacements fréquents à l'étranger.

Adresser la candidature, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73657/M à Mme CLERE, S&L-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.



L'EQUIPE

Contrôleur de gestion

CREATION DE POSTE

100 000 +

Le journal L'EQUIPE cherche un Contrôleur de gestion confirmé, titulaire d'un diplôme de l'Administration Générale, il devra notamment être capable de comprendre les éléments de la gestion pour apporter son concours efficace à l'élaboration de l'important organe de gestion fonctionnel, qui offre de larges perspectives d'évolution peut convenir à une candidature minimum, de formation supérieure : licence de commerce complétée, possible par un DECS, possédant une solide expérience de la gestion et des connaissances en informatique. La fonction ne peut être confiée qu'à une personnalité affirmée, ayant de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, le sens du dialogue et la volonté d'intégrer une équipe participant activement à l'élaboration des décisions. Adresser la candidature, C.V., photo et prétentions s/réf. 3039/M à C. FERRY-CLEMENT, S&L-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.



chargé d'études immobilières

SICOMI

ayant engagé un important programme de développement du patrimoine (bâtiments industriels, commerciaux) recherche un collaborateur qui sera confié le suivi du marché, juridique, financière et technique, dossiers, le montage des opérations, que le contrôle de la gestion immobilière en location. Ce poste convient à un jeune diplômé d'un niveau supérieur (droit, préférence) ayant acquis quelques années d'expérience dans le secteur de l'immobilier d'entreprise.

Si vous êtes intéressé, nous demandons d'adresser votre candidature sous la référence M à SICOMI - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

**DIVISIONS RADARS DE SURFACE
ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES
BAGNEUX**

Nos divisions Radars de Surface et Systèmes Electroniques font partie des leaders mondiaux dans leurs domaines. Leur expansion les amène à renforcer leurs équipes par des

INGÉNIEURS QUALITÉ-FIABILITÉ

Diplômés d'une grande école ou équivalent, les candidats retenus possèdent nécessairement une solide expérience industrielle (de 5 à 10 ans) acquise dans les domaines de l'Électronique et de la Physique, ainsi qu'une aptitude aux :

Le niveau de compétences des postulants sera pris en compte dans l'attribution des postes offerts. Des évolutions de carrière sont possibles au sein du Groupe.

Les lettres de candidature accompagnées d'un CV sont à adresser à M. FONFREDE - THOMSON-CSF, Service des Relations du Travail, 1, rue des Mathurins - BAGNEUX.

THOMSON

Groupe



poursuivant son expansion, recherche

**A - Pour les Départements RADARS
RECONNAISSANCE AÉRIENNE
de sa filiale
OMERA (Argenteuil)**

1/ **INGÉNIEUR-ELECTRONICIEN**
Expérimenté, chargé spécialement des études d'ASSERVISSEMENT
selon d'une équipe responsable de développement de radars aéroportés.

2/ **INGÉNIEUR-ELECTRONICIEN**
Débutant ou ayant une première expérience.
Pour l'étude au sein de la même équipe de projets des domaines
TRAITEMENT DE L'INFORMATION-VISUALISATION.

3/ **INGÉNIEUR-ELECTRONICIEN**
Débutant ou ayant une première expérience. Chargé dans le département
Reconnaissance Aérienne études relatives au TRAITEMENT NUMÉRIQUE
DES SIGNAUX.
- logique rapide
- enregistrement magnétique.

4/ **INGÉNIEUR-ELECTRONICIEN**
Débutant.
Chargé de la même équipe d'études relatives à l'ACQUISITION
D'IMAGES en opto-électronique - aspect système.

**B - Pour les Laboratoires d'Études de son
CENTRE TECHNIQUE
(Le Plessis-Robinson)**

INGÉNIEURS-ELECTRONICIENS

Débutants ou ayant une première expérience.

Ils participent à l'étude et au développement de matériels de télécommu-

nication dans les domaines :

1/ Systèmes de RADIOCOMMUNICATIONS et de TRAITEMENT DU

SIGNAL.

2/ Applications (matériel) : systèmes de RÉSEAU de

de données et TÉLÉMATIQUE.

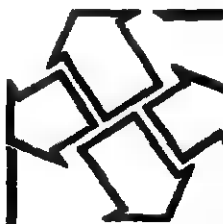
3/ SYSTÈMES OPTIQUES : vision (caméras, jumelles)

laissant appel à des spécialités : optique instrumentale, électronique,

mécanique.

Adresser CV à TRT 5, Réaumur 92350 - PLESSIS-ROBINSON, en

précisant la référence du poste recherché.



**L'enseignement assisté par
ordinateur : une autre manière
de concevoir la formation.**

Pour son centre d'enseignement assisté par ordinateur à Paris 13^e,
le département ENSEIGNEMENT du CONTROL DATA FRANCE
recherche :

RESPONSABLE DE L'INSTRUCTION (logiciels)

Ingénieur Analyste de formation supérieure en informatique, le candi-

date devra justifier d'une expérience réussie de quelques

années dans les domaines technique (logiciels), pédagogique et

organisationnel.

Il lui sera confiées larges responsabilités incluant :

- la supervision des personnels du centre d'enseignement indi-

vidualisé des étudiants,

- l'organisation des plannings et la gestion des carrières du centre

d'équipe d'instructeurs,

- le suivi des relations industrielles,

- l'évolution des cours et l'intégration de l'enseignement assisté par

ordinateur,

- l'exécution du budget (coûts).

Le poste exige de grandes qualités humaines et une bonne connais-

sance de l'anglais technique.

Nous remercions d'adresser votre dossier de candidature

à M. 1561 à CONTROL DATA FRANCE, Service du Recrutement,

195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



DELATTRE-LEVIVIER
GROUPE CHEUSOT LOIRE

Recherche
pour le service
informatique
scientifique
de la Division
Tuyauterie-Montage

A) un Ingénieur Informaticien

Il participera au développement

des outils informatiques (logiciels

de calcul de structures, CAO, ...).

Ce poste conviendrait à un ingé-

nieur diplômé (option informati-

que) ayant acquis une expérience

d'ingénierie de quelques années.

Anglais indispensable.

B) un Analyste Programmeur

confirmé

Anglais souhaité.

Connaissance du matériel

DEC VAX 780 appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V.,

photo et prétentions à

DELATTRE-LEVIVIER

Service Recrutement.

Tour Fiat - Cedex 15

92084 Paris - La Défense

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER PARIS

recherche pour renforcer
son équipe informatique un (x) jeune

INGÉNIEUR INFORMATICIEN (IIE, INSA...)

Débutant ou ayant une première expé-
rience sur mini-ordinateur, il devra en
particulier être capable d'analyser et de
mettre en place des outils de la
comptabilité et de la gestion des
mobilières.

Adresser C.V., prétentions et photo
à M. 53455 M à BLEU PIERRE
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - Q. T.

P.N.E. PROCHE BANLIEUE OUEST
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
LEADER SUR LE MARCHÉ
DE LA RECONSTRUCTION EN FRANCE

L'ASSISTANT DE SON DIRECTEUR DE LOGISTIQUE

Vous êtes un jeune cadre, 27 ans + avec expérience de la
fonction, de l'analyse informatique et des procédures d'ex-
portations. Vous supervisez la gestion des stocks, le suivi
des commandes, la facturation et participerez à la concep-
tion de l'informatisation de ces activités.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 7.735,

le lundi 16h, service courrier classé,

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Message à un JURISTE D'ENTREPRISE

250.000 F

Vous souhaitez entrer dans une société de réputation internationale,
Notre directeur juridique étant parti à des fonctions européennes,
nous recherchons pour le remplacer un spécialiste du

droit de la consommation

Sous l'autorité du Directeur Juridique pour la France, vous assurerez la
préparation, la rédaction, et le suivi des contrats de la société : distri-
bution, coopération commerciale...

Vous conseillerez les différents services de la société pour ce qui est notam-
ment des activités public promotionnelles.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes un juriste de
niveau - Doctorat - et qu'à l'heure actuelle vous avez des
responsabilités importantes dans une société ou un cabinet d'avocats dans
un domaine relatif au droit de la consommation, particulièrement en matière
de droit appliqué aux affaires.

Excellente maîtrise de la langue anglaise impérative.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV actualisé et rémunération actuelle
sous pli fermé à M. J. B. à notre conseil.



CABINET Henri PHILIPPE

106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

BUITONI

Leader sur le marché des plats cuisinés exportés
1 milliard de F de C.A. - 1 000 personnes
100 000 tonnes (dont 10 à l'exportation)
recherche :

UNE ASSISTANTE EXPORTATION

(TRILINGUE ALLEMAND - ANGLAIS - FRANÇAIS)

Dans le cadre du renforcement du département export, elle sera
chargée de la gestion des dossiers d'une partie des clients étrangers et de
importateurs à l'étranger et, par ailleurs, d'assurer la gestion
courante des produits.

Elle devra être technicienne export (10-15 ans)
avec une bonne formation de base, ayant acquis son expérience
dans une société performante et dotée d'une personnalité équi-
librée. Compte tenu de la polyvalence des tâches, une
bonne sténo-dactylo.

Le poste est basé au siège social de St-Maur des Fossés, un
cadre agréable et agréable à proximité du RER.

Adresser C.V. (dont rémunération actuelle), lettre manuscrite et
photo récente à :

BUITONI FRANCE

Direction des ressources humaines

76, rue de la République 94100 Saint-Maur.



Les FROMAGERIES BEL
recrutent pour leur usine
de VENDÔME (LOIR et CHER)

CHEF DU PERSONNEL

Il devra être étroitement lié au Directeur pour définir et suivre
l'application de la politique sociale de l'Entreprise.

Ses actions seront plus particulièrement orientées sur les questions
d'amélioration de conditions et de prévention d'accidents du travail,
de restructuration des tâches, de formation permanente.

Il assure également les relations avec les partenaires sociaux, gère
le tableau de bord et supervise l'administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, ayant une
première expérience dans la fonction personnel.

C'est un homme de terrain et de dialogue, connaissant
bien la législation sociale, motivé par une approche
évolutive de la gestion du personnel.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo à :

FROMAGERIES BEL

Service du Personnel

4, rue d'Anjou - 75008 PARIS

contrôle de gestion et planification

Dans le cadre du développement de son service Contrôle
gestion et planification, la Compagnie Générale Maritime
recherche 2 collaborateurs expérimentés et débutants.

Les candidats retenus devront être obligatoirement titulaires
d'une maîtrise de gestion, avoir de bonnes connaissances
comptables et du Basic.

Anglais souhaité.

Postes à pourvoir à notre siège à la Défense.

Adresser votre candidature avec C.V. à :

CGM Recrutement

TOUR WINTERTHUR

CEDEX 18 - 92085 PARIS LA DÉFENSE

OFFRES D'EMPLOIS

RESPONSABLE

RESPONSABLE
INFORMATIQUE
ORGANISATION

benson

Analyste sy-

(ESCA)

RANK

Gambiste déb

Grande école de gu

Anglais couran

Ingénieur P

climatisation

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société Française, leader sur son marché (6.000 personnes, C.A. 1,8 Milliard de F.) filiale d'une multinationale, recherche pour son siège parisien :

RESPONSABLE SYSTEME

FORT POTENTIEL

De formation supérieure (Université - Grandes Ecoles), il a une expérience de 3-4 ans du matériel IBM sous DOS (MVS dans un proche avenir) CICS, VTAM, DL1. Il anime une petite équipe performante et participe, grâce à son sens de l'organisation, au renforcement de nos moyens informatiques. La taille du Groupe offre de vastes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Notre client traite les candidatures avec toute la discrétion voulue.

Adressez lettre manuscrite, C.V. sous No 59743, Contesse Publicité 29, 10 Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

développer la fonction communication...

Parce que nous sommes une société à visage humain, aux structures régionales décentralisées, nous voulons développer la fonction communication... Praticien qui imagine et réalise, vous êtes prêt à apporter des idées nouvelles en matière de communication dans l'entreprise...

- Vous possédez une bonne culture générale, et vous maîtrisez l'expression écrite.
- Vous avez une expérience de la fonction de journaux d'entreprise, de la conception au suivi technique.
- Comme nous, vous croyez au rôle de la communication : dialogue social, l'animation et la motivation des hommes.

Futur responsable de la communication interne du groupe, nous souhaitons vous rencontrer.

Lieu de travail : proximité Pont-de-Sèvres.

Isabelle Le Garsmeur examinera votre dossier (lettre + C.V. + photo + prétentions) MAISONS BRUNO PETIT 21, rue Capucins - 75001 MEUDON

Bruno-petit

Société de Marketing recherche pour son activité INTERNATIONALE en TÉLÉMATIQUE

UN RESPONSABLE D'AFFAIRES

Une expérience commerciale ou technico-commerciale d'au moins 5 ans permettra au candidat de prospecter clientèle étrangère et de suivre les affaires indites.

Bilingue (anglais/français au moins), il est capable de s'exprimer et d'assurer des présentations devant des auditeurs à haut niveau. Une première expérience en télématique grand public et professionnelle (Vidéotex) est très souhaitée. Le poste est basé à PARIS. C.V. et prétentions.

Env. s/n 7.741 Le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

L'AIR LIQUIDE

vous proposera dans la rubrique offre d'emploi du mardi 15 Février (daté du 16 Février) des postes en :

- Informatique
- Organisation
- Ingénierie
- Marketing

UN CONTROLEUR DE GESTION

POUR UN DES PREMIERS GROUPES DE S.S.C.I.

Le Groupe Français d'Informatique - 1200 personnes, 200 millions de F.C.A. en 1982, connaît une phase importante de croissance, définit et met en place une politique de gestion rigoureuse, adaptée à ses structures souples et évolutives.

Nous recherchons un Responsable du contrôle de gestion du Groupe, vous participerez à la conception des procédures comptables et financières et vous serez responsable de l'application de ces procédures dans les filiales à Paris. En relation avec le Service Comptable et les Directions opérationnelles, vous aurez des responsabilités dans les domaines suivants : établissement et suivi des budgets, gestion des bilans, contrôle des investissements, financement, audit, prévision des besoins de trésorerie de nos Départements, mesure de leurs performances, détection des risques. Nous vous offrons des perspectives de carrière intéressantes.

Préférence diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou titulaire d'un DECS, vous avez une expérience pratique de la comptabilité analytique ou du contrôle de gestion acquise, si possible, dans une entreprise de services.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 306, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION 45, av. de l'Opéra 75002 Paris

LE 4^e CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE TRÈS FORTE CROISSANCE + 78% EN 1981, IMPLANTÉ MONDIALEMENT (CENTRE DE RECHERCHE ET FILIALES EN EUROPE ET USA) CRÉE LA FONCTION DE

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET ORGANISATION

Après un premier démarrage il y a 4 ans, nous lançons notre nouveau plan d'informatisation à 10 ans, adapté à notre croissance et à l'évolution de notre structure.

Son responsable devra non seulement gérer les applications existantes mais surtout revoir l'ensemble de l'organisation pour concevoir un système d'information intégré en temps réel, qui accroisse la fiabilité, la cohésion, le contrôle et la productivité administrative.

Cette mission sera confiée à un informaticien ayant mené des actions de réorganisation dans une entreprise industrielle et maîtrisant la mise en œuvre de réseaux conversationnels.

benson

Écrivez à ELJORE, (rémunération...) 33, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 PARIS qui nous assiste dans cette recherche.

Analyste système (ESCAE/MIAGE)

Intégré à l'équipe Systèmes d'Information Marketing, il aura en charge : les études et les projets de gestion informatisés des activités vente, le développement d'applications décentralisées sur consoles ou micro-ordinateurs.

Le candidat souhaité aura : une formation supérieure de type ESCAE ou MIAGE option informatique, une expérience de 1 à 2 ans dans une unité d'étude en relation avec un matériel de grande capacité, une connaissance de la gestion commerciale, une bonne pratique de l'anglais (contacts fréquents avec le siège international de Londres).

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence C/15 à Brigitte BRUOT - RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

Banque américaine internationale recherche pour sa salle de changes de Paris un :

Cambiste débutant

Grande école de gestion
Anglais courant

S'intéressant au marché des changes et attiré par un environnement en constante évolution.

Le candidat retenu sera formé au sein d'une équipe de spécialistes. Il sera rapidement amené à prendre des responsabilités dans le marché interbancaire du comptant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à Média-System, sous réf 9339 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Ingénieur Projet climatisation

Un groupe de Sociétés Américaines très important a étudié un système de régulation de l'environnement (climatisation, fluides, transport) dans les immeubles en édifices de grande dimension. Les premières opérations sont en cours de réalisation. Pour assurer le suivi de ce projet, il recherche un ingénieur parlant couramment l'anglais et ayant une expérience en automatique - régulation (en bureau ou sur chantier) et si possible de l'informatique.

Une mission en partie aux Etats-Unis sera assurée.

Lieu de travail : Région Parisienne avec déplacements en province.

Pour plus d'informations et pour candidatures, s'adresser à :

Mr. J. L. 1247, rue Augustin - 75002 PARIS

Membre Symbac

Soderhu

BUITONI

UN TECHNICIEN CULINAIRE HF

pour son DEPARTEMENT CENTRAL RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Ce poste conviendrait à un candidat de 20-30 ans possédant un DUT chimie ou biologie, ayant acquis une expérience concrète dans le domaine de l'industrie alimentaire (plats cuisinés appertisés ou surgelés de préférence) au sein d'une équipe performante. Il aura pour mission de participer à la mise au point de produits nouveaux et à l'amélioration des produits existants (formulation et techniques de fabrication).

Le poste est situé dans une agréable banlieue parisienne et implique quelques déplacements au cours de la semaine vers les usines du groupe.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. avec rémunération actuelle et photo récente à :

BUITONI FRANCE Direction des Ressources Humaines 76, rue Garibaldi 93100 Saint-Maur.

Tout important groupe du tertiaire recherche

CONSEIL INTERNE EN RECRUTEMENT ET DÉFINITION DES EMPLOIS DE CADRES

E.S.C. Maîtrise de gestion

Intégré à la Division emploi-carrières du Groupe, il assurera les directions dans la sélection et le choix des cadres et participe au développement d'un outil d'analyse des emplois dans les structures.

Intégré au sein d'une équipe polyvalente, il est associé à l'ensemble des missions de la Division (définition d'une politique d'emploi, carrières, salaires, etc.).

Profil : 2 ans d'expérience (mais débutant éventuellement accepté selon potentiel, stages...). Esprit d'équipe, dynamisme. Les possibilités d'évolution sont fonction de la réussite et de la motivation.

Env. lettre manuscrite, avec CV, photo et prétentions sous réf. 60978 à COUPPE PUBLICITE - 10 av. de l'Opéra 75002 Paris Cedex 01 qui transmettra.

UN TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS, leader dans son domaine, nombreuses filiales France et étranger recherche pour son Directeur des Relations du Travail :

JEUNE JURISTE spécialisé en droit du travail

Une première expérience dans une fonction similaire et une forte motivation lui permettra de bénéficier de toutes les possibilités d'évolution au sein du groupe.

Poste à Paris. Envoyer CV et photo avec prétentions 3.230 à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Banque Nationale de Premier Plan recherche pour Paris

Chef Comptable (HF)

Titulaire du DECS, il est un Technicien averti, disposant d'une expérience affirmée en matière de comptabilités informatisées. Il maîtrise les aspects comptables de 5 filiales spécialisées dans le crédit-bail et la location de matériel.

Le candidat a acquis une grande habitude de l'animation d'une équipe (organisation et contrôle). Il devra superviser l'ensemble d'une quinzaine de personnes.

Envoyer CV et prétentions, sous référence 75616/LM à HANES CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Laboratoire Pharmaceutique Français

DIRECTEUR EXPORT

Ce laboratoire pharmaceutique français en pleine expansion développe des gammes de produits occupant une position de leadership total sur leur marché. Il réalise la moitié du C.A. total à l'exportation, principalement sur l'Europe.

Ce laboratoire recherche son futur directeur export. Sous l'autorité du directeur international, il prend en charge progressivement la totalité de la responsabilité export. En accord avec la stratégie et les objectifs globaux, il est responsable du développement des ventes et des résultats obtenus (négociation des contrats, réalisation d'études de marché et adaptation des produits aux différents marchés placés sous sa responsabilité).

Nous recherchons un candidat âgé de 35 ans minimum, titulaire d'un diplôme universitaire (commerce, économie, sciences) ou scientifique (médecin, pharmacien) + formation marketing complémentaire. Une expérience d'au moins 5 ans dans la vente internationale est indispensable. Une expérience de négociations commerciales et contractuelles à haut niveau.

La maîtrise de l'anglais est impérative ; la connaissance de l'espagnol et/ou de l'allemand est souhaitée.

La connaissance de l'entreprise, les possibilités de carrière et les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat sérieux.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous référence M 12767 à :

EGOR BIOMEDICAL

1 rue de la République - 92100 Nanterre

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

première étape : concevoir et mettre en place le contrôle de production

JEUNE INGENIEUR A FORT POTENTIEL

Cette société française, appartenant à un grand groupe international, développe et réalise des produits de haute technologie (aéronautique, électronique, optique, instrumentation) et les commercialise sur l'Europe. Elle connaît une constante progression (le R & D représente 9% du C.A.) et la souplesse de ses structures lui permettent d'intégrer des collaborateurs à fort potentiel.

Sous l'autorité du Directeur de Production et en liaison étroite avec les services techniques et commerciaux, il concevra et mettra en place le contrôle de production, l'approvisionnement, la standardisation des produits, l'étude, le planning, l'entretien et le système de gestion de la production.

Après la réussite de cette première étape, il évoluera au sein du groupe : développement, étude, production, marketing.

Nous recherchons pour ce poste charismatique et évolutif un ingénieur diplômé justifiant d'une première expérience concrète du contrôle de la production acquise soit en industrie soit en cabinet d'expertise.

Êtant donné l'environnement international de son travail, il maîtrise parfaitement l'anglais. Lieu de travail : Nanterre Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7288 U, à :

EGOR INDUSTRIE

63 rue de Pontlevy 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

DUN & BRADSTREET

Leader mondial de l'information

recherche

FINANCIAL CONTROLLER : SCHEMA AMERICAIN

100 personnes - C.A. : 500 personnes - une expansion constante des bénéfices. Nous sommes une filiale française d'un grand groupe américain services. A Paris.

RATTACHE DIRECTEMENT AU PDG, vous allez mettre en place le contrôle de gestion (avec l'informatique). Egalement la préparation et le suivi des budgets sur le modèle américain. Tout cela implique : maîtrise budgétaire, comptabilité analytique, de gestion, de bord, etc.

Vous serez contrôleur confirmé, vous serez une société multinationale, maîtrisant la comptabilité, le reporting anglo-saxon et l'informatique... et, bien sûr, parfaitement bilingue anglais-français. HEC, ESSEC, complètent éventuellement d'un DEC ou un gestionnaire vous êtes un homme de main ayant un excellent esprit d'analyse, une synthèse et une grande aptitude à la communication qui permettra d'imposer votre leadership à l'entreprise.

Adresser dossier (candidature, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) à Françoise Poiré - Dun et Bradstreet - 17 av. de Choisy - 75013 PARIS.

Diplômé IEP PARIS, ESJ ou CELSA.

Journaliste d'entreprise

Il s'intégrera à l'équipe de rédaction des 3 journaux d'entreprise. Il devra avoir l'esprit ouvert et curieux, qualités humaines lui permettant d'appréhender les questions de gestion qu'une capacité à présenter à un public très diversifié tant des problèmes économiques que des techniques nouvelles développées au sein des bureaux d'études.

Ce poste pourrait constituer une première étape vers une carrière permettant d'acquérir une connaissance approfondie de l'entreprise. Il conviendrait à un jeune candidat ou ayant une première expérience (3-4 ans). Adresser votre C.V. sous réf. 3427 à RSCG CARRIÈRES 48 rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Diplômé IEP PARIS, ESJ ou CELSA.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maitre d'œuvre et fournisseur :

- TRANSPIC
- RESEAUX PUBLICS
- RESEAUX PRIVES
- AUTOMATISATION
- SYSTEMES

recherche

INGENIEUR LOGICIEL CONFIRMÉ

Il maîtrise la révolution de l'ordinateur : d'une méthode de développement : Assistance équipes projet. Enseignement la méthode. Encadrement de l'atelier logiciel. Normalisation de l'ingénierie projet.

Envoyez C.V., prétentions, photo à SESA, 101 quai de Dion Boulogne, 92100 Nanterre (Préciser l'adresse : 341 M).

Filiale Française du premier constructeur Européen de caravanes

ATTACHEE DE DIRECTION

Collaboratrice de la Direction Générale, elle dirige et anime le secrétariat de direction. Elle assure les liaisons entre les différents services de l'entreprise, elle gère les services généraux, elle prend en charge le courrier et le journal (en liaison avec les Conseils d'Administration) elle suit les réalisations et les budgets promotionnels, publicitaires (en rapport avec les agences).

Nous recherchons une candidate (28 ans maximum) possédant une très bonne formation générale et une solide expérience acquise en secrétariat de direction ou à un poste similaire.

La connaissance de l'allemand (langue de communication avec la maison-mère) serait un atout apprécié. Statut Cadre, rémunération motivante. Lieu de travail : Paris 13^e. Nous d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 1239 AG à :

EGOR PROMOTION

63 rue de Pontlevy 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

Société Industrielle leader dans son domaine d'activité, sur le plan national et international recherche

TITULAIRE DUT STATISTIQUES, DEUG, MATHS ou équivalent

Il sera de préférence, en sa première expérience en RECHERCHE OPERATIONNELLE, qui lui permettra de s'adapter rapidement à la mission confiée :

- élaborer (avec support informatique) des mathématiques divers et assurer leur maintenance,
- les mettre en application dans la gestion d'un ensemble de produits (optimisation en fonction de contraintes, sur les produits, simulations, etc.).

Une bonne aptitude aux mathématiques et tous niveaux est indispensable.

Lieu de travail : JOINVILLE (94).

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions à M 61143 Christiane Publicité 30, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - LIA AUTOMATION)

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET EN INFORMATIQUE

(630 personnes - C.A. 170 MF.)

partenaire d'un grand groupe

taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

recherche des :

INGENIEURS INFORMATIENS

Il aura à sa disposition :

Pour pouvoir : développement de logiciel, suivi de projets, conduite de projets.

Domaines : télécommunications, électronique, microinformatique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2012 à GROUPE SYSECA - Service Personnel 315, Bureau de la Colline 92213 St Cloud Cedex 1 - 602.70.47

SOCIÉTÉ D'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

AGENT COMMERCIAL

pour Paris

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. T 038.320 M à :

RÉGIE PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT

appartenant à un grand groupe para-public, recherche

POUR RENFORCER SON ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE

JEUNE INGÉNIEUR (H. ou F.)

Formation génie civil ou travaux publics.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à SAMBOR B.P. 36, 91941 LES ULIS CEDEX.

Groupe Multinational pour sa filiale Composants Electro-Mécaniques recherche

RESPONSABLE MARKETING

(référence JA 31)

Il sera responsable de la Direction des Ventes. Outre la fonction Marketing, il sera chargé d'un secteur de :

Nous recherchons :

- 32/37 ans
- Formation d'ingénieur, Electricité ou Electromécanique.
- Quelques années d'expérience dans la vente de produits
- grande série à une clientèle industrielle.
- Anglais indispensable.
- Allemand souhaité.

INGENIEUR COMMERCIAL

(référence PJ 31)

Pour suivre et développer la clientèle existante.

Il aura à sa disposition :

- 28/30 ans
- Formation : Ingénieur, DUT, Electromécanique.
- Deux années d'expérience dans la vente de produits industriels grande série.
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, référence choisie, à :

EGS CARRIÈRES

19 rue de la Paix - 75002 Paris

Recherche de la reorganisation des services - Filiale d'un important groupe

RESPONSABLE DE SERVICE COMPTABILITÉ - TRÉSORERIE

Il sera candidat (et devra) titulaire d'un D.E.C.G. et si possible d'un diplôme supérieur en comptabilité générale (licence en droit, écoles supérieures). Il possèdera le minimum 1ère expérience comptable de 5 ans environ et une préférence pour l'expérience ou le baccalauréat.

Charge (et) de l'animation de l'équipe d'une vingtaine de personnes. Le Responsable devra être capable de réaliser les tâches de la comptabilité et de la trésorerie. La rémunération sera fonction de l'âge, de la formation et de l'expérience. Nous sommes une entreprise à l'écoute de ses collaborateurs.

Position cadre - Nombreux avantages.

Envoyer C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, référence choisie, à :

17 rue du Docteur Laval - 93007 VINCENNES CEDEX - qui transmettra.

Chef de produit

Filiale d'un important groupe pharmaceutique international en pleine expansion (C.A. : 740 MF), nous recherchons, dans le cadre de notre développement, un Chef de produit de haut niveau.

Vous êtes médecin, pharmacien ou diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, etc.).

Vous avez renforcé votre formation initiale par une expérience réussie de 2 ans minimum dans le marketing pharmaceutique en tant que chef de produit ou responsable d'un produit d'un grand laboratoire.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Nous recherchons un poste à responsabilité au sein d'une équipe dynamique et créative.

Nous offrons à un titulaire de ce poste de nombreuses perspectives d'évolution : le Groupe en France ou à l'étranger.

Lieu de travail : ORSAY.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : **Pfizer** - 28, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.

ESSILOR

Leader français en optique oculaire avec une forte implantation à l'étranger recrute son

ingénieur mécanique en recherche appliquée

pour conception et faisabilité d'instruments optiques et de petites machines-outils destinés au marché des opticiens.

S'appuyant sur une équipe pluridisciplinaire en optique et électronique, il applique ses idées en petite mécanique et valide leurs solutions en prototypes.

Il bénéficie de l'appui des équipes de développement et d'une structure de recherche.

De formation supérieure, rigoureux et imaginaire, il a au moins deux ans d'expérience en bureau d'études ou laboratoire.

Lieu de travail : PARIS Centre.

Merci d'adresser dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à : **ESSILOR** - 27, rue Tailbout 75009 Paris, qui transmettra.

ESSILOR

27, rue Tailbout 75009 Paris

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

egor

PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILAN PERUGIA ROMA LONDRES MONTECARLO MONTREAL

AFFAIRES

LES AMÉNAGEMENTS DU LIBRE-ÉCHANGE

Le Japon accepte de réduire ses exportations de magnétoscopes vers l'Europe

Le Japon a accepté, pour la première fois, de restreindre volontairement ses exportations vers l'Europe de magnétoscopes et de tubes de télévision. La France réserve sa position sur cet accord avant d'en connaître les détails et les montants. Paris tient notamment à faire savoir que la Comis-

sion européenne avait mandat pour discuter seule, mais qu'elle ne pouvait engager la France en ce qui concerne la levée des mesures de Poitiers. Le conseil des ministres du Dix est prévu sur ces sujets le 21 février.

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon a accepté, à la fin de l'année 1982, de limiter ses exportations de magnétoscopes vers l'Europe. D'une part, Tokyo accepte, pour la première fois officiellement, de limiter et d'ordonner ses exportations de magnétoscopes et de tubes de télévision en direction de la C.E.E., en donnant des assurances de modération dans d'autres secteurs jugés « sensibles », en échange de la fin des mesures protectionnistes françaises. D'autre part, le gouvernement japonais a accepté de limiter ses exportations de magnétoscopes vers l'Europe à 1,5 million d'unités par an, à compter de 1983.

Ces exceptions — ou « dérogations » — à la règle du libre-échange ayant été acquiescées, les participants à la semaine de négociations simultanées, mais séparées : M. Yamana, ministre japonais du Commerce et de l'Industrie, Brock, représentant américain pour le commerce, Haferkamp et Davignon, vice-présidents de la C.E.E., et Gerald Regan, ministre américain du Commerce, se sont brièvement réunis pour réaffirmer leur opposition au protectionnisme et envisager la coopération économique, commerciale et technologique.

De notre correspondant

L'accord obtenu par les Européens sur les magnétoscopes, après d'âpres négociations qui ont opposé les deux parties au bord de la rupture, est particulièrement important pour l'avenir des relations Japon-C.E.E., et relativement avantageux pour le Japon et l'industrie européenne. Avant de le détailler, il convient de souligner qu'il s'agit d'abord l'expression d'une volonté politique japonaise. En effet, ce n'est pas sans de grandes difficultés que le gouvernement de M. Nakasone a pu imposer sa volonté de coopération et de conciliation à des administrations et à des industriels réticents. Ensuite, ce n'est pas moins remarquable, les Japonais ont négocié non plus bilatéralement, mais cherchant un arrangement, ad hoc, avec chaque gouvernement européen pris séparément, mais avec la C.E.E. en tant que telle.

Tokyo a donc accepté de limiter à 1,5 million d'unités par an ses exportations de magnétoscopes vers la Communauté : il s'agit ici d'un plafond et non pas d'un quota. La bataille a été rude. D'entrée de jeu, les négociateurs japonais, en fondant leurs estimations de croissance du marché européen, réclamaient un plafond de 6,3 millions d'unités, indiquant qu'ils ne s'informaient pas.

De plus, dans le total finalement accepté, il y avait 600 000 unités

qui les fabricants japonais ont la capacité d'assembler dans leurs usines européennes (le Japon a le droit d'exporter vers l'Europe des produits manufacturés en Europe de facto européenne). La C.E.E. a rétorqué que le label européen n'était éventuellement accepté à la valeur ajoutée européenne équivalait à 30 % du coût de production des magnétoscopes. Or elle estime que dans le cas présent l'opération de montage des magnétoscopes exportés en Europe n'apporte qu'une valeur ajoutée supérieure à 5 %. Compte tenu de ce qui précède, c'est donc en réalité à 1,5 million d'unités que s'établissent les exportations directes de produits finis.

Plus de dumping

M. Haferkamp et Davignon ont également insisté sur le fait que les Japonais garantissent aux fabricants européens — Philips et Grundig — des ventes de magnétoscopes sur le marché européen d'un niveau de 1,2 million d'unités. Il s'agit ici d'empêcher que des exportations japonaises « torrentielles » ne viennent déborder l'industrie européenne du magnétoscope, qui cherche à se restructurer et à se développer.

Dans le même ordre d'idées, les Japonais ont accepté une politique de prix harmonisée. Pour éviter les pratiques de dumping, les magnétoscopes japonais sont souvent vendus moins cher à l'étranger qu'au Japon, ce qui a fait perdre à l'industrie japonaise des milliards de yens.

Enfin, ces arrangements peuvent être révisés en fonction de l'évolution de la structure du marché. Les Européens se félicitent, d'ailleurs, de cet accord, qui est un modèle d'organisation du libre-échange, ce à quoi Tokyo s'est toujours montré opposé en principe. Pour M. Yamana, principal négociateur japonais, Tokyo « n'a pas fait de concession importante ». Il a fait valoir, pour justifier ce point de vue devant la presse japonaise, que les Européens souhaitent initialement un plafond de 1 million d'unités. Il n'a pas précisé cependant que les Japonais en réclamaient plus de 6 millions.

D'autre part, le Japon s'est engagé à limiter ses exportations de tubes de télévision couleur à 900 000 en 1983 et à modifier celles concernant d'autres produits sensibles : véhicules légers, motos, automobiles à commande numérique, appareils de haute fidélité, etc.

En contrepartie de tous ces arrangements, les Japonais devraient obtenir ce qu'ils demandent le plus : 1) la fin des mesures protectionnistes françaises (blocage des magnétoscopes à Poitiers), et 2) l'abolition par Philips et Grundig des plaintes pour dumping japonais.

Le renouvellement de la politique de modération des exportations japonaises vers l'Europe est prévu et n'a pas l'objet de négociations particulières. Cela n'a pas empêché le représentant américain pour le commerce, M. Brock, de reprendre à l'occasion de son passage à Tokyo la litane des frustrations et menaces américaines.

« Le Japon ne peut pas continuer à empêcher les bénéfices du libre-échange sans en partager les risques », a-t-il déclaré. M. Brock a également projeté d'une restructuration — par le biais de cartels notamment — de sept secteurs industriels en pleine récession, va encore réduire l'accès au marché japonais pour des produits américains plus compétitifs.

R.-P. PARINGAUX.

« L'U.R.S.S. désire acheter à Hitachi une usine de fabrication de téléviseurs couleur », a annoncé la firme japonaise, qui a offert à la firme soviétique, d'origine japonaise, une usine d'une valeur de 10 millions de dollars, aurait une capacité de quatre cent mille unités par an. — (A.F.P.)

JEAN WETZ.

UN SUCCÈS FRAGILE

Le commerce extérieur des produits laitiers en 1982

Le commerce enregistré par la France pour les exportations de produits laitiers en 1982 ne peut pas faire illusion, même si l'orientation et la régularisation des échanges agricoles. Le solde commercial progresse de 8,9 %, atteignant 10,7 milliards contre 9,2 milliards en 1981, mais cette progression en valeur cache une diminution en volume pour la plupart des produits : fromage (-1,7 %), beurre (-19,5 %), lait anhydre (-39,5 %), la poudre de lait écrémé (-15,9 %). Seuls les laits concentrés, le lait de consommation et le caséine voient leurs volumes progresser en volume.

Ces baisses sont surtout sensibles sur les marchés des pays tiers, et précises la FORMA, n'est pas parce que les restitutions (aider à l'exportation) sont insuffisantes, mais parce que les manques de compétitivité par rapport à nos partenaires, anglais et hollandais. Évoquant les distorsions monétaires dans les pays de la C.E.E., la FORMA précise que, le terme, la persistance de tels phénomènes pourrait compromettre la France au sein du fournisseur des matières premières des pays d'Europe du Nord.

Le gouvernement belge impose une amputation des revenus chez Cockerill-Sambre

De notre correspondant

Bruxelles. — Les interminables discussions sur l'avenir de la sidérurgie wallonne viennent d'entrer dans une phase nouvelle au cours de laquelle un grave affrontement social ne peut plus être exclu. Pour l'instant, le gouvernement et les syndicats belges s'engagent dans une confrontation directe. Le premier n'en a pas moins décidé, vendredi 11 février, d'imposer aux travailleurs de Cockerill-Sambre une « modulation salariale » en demandant à la direction de présenter fin février un plan de réduction de la masse salariale. Les organisations ouvrières socialistes et aussi chrétiennes immédiatement levé l'étendard de la révolte.

L'effort demandé par rapport à l'année dernière est de 1,5 milliard de francs belges, dont 100 millions pour les cadres, 100 millions pour les employés, 100 millions pour les ouvriers. L'amputation des revenus pour les employés et les cadres doit être d'après une échelle progressive allant de 5 à 15 %. Les ouvriers, toutefois, ne seront imposés aucun sacrifice si leur salaire mensuel ne dépasse pas 30 000 francs belges par mois avant impôts.

Le ministre de l'économie, M. Eyskens, a précisé les raisons

pour les produits à forte valeur ajoutée.

Autre volet des échanges, les importations régressent également, tous produits confondus, en dépit de montants compensatoires monétaires positifs qui favorisent les exportations des pays à monnaie forte. Mais, indique la FORMA, la dégradation du marché intérieur, en raison de prix, rend l'avantage du M.C.M. peu attractif. Toutefois, les importations de fromage en provenance des Pays-Bas continuent d'augmenter (+4,2 %), celles de beurre en provenance du Royaume-Uni ont été multipliées par quatre, et le beurre de la R.F.A. progresse de 7,6 % en valeur.

Plusieurs facteurs contribueront au maintien de cette tendance en 1983, estime encore la FORMA : c'est la persistance des manques de compétitivité des produits laitiers américains qui pèsent sur les échanges mondiaux, dont la baisse aggraverait les difficultés financières de la C.E.E. (puisque la Communauté devrait augmenter ses restitutions à l'exportation) et, d'autre part, la détérioration possible de la situation financière des pays acheteurs du fait de la baisse des revenus pétroliers.

ÉTRANGER

EN GRECE

Nationalisation des Mines de Laurion

La société française Mines de Laurion, filiale de l'entreprise Pannaroya, établie en Grèce, a été nationalisée. Le secrétaire d'État à l'économie nationale, M. Costa Vaitos, a indiqué que l'État, la mairie de Laurion et les quelque deux cents travailleurs

deviendraient copropriétaires de cette société qui avait fermé ses portes au printemps 1982, faute de rentabilité. La firme, qui prendra le nom d'Industrie métallurgique hellénique, se consacrera essentiellement au travail du plomb et de l'argent. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Mines de Laurion ne figure pas sur la liste des plus importantes mines de plomb et de zinc de la Grèce. Elle est cependant la seule à produire du plomb et du zinc. Elle est située au sud d'Athènes, de l'un des plus remarquables exemples de la persistance, au cours des siècles, de l'intérêt d'une région minière, toujours présente à la veille de l'épuisement, mais toujours productive sous une forme ou sous une autre.

En 1982, la production annuelle de plomb argentifère figurait parmi les plus faibles de la Grèce. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants travaillaient dans les mines pour une production annuelle

moyenne de 10 000 tonnes de plomb et de 20 000 tonnes d'argent. Au quatrième siècle, la politique d'Athènes, l'absence de capitaux et de main-d'œuvre commerciale, la décadence des nouvelles mines de Thrace et en Asie Mineure plongèrent l'exploitation de l'outil jusqu'en 1881. En 1876, un groupe de financiers français permit la reprise de l'exploitation qui occupa jusqu'en 1982 cinq cents personnes.

Les conditions de travail et de vie des mineurs n'étaient pas meilleures que celles des autres mines de la région. Des grèves spontanées éclatèrent à partir de 1910. Non organisées, les travailleurs se soulevaient afin de protester contre leur exploitation : de

deux à trois heures de travail pour 2 à 3 francs par jour. Du 8 au 21 avril 1896, une véritable révolte, qui se solda par un tragique bilan, marqua l'un des tournants de l'histoire du syndicalisme et des luttes ouvrières en Grèce.

Aujourd'hui les Mines de Laurion ont donc une valeur de symbole pour le pouvoir socialiste qui tente sa première expérience d'autogestion. Mais avec des gisements épuisés, une reconversion technologique incomplète et un marché mondial peu favorable, il reste à savoir comment les autogestionnaires seront en mesure d'affronter et de surmonter tant de difficultés.

MARC MARCEAU.

1100 milliards de francs

(Suite de la première page.)

Cette situation pourrait expliquer certains rumeurs qui circulent dans les couloirs du Palais des Nations à des pressions qui auraient été exercées par les gouvernements américains de ne pas courir le risque de voir tarir les recettes fiscales de l'exportation, la recette fiscale de la vente de produits agricoles et de produits industriels.

L'O.M.S. a en tout cas, déjà porté des coups de boutoir à ces sociétés en élaborant un code de conduite des fabricants de médicaments du lait maternel, en imposant une liste de médicaments essentiels et en imposant une limite de 25 % de la production mondiale de médicaments. Quant à la CNUCED, l'organisme de son conseil tend à freiner les progrès croissants des sociétés multinationales.

Le marché mondial de l'alcool représente 170 milliards de dollars (160 milliards de francs) par an. Les ventes de whisky vendues dans le monde, sur lesquelles on ne dispose de données fragmentaires. Vingt-sept grandes sociétés multinationales vendent chacune pour plus d'un milliard de dollars par an de boissons alcoolisées.

Chaque année 3 milliards de dollars sont investis dans la production directe (par l'existence de formes de publicité déguisées) pour promouvoir la consommation d'alcool, en dépit des interdictions ou des limitations qu'imposent un certain nombre de pays.

En début de siècle, le commerce de l'alcool était en grande partie contrôlé par de petites entreprises, et les ventes se faisaient au niveau local et régional. C'est ainsi la fondée du boom économique qui suivit la fin de la guerre mondiale que les ventes de boissons alcoolisées ont augmenté de 400 %. Sur la

quarante-six pays où elle s'est accrue de 50 % entre 1975 et 1980, quarante-deux des pays pauvres. La consommation mondiale de boissons alcoolisées a quadruplé dans le courant de la présente décennie.

Les grandes sociétés multinationales. Ainsi, Philip Morris, qui avait acheté en 1969 la brasserie Miller, une affaire de faible importance, s'est-elle retrouvée en 1981 la tête de la deuxième plus grande brasserie du monde. Près de la moitié — 45 % — de la production mondiale de bière est concentrée dans quatre pays : États-Unis, Royaume-Uni, R.F.A. et Japon. Dans ce dernier pays, la société Kirin, détentrice de 63 % du marché, aux États-Unis, Anheuser-Busch s'en approprie 25 %, et Philip Morris 22 %. En France, la société B.S.N.-Gervais-Danone possède 51 % de l'industrie du commerce de cette boisson. Les ventes de petites et moyennes brasseries ont diminué de 11 % dans le monde entre 1970 et 1980.

La consommation est également spectaculaire dans le commerce des spiritueux : durant les années 1970, les États-Unis, l'U.R.S.S. et le Royaume-Uni se sont partagés les ventes de la production. Sur dix milliards de litres vendus dans le monde, neuf sont produits dans quatre pays : États-Unis (26 %), Royaume-Uni (24 %), Canada (15 %), Japon (14 %). Cependant, la société Seagram, dont le siège est à Montréal, vend huit fois plus de whisky au Canada qu'en France. Elle produit 1,5 million de litres de spiritueux sous 300 appellations, du vin, du champagne, du porto et du whisky, et possède 30 distilleries dans 11 pays.

Coca-Cola vigneron

Une des principales forces des multinationales réside dans la diversification de leurs ventes. Ainsi, la firme Pepsi-Cola a développé une entreprise géante parce que les ventes de boissons alcoolisées ont augmenté de 400 % dans le monde, neuf sont produits dans quatre pays : États-Unis (26 %), Royaume-Uni (24 %), Canada (15 %), Japon (14 %). Cependant, la société Seagram, dont le siège est à Montréal, vend huit fois plus de whisky au Canada qu'en France. Elle produit 1,5 million de litres de spiritueux sous 300 appellations, du vin, du champagne, du porto et du whisky, et possède 30 distilleries dans 11 pays.

Les ventes de rapport ne fournissent pas les données précises sur la consommation d'alcool en U.R.S.S. Ils rappellent toutefois les accords de l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) conclus en 1972 : la consommation de boissons alcoolisées a augmenté de 400 % dans le monde, neuf sont produits dans quatre pays : États-Unis (26 %), Royaume-Uni (24 %), Canada (15 %), Japon (14 %).

En conclusion, le rapport ne présente aucune solution, hormant le souligner la responsabilité des multinationales à l'indiquer que les formes de prohibition sont le proscrire, qu'il s'agisse de l'interdiction pure et simple de taxation, même la plus lourde. Ainsi, un litre de whisky valant 17 livres sterling au Royaume-Uni revient, toutes taxes payées, à l'équivalent de 266 livres au Brésil. Mais les Brésiliens ne deviennent pas abstinents pour autant : ils continuent de consommer du whisky importé du Paraguay. Selon le rapport, on estimait en U.R.S.S. vers les années 1970, que 1,7 milliard de litres de sangon (vodka produite clandestinement) y avaient été consommés, soit un tiers de la consommation totale. Et l'on a appris, en avril 1981, que le gouvernement polonais avait décidé de poursuivre plus de six millions de litres de vodka distillée clandestinement.

ISABELLE VICHNIAC.

ÉNERGIE

Plusieurs pays membres réclament une nouvelle réunion de l'OPEP

Les pressions se multiplient au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en faveur de la réunion prochaine d'une nouvelle conférence. L'Iran a demandé dimanche 13 février, dans un communiqué diffusé par l'agence de presse officielle IRNA, la tenue d'une conférence extraordinaire afin de fixer un plafond global de production de 17 à 17,5 millions de barils par jour. La Libye a également réclaté la tenue d'une telle conférence, dénonçant dans un communiqué « le plan préparé par les cercles impérialistes pour forcer les pays producteurs à baisser le prix du pétrole, [qui] est une conspiration ouverte pour saboter les espoirs des ambitions des peuples de ces pays ». Cette déclaration suivait une tournée du ministre libyen du pétrole dans les pays du Golfe (Arabie

Saoudite, Koweït, Qatar et Émirats arabes unis).

L'Équateur s'est, de son côté, déclaré favorable à une réunion préalable des pays membres de l'OPEP uniquement afin de définir la définition d'un plafond et de quotas de production, laissant de côté les problèmes liés aux prix. Le secrétaire général de l'OPEP, M. Marc Ngema, aurait, lui aussi, souhaité, samedi 12 février, dans une interview donnée par la radio émiratienne, la réunion d'une conférence de l'OPEP « le plus tôt possible », laissant entendre qu'il était possible qu'elle soit convoquée au cours de la dernière semaine du mois de février.

Ces demandes rencontrent apparemment peu d'écho parmi les pays du Golfe, qui continuent de laisser planer le menace d'une réduction des prix officiels, sans confirmer toutefois une révision quelconque en ce sens.

proposant résolu et

BANCHE INTERBANCAIRE

TAUX DES EURO-1

CONJONCTURE

M. BARRE AU « GRAND JURY R.T.L. - LE MONDE »

« Des agents économiques des acteurs économiques sont déconcertés, désorientés »

Raymond Barre était l'invité dimanche 13 février du « Grand Jury R.T.L. - Le Monde ». Abordant en premier lieu la situation de l'économie mondiale, l'ancien premier ministre a déclaré : « Je pense que la reprise que les Etats-Unis ont enregistrée à la fin de l'année se confirmera en 1983. Je crois qu'il y aura un décalé entre la reprise américaine et la reprise en Europe, en particulier parce que les économies européennes doivent s'adapter à ce qu'elles ne pas fait jusqu'à par rapport aux Etats-Unis. Le problème est celui de l'économie allemande. Je pense que la reprise s'éclaircira en 1984 ».

La France a-t-elle des chances de profiter de cette reprise ? Non, répond M. Barre : « Ce qui a été fait depuis deux ans écarte la France des chances de saisir la reprise dès qu'elle se produira. De cela, il faut être bien convaincu. Plus vite des efforts seront consentis pour maîtriser les déséquilibres, plus vite nous pourrions bénéficier d'une amélioration de la situation internationale ».

Pour M. Barre, il n'y a pas de miracle en matière de politiques économiques, mais les circonstances très difficiles où nous sommes, on ne peut pas réussir sans une certaine continuité, ce qui n'est pas actuellement le cas en France.

« S'il n'y a pas continuité, s'il y a un changement de politique, on observe une dégradation des responsables de l'économie. A l'heure actuelle, en France, c'est bien, ne semble-t-il, ce qui explique... »

« Des agents économiques, des acteurs économiques, sont déconcertés, désorientés ».

« Le gouvernement doit dire clairement quelle est sa politique ».

Aux yeux de M. Barre, la tâche prioritaire doit être la réduction des dépenses. « L'Etat de budget, - 100 milliards de francs est un déficit insupportable, - qui passe par une réduction des dépenses, celui des entreprises publiques, qui passe par la vérité des prix, celui enfin de la Sécurité sociale, qui suppose encore une réduction des dépenses mais aussi des recettes nouvelles ».

« Lorsque les efforts sur les dépenses ne sont pas suffisants, il faut recourir à des augmentations de cotisations mais des cotisations sur les ménages, non sur les entreprises. Nous ne pouvons pas nous priver de

une arme qu'est l'augmentation des cotisations. Nous devons cependant maintenir un système de solidarité. Mais, dans l'augmentation des revenus par tête de Français, il est possible de leur demander un effort complémentaire, autrement dit accroître la responsabilité des citoyens dans la financement de la Sécurité sociale et parvenir à une plus grande personnalisation de la protection sociale ».

Ces mesures entraîneraient-elles une baisse du pouvoir d'achat ? « Nous ne sommes pas du niveau de vie », estime l'ancien premier ministre.

Convaincu que l'un des grands problèmes de demain sera de réduire les charges qui pèsent sur l'ensemble de la population, M. Barre met en garde ceux qui pourraient être tentés par l'expérience américaine : « Ne faisons pas de rétrograde ».

Abordant le problème de l'endettement extérieur, M. Barre admet que « les gouvernements précédents ont emprunté », mais que ces emprunts « étaient destinés à financer les investissements », alors qu'actuellement « on emprunte pour soutenir la monnaie ». L'endettement actuel menace-t-il l'indépendance nationale ? « En l'état actuel des choses, je ne crois pas que nous puissions déjà parler d'une limitation de notre indépendance, mais il est évident que lorsque l'on voit une dette extérieure s'accroître aussi rapidement, la marge de manœuvre pour les autres vous présente est réduite », répond M. Barre. Faut-il avoir recours au protectionnisme pour réduire le déficit commercial ? Sur ce point, M. Barre est formel : « Si nous introduisons le doigt dans des mesures protectionnistes, nous nous passons tout entier ! Ce pays ne pense qu'à se protéger : le fait même, je suis sûr, que nous ne pouvons pas nous passer de la correction des déséquilibres internes et externes. Pour y parvenir, M. Barre ne dispose pas de recettes miracles, et il plaide en faveur d'une réduction des dépenses, il n'écartera pas une augmentation de l'impôt et la limitation des dépenses des ménages qui, inévitablement, entraînerait, il estime, d'un seul coup, une baisse du niveau de vie. La formule est quelque peu ambiguë. Mais, politiquement, d'une réforme fiscale profonde, compatible avec la réduction de l'inégalité, il demeure convaincu en France ».

Nul doute que M. Barre, qui a manifestement voulu apparaître un homme raisonnable, en garde les problèmes. « Je suis en garde », dit-il, « et je raisonne mal ».

Un opposant résolu et raisonnable

Plus que les propos - sans surprise - de l'ancien premier ministre, c'est son attitude qui a marqué. Résolument opposé à la politique menée par le gouvernement de M. Mauroy, inquiet des conséquences qu'elle pourrait avoir sur le pays, M. Barre s'est cependant gardé de verser dans le catastrophisme trop souvent évoqué par l'opposition.

C'est ainsi qu'il s'est refusé à parler de limitation de notre indépendance à propos de l'endettement extérieur - même si le rythme de cet endettement le préoccupe à juste titre - et qu'il a admis qu'il y ait une perception pour un certain nombre de Français d'un certain progrès social, bien qu'il estime que « la généralité sociale à crédit réserve pour l'avenir un certain nombre de mécomptes ».

Pour le reste, M. Barre... reste barriste. Convaincu que la politique doit être graduelle, lorsqu'il était premier ministre, reste la

seule possible, en dépit des piètres résultats obtenus en matière de chômage, il continue de penser que le salut passe par la correction des déséquilibres internes et externes. Pour y parvenir, M. Barre ne dispose pas de recettes miracles, et il plaide en faveur d'une réduction des dépenses, il n'écartera pas une augmentation de l'impôt et la limitation des dépenses des ménages qui, inévitablement, entraînerait, il estime, d'un seul coup, une baisse du niveau de vie. La formule est quelque peu ambiguë. Mais, politiquement, d'une réforme fiscale profonde, compatible avec la réduction de l'inégalité, il demeure convaincu en France ».

Nul doute que M. Barre, qui a manifestement voulu apparaître un homme raisonnable, en garde les problèmes. « Je suis en garde », dit-il, « et je raisonne mal ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	
SE-11	6,8500	6,8500	+ 110	+ 215	+ 410	+ 480	+ 1190	+ 1310
SE-12	5,9955	5,9955	+ 110	+ 150	+ 270	+ 335	+ 850	+ 965
Yen (100)	2,9030	2,9030	+ 125	+ 145	+ 280	+ 320	+ 905	+ 975
DM	2,6320	2,6345	+ 140	+ 165	+ 300	+ 365	+ 1010	+ 1075
Florin	2,5425	2,5445	+ 145	+ 165	+ 300	+ 365	+ 1010	+ 1075
F.S. (100)	14,3910	14,4020	+ 175	+ 35	+ 70	+ 300	+ 965	+ 1025
F.S.	3,3935	3,3985	+ 250	+ 280	+ 515	+ 1600	+ 1695	+ 1695
L. (1 000)	4,9180	4,9220	+ 365	+ 280	+ 515	+ 1600	+ 1695	+ 1695
£	16,5270	16,5360	+ 60	+ 140	+ 270	+ 480	+ 1135	+ 1345

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-11	SE-12	DM	Florin	F.S. (100)	F.S.	L. (1 000)	£
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
5 1/2	9	9	7 1/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

LES CONFLITS DE L'AUTOMOBILE

La C.G.T. menace de recourir à la grève à Citroën-Aulnay en cas de licenciement de ses délégués

Situation d'attente dans les conflits de l'automobile de la région parisienne. A Citroën-Aulnay, la direction a décidé d'attendre, le lundi 14 février, pour des entretiens préalables, trois des vingt-six salariés contre lesquels elle a engagé une procédure de mise à pied. Samedi, une assemblée de militants de la C.G.T. a décidé de déclencher une grève si la direction licencie effectivement des responsables et des syndiqués cégétistes. Mais les modalités de cet éventuel arrêt de travail n'ont pas été décidées. Dans un communiqué, les techniciens et cadres C.G.T. estiment que « le licenciement de la menace de licenciement d'Alka Ghazi, membre du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, et d'autres militants qui ont été salariés ».

Ensemble, nous devons empêcher de tels actes soient commis à l'avenir ».

Chez Chausson, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), la situation reste tendue, le conflit étant entré dans sa cinquième semaine. Après avoir été suspendu vendredi 11 février, les « ultimes propositions » de la direction, les O.S. ont décidé de poursuivre la grève.

Pendant le week-end, la direction a fait passer les huissiers de la grève par les piquets de grève des pupilles de l'entreprise. Lundi, tandis que les agents de maîtrise manifestaient dans l'usine par des grèves, des négociations se sont engagées à la direction départementale de l'emploi sur l'indemnisation des jours de grève.

Le S.N.P.M.I. rejette l'accusation de « séquestration » de deux inspecteurs du travail. A la suite des inspections menées le 13 février à Cluses, en Haute-Savoie, où deux inspecteurs du travail avaient été séquestrés par des salariés du S.N.P.M.I. (le 12 février), M. Gérard Deuil, délégué syndical, a démenti l'accusation de séquestration. Dans un communiqué, le président du S.N.P.M.I. affirme qu'il a été pour contraindre les salariés du S.N.P.M.I. d'exiger la mise en œuvre de l'éducation d'un premier rendez-vous avec un rendez-vous avec une entreprise ».

M. Meunier se prononce en faveur d'une « table ronde » de négociations. Intervenant le 12 février à Rennes, l'assemblée de l'Union départementale d'Ille-et-Vilaine de son syndicat, le président de la C.G.C. a souligné que « les salariés n'accepteront pas de sacrifices en l'absence de conditions : s'ils ne servent pas à boucher des trous dans le budget d'un véritable dessein industriel », M. Meunier a souligné, le 17 février, lorsqu'il a présidé une « table ronde » de tous les partenaires sociaux, afin de déterminer comment être réparti entre l'effort de solidarité ».

LE PREMIER CONGRÈS DU COMITÉ NATIONAL C.G.T. DE DÉFENSE DES CHOMEURS

Réunir et aider ceux qui sont « tentés par la déception »

Le premier congrès du comité national C.G.T. de défense des chômeurs s'est tenu porte de Montreuil à Paris, les 10 et 11 février 1983. Il a réuni 100 délégués, dont près de 50 chômeurs, créés depuis 1971 dans les départements qui regroupent, selon la C.G.T., 20 000 adhérents. A l'issue du congrès, M. Christian Forgeot a été élu secrétaire général du comité national.

Mais l'essentiel est sans doute la volonté de la C.G.T. de créer un mouvement qui s'intègre le plus possible dans la structure de la C.G.T. afin de rapprocher les actions entreprises par les comités locaux de chômeurs et celles des travailleurs actifs. Cette coopération devra se manifester à l'échelon local, pour accroître l'implantation des comités de chômeurs, qui n'existent actuellement que dans deux départements : « Nous avons l'ambition d'aboutir, dans tous les pays, à une forte implantation des comités de chômeurs », a déclaré M. Deluchat.

Après avoir témoigné des difficultés qui sont celles des travailleurs privés d'emploi, en particulier les catégories les plus vulnérables - jeunes, femmes, immigrés, et personnes de plus de cinquante ans - les délégués ont développé les initiatives locales engagées pour trouver des emplois, faciliter l'indemnisation, améliorer l'information des chômeurs.

Une charte revendicative a été élaborée, dont les principaux points ont été repris dans l'intervention que M. Meunier a prononcée à la place de M. Deluchat (en l'absence de ce dernier, celui-ci n'a pas pu assister aux travaux) : « Exigence fondamentale d'un minimum équivalent au SMIC, garantie d'une protection sociale, restriction de condition de durée (...), réductions de tarifs pour l'accès aux services collectifs (...), formation professionnelle adaptée à l'évolution des besoins et amélioration des services rendus par l'A.N.P.E. et les ASSEDIC ».

L'enjeu du congrès est de réunir ceux qui, « notamment parmi les chômeurs, peuvent être tentés par la déception, ou laisser aller à leur gré. Notre action passée et présente nous autorise à leur dire qu'il ne faut pas faire à leur tour leurs pires adversaires », a souligné le dirigeant cégétiste.

M. André Deluchat a annoncé la fin des travaux que M. Mauroy a prochainement délégués au comité national.

Le chômage a atteint un niveau élevé de défaillances d'entreprises en janvier. - 1 756 entreprises ont été déclarées en faillite en janvier 1983, contre 1 618 en décembre, 1 714 en novembre et 1 825 en octobre. Cette série s'écartera donc peu d'un chiffre moyen de 1 700 à 1 800 défaillances par mois. Au niveau sectoriel, l'INSEE indique que le nombre de défaillances a tendance à croître dans l'industrie, principalement dans la production de biens intermédiaires, et dans le commerce de détail.

LIVRET D'ÉPARGNE POPULAIRE UNE GRANDE IDÉE POUR LES PETITES ÉCONOMIES.

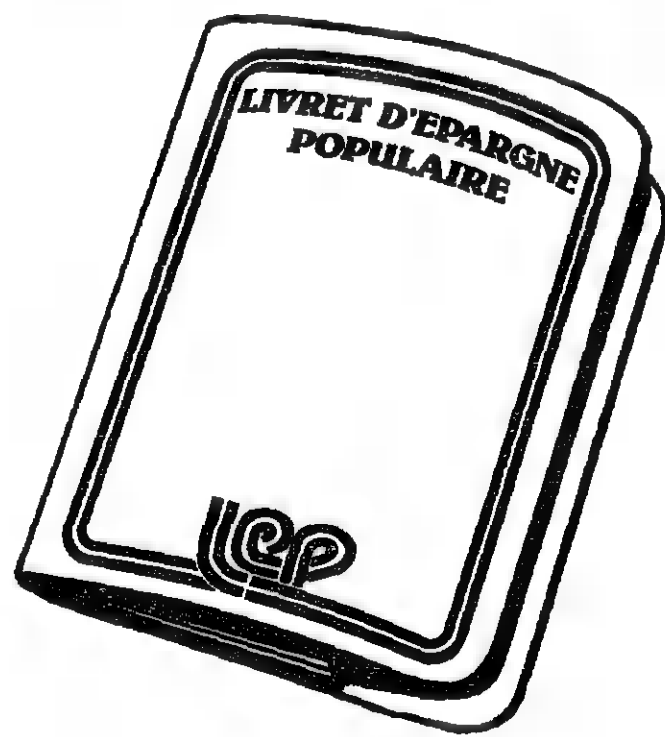
Qui peut bénéficier d'un Livret d'Épargne Populaire ?

Le Livret d'Épargne Populaire a été créé pour protéger les petites économies, pour protéger l'argent durement gagné. Si vous ne payez pas d'impôts sur le revenu, ou si vous avez payé moins de 1.130 francs, vous avez droit au Livret d'Épargne Populaire.

Quelle garantie pour vos économies ? Avec un Livret d'Épargne Populaire, vous êtes sûr de mettre vos économies à l'abri. Vos économies rapportent, en effet, un intérêt garanti de 8,5 % exonéré d'impôts et un complément est versé, s'il y a lieu, pour protéger intégralement la valeur.

Combien peut-on déposer par livret ? Désormais, vous pouvez déposer jusqu'à 20.000 francs par Livret, soit 40.000 francs par ménage puisque, dans un ménage, les deux conjoints peuvent bénéficier d'un Livret d'Épargne Populaire.

Où s'adresser pour ouvrir un Livret d'Épargne Populaire ? Renseignez-vous à la Poste, dans les Caisses d'Épargne ou auprès de votre banque habituelle.



L'ARGENT DUREMENT GAGNE ENFIN GAGNANT.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

SOCIAL

LA PRÉPARATION DU IX^e PLAN

Emploi et protection : le temps des sacrifices

Y aura-t-il un plan rigueur en 1983 ? Ici, on a critiqué le trouble-fête qu'aurait M. Edmond Millaud en lançant cette hypothèse prétextant qu'à la veille des élections municipales il faussait le débat politique, comme l'économique ou le social devaient disparaître de la scène démocratique quand il faut rendre aux urnes. Là, on s'est étonné de cette intervention qui permettait de faire disparaître les débats contre la majorité ou de faire élargir et approfondir le débat.

Rarement on s'est posé les questions : pourquoi ? comment ? Et, surtout, on ne s'est guère demandé si cette hypothèse n'était pas une nouvelle fois, s'est posée la question permanente d'une partie du débat politique : le syndicat ne raisonne-t-il qu'au présent ou au futur immédiat ?

Or, les représentants des catégories socio-professionnelles qui participent à la préparation du IX^e Plan (1984-1988) savent bien que, pour éviter, dans le futur, une trop grande dégradation du niveau de vie, de l'emploi ou de la protection sociale, il faut conjuguer un futur permanent d'efforts et parfois aussi d'austérité.

Les rapports préparatoires au IX^e Plan ne contiennent, il est vrai, que des propositions, des esquisses que le gouvernement devra trier et afficher. Ils constituent cependant des documents pratiques qui, tous, démontrent la nécessité d'adapter un langage plus réaliste à une politique plus ferme, n'excluant pas, mais en faveur, plus de détermination.

Relever le défi du chômage

Trois rapports sur la « protection sociale », l'emploi, le revenu, du IX^e Plan - et « emploi, revenu, solidarité » - sont des invitations à de sévères remises en cause. Ils traitent de pratiques, de prévisions et de projets : le chômage, la durée du travail et la protection sociale.

« Emploi et durée du travail : les estimations révisées que nous serions en erreur de croire

que la rigueur s'estomper après 1983. Pour éviter un accroissement important du nombre de chômeurs au cours du IX^e Plan, c'est-à-dire empêcher qu'il y ait trois millions de chômeurs en 1988, il faudra, dans la ceinture, il faut que le IX^e Plan prenne en compte une stratégie cohérente, économique et sociale qui permette le reflux et le contrôle du nombre de chômeurs. Cela ne peut se faire sans effort ni sacrifices », conclut l'intergroupe emploi du commissariat au Plan, dans sa première phase de préparatoires au IX^e Plan.

L'objectif fixé - pour le plan intermédiaire 1982-1983 - « stabiliser le chômage puis inverser les tendances » sera pas simple. Les scénarios, lorsqu'ils intègrent une réduction importante des horaires hebdomadaires (35,3 à 35,9 heures en 1988) ou une réduction par une nouvelle montée du chômage : « un scénario ne nous apparaît pas à l'horizon d'une stabilisation ou à fortiori d'une réduction du chômage ». Selon les hypothèses, la population à la recherche d'un emploi augmenterait de 300 000 à 510 000 en 1988. Dès lors, il ne s'agit pas de se limiter à la catastrophe, mais d'examiner les moyens d'empêcher cette évolution.

Pour éviter l'aggravation du chômage, il importe donc de relever le défi et l'ampleur de ce défi - être souligné, ce qui implique des changements de structure, de comportement, de mentalité... Il implique une rigueur maintenue au fil des années. Or, la rigueur - le rapport parle plutôt de sacrifices - ne concerne pas seulement des dirigeants d'entreprise, des cadres, mais aussi des salariés, des fonctionnaires, des enseignants et peut-être aussi des demandeurs d'emploi et les jeunes.

Concrètement, il s'agit de : « budgéter les deux dimensions : investissements-production-compétitivité et emploi, organisation du travail, formation ». Réduire la durée du travail certes, mais à condition l'associer à un partage du travail, à tenir compte de la nécessité

d'utiliser davantage les machines et de « maintenir les capacités de production » afin de « dégager des gains de productivité ». Autrement dit, c'est là que la rigueur se joue. C'est là que le rapporteur employant le terme d'« horaire de travail » (travail de trente-cinq heures) : « développement d'accompagnement : développer le temps partiel », pour les jeunes et les salariés âgés, et les horaires courts (trente-deux heures) avec comme conséquence un salaire amoindri.

Améliorer le droit à la retraite ? Oui, mais en revenant peut-être sur le critère adopté par le gouvernement - celui de l'âge - en adoptant celui du droit à la retraite quel que soit l'âge, selon le statut d'activité professionnelle, c'est-à-dire après « quarante puis trente-neuf, puis trente-huit années de travail » de contribution. Le rapport propose aussi ce que l'on sait en vain conseillé, « la retraite progressive », qui « devrait être encouragée sur des bases plus élargies ».

■ Protection sociale. - Lorsqu'on accepte de regarder en face les estimations pour 1983-1988, il est clair que le besoin de financement des régimes de Sécurité sociale serait de 10 milliards de francs en 1988. Autrement dit, pour assurer l'équilibre, il faut majorer les cotisations de 0,1 point par an déflation ou encore, si on opte pour des taxes, accroître de 0,3 point le PIB les prélèvements obligatoires. Face à ce scénario, jugé « optimiste », existe une autre estimation - scénario EZ - qui évalue le déficit de Sécurité sociale à 1,5 point du PIB par an ! (1).

Un effort contributif supplémentaire

Quelles que soient les hypothèses, les rapporteurs concluent donc à la nécessité de lever les contributions si l'on veut respecter le principe présidentiel de ne pas accroître les prélèvements obligatoires. Les conclusions se rejoignent toutes : les sacrifices seront nécessaires, un effort contributif supplémentaire sera sans doute inévitable et, dans tous les cas, il faudra veiller, pour une rigueur plus acceptée, qu'elle soit basée sur la clarté et le souci de préserver le plus de détermination. Rejetant les scénarios les plus austères - d'une rigueur irréaliste - car ils entraîneraient une réduction de certaines prestations pénalisant les salariés sans réduire fortement le chômage, le rapport « Emploi, revenu, solidarité » propose de « réexaminer les complaisances des privilèges devenus in-

justifiés » et de « mieux répartir les charges sociales » afin de « concilier la solidarité avec le dynamisme économique et social ».

Insistant sur l'urgence d'une politique globale, il préconise notamment :

- une politique d'accompagnement du SMIC mais de la lier à une politique de salaires « binômes » pour ne pas écarter la concurrence au travail ;
- réguler l'offre de soins, améliorer les conditions et les modalités locales ;
- modifier le statut des fonctionnaires pour la transformer en statut forfaitaire accordée à tous sous forme de calcul d'impôt, avec en contrepartie un allègement des contributions ;
- inclure les retraités dans l'effort par une réforme des modalités de réévaluation des pensions afin de ne pas les indexer totalement sur les salaires ;
- procéder à une « refonte fondamentale du prélèvement social » en remplaçant une partie des cotisations par une « contribution proportionnelle sur tous les revenus ».

C'est ainsi que non seulement les prestations familiales, mais aussi les prestations « maladie » en nature et les allocations forfaitaires (retraite-chômage) - finalement tout ce qui n'obtient pas aux règles de l'assurance - devraient être financées par tous les citoyens qui ont un revenu : le salarié, mais aussi les indépendants et primes des fonctionnaires (11 % de leur revenu) qui ne sont pas soumis à cotisation, les valeurs mobilières, les indemnités journalières « maladie », les retraites, etc.

Finalement, au-delà de certaines économies - les dépenses possibles (2) - l'objectif est de diversifier les rapports : protéger l'investissement et dynamiser l'industrie en allégeant ses charges ; faire mieux et non pas plus en matière de protection sociale ; être plus riches que les autres : les plus riches par exemple aux Américains, aux Allemands, aux Suédois et les autres salariés et surtout non salariés - à admettre qu'un partage des revenus est nécessaire pour sauver l'économie. Au total, la rigueur, mais une rigueur relative si l'on veut bien regarder ce qui se passe chez les voisins ; une rigueur d'une durée plus longue que prévu, certes, mais réaliste, si on veut éviter la vraie catastrophe dans quatre ou cinq ans.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) En 1981, le PIB atteignait 3 094 milliards de francs, et les prestations sociales reçues par les ménages 778 milliards de francs (soit 25,2 % du PIB contre 18,33 % en 1973).

(2) Selon le rapport : La santé choisie - les dépenses de santé dans le système de santé - et qu'on peut réduire - ne sont pas négligeables : 5 à 10 milliards de francs - (accumulation d'accidents, hospitalisations critiques, certaines prescriptions médicales, recours excessif aux praticiens, etc.).

LE PREMIER ANNIVERSAIRE DES COMITÉS LOCAUX POUR L'EMPLOI

L'exemple breton : un certain succès malgré le manque de moyens financiers

De notre envoyée spéciale

Rem. - Les comités locaux pour l'emploi (C.L.E.) ont été créés le 27 janvier 1982 et ont un an. En Bretagne, la formule a connu un certain succès. Mais en janvier aujourd'hui les limites de ces structures.

« Une petite entreprise d'Auray qui avait un bail précaire a failli fermer définitivement. On a pu résoudre l'affaire au sein du comité local. Auparavant, il s'agissait d'un conflit de travail, il s'agissait de régler les conflits. » La remarque de M. Dominique Gastard, chargé de la direction régionale du travail et de l'emploi, D'autre part, la Bretagne est devenue une région où les patrons entraînent les pieds », affirme M. Pinard, qui reconnaît néanmoins le rôle qu'a joué le comité : « Il a dramatisé systématiquement les situations ; les participants ont appris à travailler ensemble, à condition, bien sûr, de ne pas faire de résumés, comme il a existé dans les grandes villes. »

■ Les limites officielles, les comités locaux pour l'emploi se sont multipliés en Bretagne. On est, dans la région, habitués à parler en termes de « pays », affirme M. Dominique Gastard, chargé de la direction régionale du travail et de l'emploi. D'autre part, la Bretagne est devenue une région où les patrons entraînent les pieds », affirme M. Pinard, qui reconnaît néanmoins le rôle qu'a joué le comité : « Il a dramatisé systématiquement les situations ; les participants ont appris à travailler ensemble, à condition, bien sûr, de ne pas faire de résumés, comme il a existé dans les grandes villes. »

Pas étonnant donc qu'on dénombre aujourd'hui 27 comités, une dizaine non reconnus officiellement car ils ne répondent pas aux critères fixés par le ministère du travail (correspondre à un « bassin d'emploi », être composé de salariés, élus, employeurs), signe que la structure est jugée utile. Les secteurs où la vie était déjà ébranlée ont été les premiers à s'inscrire : outre Rennes et Brest, le pays Méné (communes agricoles du centre Bretagne), Douarnenez, Concarneau, pays de Redon, Lannion (cité en exemple dans les bureaux et les municipalités parisiennes). Parfois, le comité dépend de la ville d'un élu (de la majorité ou de l'opposition) ; son personnel est bénévole, son siège à la mairie.

■ Les C.L.E. ont accompli un travail officiel d'information et mise en place des mesures gouvernementales. M. Pinard, directeur de Brest et Rennes ont les courroies de transmission pour les contrats de solidarité : bilan, 2 100 emplois potentiels créés à Rennes en 1982, 1 666 à Brest. Les comités ont favorisé les jeunes de seize à dix-huit ans peu nombreux aujourd'hui ; relais un peu partout. Mais l'intérêt de ces structures sans doute été l'élaboration concertée de propositions précises afin de résoudre les difficultés des économies locales.

■ A Brest, des commissions définissent les implications économiques de la vocation maritime de la ville affirmées par la mairie. A Rennes, un groupe de travail s'est spécialisé

dans le « bâtiment et travaux publics » et a organisé une vaste campagne d'information jusque dans les autobus, récapitulant les aides prévues, les programmes disponibles, les possibilités offertes pour la réhabilitation, les économies d'énergie. A Vitry, on définit les besoins des entreprises dans certains domaines techniques. A Lannion, on met au point un plan de promotion de l'industrie du granit. A Redon, où sont battus les records nationaux du chômage, on fait des propositions de formation professionnelle pour les employés licenciés.

Les limites

■ Les limites des comités locaux sont rapidement apparues. D'abord, le monde ne joue pas le jeu. Si la C.F.D.T. accepte son rôle de partenaire, les autres syndicats se font tirer l'oreille et les patrons entraînent les pieds », affirme M. Pinard, qui reconnaît néanmoins le rôle qu'a joué le comité : « Il a dramatisé systématiquement les situations ; les participants ont appris à travailler ensemble, à condition, bien sûr, de ne pas faire de résumés, comme il a existé dans les grandes villes. »

Seconde pierre d'achoppement, les comités locaux manquent de moyens. « On ne F a cotisation par ménage et les participants, on ne va pas loin », affirme M. Pinard, qui reconnaît néanmoins le rôle qu'a joué le comité : « Il a dramatisé systématiquement les situations ; les participants ont appris à travailler ensemble, à condition, bien sûr, de ne pas faire de résumés, comme il a existé dans les grandes villes. »

En tout état de cause, seul un organisme de décision doté de réels moyens financiers peut assurer le bon fonctionnement des comités. Sans le syndicat intercommunal de l'Auray - Expansior - (à Lorient), le comité d'expansion économique du pays de Méné, etc., que seraient les comités locaux bretons ?

Reste à voir si les politiques qu'ils mettent en œuvre prises en compte par les diverses administrations et s'ils trouveront des moyens de réalisation. C'est le prix que tous ceux qui ont participé à leurs travaux ne seront pas déçus.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

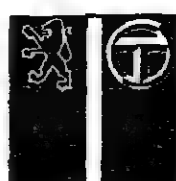
OCCASIONS SÉLECTIONNÉES
À DES CONDITIONS SPÉCIALES

CLES EN MAIN

CRÉDIT SUR 48 MOIS*. GARANTIE 6 MOIS.

Jusqu'au 15 Mars 83, profitez de conditions exceptionnelles sur toutes les voitures d'occasion de moins de 10 ans. Pas un centime d'apport initial : 48 mois de crédit, vous partez avec une superbe voiture garantie 6 mois pièces main-d'œuvre ! Allez vite la choisir dans le réseau PEUGEOT-TALBOT.

* Plus frais
* Offre valable jusqu'au 15/03/83 sous réserve d'acceptation du dossier par DIN ou CRÉDITVALA.



AUTOMOBILES PEUGEOT

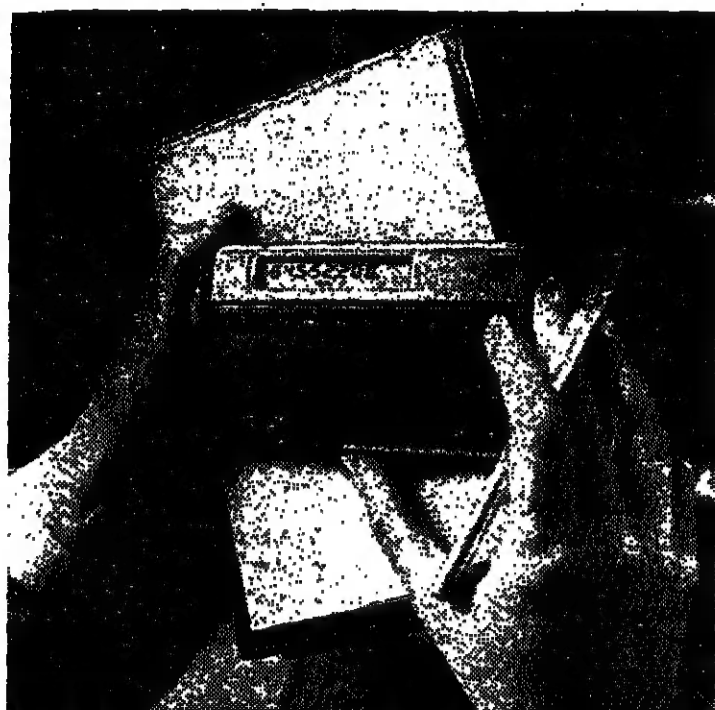
Un constructeur tout est prêt

rdina
choi



pour le monde faire
un ordinateur un o
Est pourquoi, nous
sateur de table super
Nous y ajoutons no
et un réseau de di
ber en savoir plus
à Hewlett Packar

Ordinateurs personnels: choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



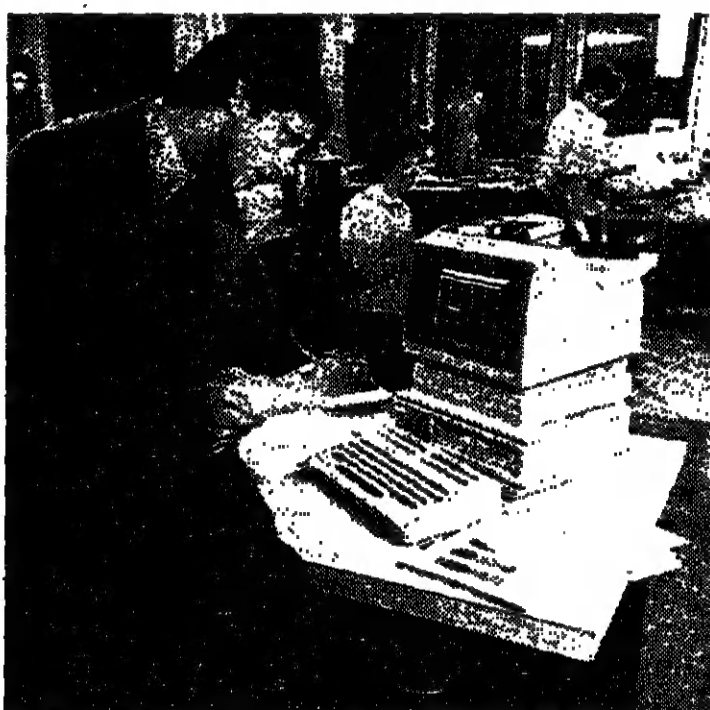
Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels - du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant - pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



**HEWLETT
PACKARD**

AIN
6 MOIS
**MOBILES
GEOT**

LA PUBLICATION DES RÉSULTATS DU RECENSEMENT

Vérité démographique en Corse

Pour rendre en recensement toute sa crédibilité, l'INSEE a procédé, à l'automne 1982, à une enquête complémentaire de contrôle dans un logement sur quatre et c'est à partir d'un « faisceau d'informations », selon l'expression de M. Alain Vienot, directeur du service régional de l'INSEE en Corse, qu'ont été établis les chiffres définitifs.

Autre caractéristique de la démographie insulaire : la croissance des deux villes, Ajaccio et Bastia et de leurs banlieues, qui concentrent à elles seules plus de la moitié de la population totale, tandis que les zones rurales de l'intérieur continuent de se vider.

DOMINIQUE ANTONI.

TRANSPORTS

Enfin, M. Quin a annoncé que le compte d'exploitation de la R.A.T.P. avait été positif en 1982 - comme il l'avait été en 1981. Un doublé. Cela non plus, on ne l'avait pas vu depuis bien longtemps... - M.-A. R.

M. Claude Quin a profité pour plaquer générale-
ment des affiches sur
des projets de son entreprise et d'
quelques souhaits. Certaines
des 13, 18, 19 et 20 ar-
rêts sont, à l'instar de la
mal dessinées par les transpor-
tistes remède en ouvrant de n-
lignes de bus, de taille a-
ceux-là. Les cabines auto-
matiques ont été installées au-
dessus du quai principal, et
menées sur un corridor cou-
vert de la petite peinture. Si l'es-
concluant, une liaison Arles-
est établie entre les deux pôles d'
ture Exposition universelle.
à-dire le 15° et le 13° ar-
quant aux bus du P.M.T.
se rendent difficilement sur les
vards extérieurs, on compte
un espace réservé et protégé
un petit murlet des incursions
torphiles.

Faut-il se féliciter, le meilleur port de croisière est revenu sans aléa après sa première importance — Montpellier (+ 14 %), Pau (+ 18 %), Brest (+ 29 %) — alors que les cinq « grands » (Lyon, Marseille, Nice, Toulouse et Bordeaux) ne progressent globalement que de 5 %, en partie grâce à la concurrence de la Méditerranée (+ 12 %), tandis que, sous l'effet du T.G.V., Lyon voit son trafic sta-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le dividende net représenté par le coupon n° 1 a été mis en paiement à partir du 29 janvier 1983 à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des Caisses régionales de Crédit agricole mutual.

A cette occasion, il a enregistré la démission de son président, M. Eric Rothschild, ainsi que de deux administrateurs : M. Hervé Paste de Rochefort et la société SAGA HOLDING.

Le bénéfice net de Schlumberger pour le quatrième trimestre de 1982 est de 311 millions de dollars, en baisse de 13 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre est de 1,51 milliard de dollars, en diminution de 7 %.

Pour l'ensemble de 1982, le bénéfice net est de 1,35 milliard de dollars, en augmentation de 6 % par rapport au bénéfice net de 1981 qui était de 1,27 milliard de dollars. Le bénéfice net par action est de 4,60 dollars, comparé à 4,37 dollars. Le chiffre d'affaires a aug-

Le Crédit du Nord, succursale Anjou Saint-Lazare, 59, boulevard Haussmann, 75008 Paris, informe qu'il a été mis fin à la garantie financière de 50 000 F accordée à la société Philippe Morel Ingénierie, 82, boulevard Haussmann, 75008 Paris, pour son activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, visée par la loi du 2 janvier 1970.

— M. Eric Dufour, directeur adjoint de la Compagnie financière de Suez ;

est passé aux activités de Schlimmberger :
- la baisse sévère du forage en Amérique du Nord, commencée en janvier, s'est poursuivie toute l'année. En dehors de l'Amérique du Nord, l'activité pétrolière s'est ralentie, d'abord en Amérique du Sud puis, plus tard, en Afrique et en Europe. Le chiffre d'affaires du secteur Services pétroliers est de 4,06 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 % :

AGF

**SOCIÉTÉ CENTRALE
DES
ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE**

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 407 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL DE L'EXERCICE

(En millions de francs)

	1981	1982	Variation %
A.G.F. VIE	4 450	5 270	+ 18,4
A.G.F. I.A.R.T.	6 314	7 102	+ 12,5
	10 764	12 372	+ 14,93

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F.-I.A.R.T. sont filiales de la Société Centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le groupe des A.G.F.

— 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.

- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES A.G.F. EN FRANCE DANS PLUS DE 60 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE A VOTRE SERVICE.

les SICAV des Caisses d'Épargne

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1982

LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV "diversifiée"		SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV "obligations"		Livret BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV "MONORY"	
Valeurs françaises	41 %	Valeurs françaises	81 %	Valeurs françaises	76 %
Valeurs étrangères	48 %	Valeurs étrangères	18 %	Valeurs étrangères	5 %
Liquidités	13 %	Liquidités	3 %	Liquidités	20 %
Valeur liquidative	356,18 F	Valeur liquidative	454,2 F	Valeur liquidative	211,54 F

Des placements performants

28,4%	SNFO	22,9%	LBI	25,
-------	-------------	-------	------------	-----

ouvrez un compte d'épargne en action (CEA)
pour profiter des avantages fiscaux liés au placement

Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

Venez avec nous sur notre île paradisiaque de Sri Lanka dans l'excellent confort d'un Tristar. Nos avions partent de Paris pour Colombo chaque vendredi et dimanche. Vous apprécierez au cours de votre voyage ce service attentionné et chaleureux propre aux habitants de ce paradis. **AIR LANKA**

Un avant-goût du Paradis

**Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris.
Tél 297 43 44. 9, rue du 4 Septembre, Paris 75002.**

AL202

11 FEVRIER

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après le clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 18 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	VALEURS	Cours précéd.	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	VALEURS	Cours précéd.	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	VALEURS	Cours précéd.	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	VALEURS	Cours précéd.	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	
853	380	Paris-Rhône	361	352	382	362	90	Vieljeux	52 50	93	82	81 30	48	Imp. Chimique	61 50	64 50	64 50	64 50
137	97	Paris-Rhône	30	30	30	30	1220	1220	1181	1185	1194	1194	108	Imp. Chimique	110 00	110 00	110 00	110 00
147	385	Paris-Rhône	327	325	325	325	670	Victor	598	610	611	698	630	Imp. Chimique	854	853	853	853
173	385	Paris-Rhône	410	413	414	412	870	St-Gabriel	890	1000	1000	990	41	Imp. Chimique	42 00	42 00	42 00	42 00
223	144	Paris-Rhône	137	137 40	137 30	136	210	Ames Inc.	214	210	211	210	210	Imp. Chimique	298	298	298	298
22	178	Paris-Rhône	140	140	140	140	850	Ames Inc.	850	850	850	850	850	Imp. Chimique	42 00	42 00	42 00	42 00
272	30	Paris-Rhône	32	32	32	32	210	Ames Inc.	816	816	814	816	738	Amant	740	730	741	738
142	30	Paris-Rhône	44	44 20	44 20	44 20	158	Ames Inc.	170	170	174	172	80	Mimosa M.	677	678	681	678
250	30	Paris-Rhône	140	140	140	140	870	Ames Inc.	1085	1100	1100	1090	230	Mimosa M.	227	230	234	235
260	315	Paris-Rhône	316	316	316	316	110	St-Omer	980	980	980	980	1685	Mimosa M.	1760	1760	1760	1770
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	365 50	362 50	365	365
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	827	843	840	835
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	508	515	515	507
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	384	394 50	394 50	392
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	111 50	113 20	113 20	113 20
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	646 50	672	672	672
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	514	525	525	525
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	1136	1138	1138	1138
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	3300	3320	3320	3320
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	73	73 50	73 50	72 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448	448	448	448	448	Imp. Chimique	434	445 50	445 50	445 50
322	30	P.L.M.	90	90	90	90	405	BAIF (Ind.)	448									

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Nos lecteurs et le cas Barbie.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT

- ISRAËL : M. Begin n'envisage pas d'infirmer sa politique.

5-6. DIPLOMATIE

- Les États-Unis étudient la possibilité d'une « solution intermédiaire » dans la négociation sur les euro-missiles.

6. EUROPE

- POLOGNE : une manifestation contre le régime a réuni quatre mille personnes à Varsovie.

6. AMÉRIQUES

SUPPLÉMENT

7 à 10. LE CAMEROUN : une transition tranquille.

POLITIQUE

11 à 14. LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1983.

- L'opposition tente d'exploiter les dissensions au sein de la majorité. Dans la grande couronne parisienne, la chasse à l'apollonisme.

SOCIÉTÉ

15. L'AFFAIRE KLAUS BARBIE : le dénomé a été transféré à la prison Saint-Joseph.

- RELIGION : le théologien Hans Küng dénonce le « scandale » du célibat obligatoire pour les prêtres catholiques.

SPORTS

16. FOOTBALL : les 32^{es} de finale de la Coupe de France.

AUTOMOBILISME

ARTS MARTIAUX

CULTURE

17. COLLOQUE : quatre cents intellectuels à la Sorbonne.

20. COMMUNICATION : Lu : « L'affaire Salengro », de Jacques Rouvière. Le festival de Monte-Carlo.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. La hausse des cours des matières premières. Une anticipation de la reprise mondiale.

- La stratégie du parti socialiste espagnol.

22. Un rapport de la CNUCED : le programme de la Banque mondiale ; un plan du Pacte arabe.

23. Des économistes en charge de la Hongrie.

24. « Les deux crises de la sécurité sociale américaine », par Henry Prud'homme.

ÉCONOMIE

42. AFFAIRES : le Japon accepte de réduire ses exportations de magnétoscopes vers l'Europe.

43. CONJONCTURE : M. Barre au « Grand Jury R.T.L.-le Monde ».

43-44. SOCIAL : Emploi et protection : le temps des sacrifices.

46. RÉGIONS : à propos de la publication des résultats du recensement en Corse.

RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS « SERVICES » (41) : Troisième âge ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.

Annexes classées (25 à 40) : Programmes des spectacles (18-19) ; Carnet (14) ; Marchés financiers (47).

APRÈS LES DÉCISIONS DE LAGOS

L'aide française aux étrangers expulsés du Nigéria va se développer

La France compte envoyer une nouvelle aide alimentaire de 3 000 tonnes aux expulsés du Nigéria, a annoncé, la semaine dernière, M. Pécoud, conseiller du ministre délégué au développement et à la coopération. L'acheminement de cette aide, probablement par bateau, est déjà à l'étude. Le ministre délégué à la coopération, en liaison avec le ministère de la défense, a déjà envoyé, à Lomé (Togo), 6 tonnes de médicaments et 3 tonnes de couvertures ainsi qu'une antenne médicale à bord d'un Transall. Un nouvel envoi de 2,5 tonnes de médicaments au Bénin a eu lieu jeudi.

M. Pécoud a également indiqué que Paris a acheté à la Haute-Volta, qui a un excédent de céréales, 500 tonnes de maïs acheminées par la route vers Lomé, pour un montant de 1,1 million de francs, une opération de « coopération sud-sud » qui pourrait être renouvelée avec le Niger. Enfin la C.E.E. a décidé d'accorder une aide d'environ 35 millions de francs au Ghana. Paris fournira, de son côté, un Transall pour acheminer sur place les aides matérielles collectées par les organisations non gouvernementales.

D'autre part le président Bongo se rendra cette semaine à Lagos, et les

conséquences des expulsions d'étrangers du Nigéria seront évoquées au cours de ses entretiens avec le président Shagari. Sans attendre, devant les critiques croissantes dont il fait l'objet, le gouvernement nigérian a donné l'assurance que les départs d'ouvriers qualifiés étrangers en résidence illégale prévus avant le 1^{er} mars se feront de manière plus ordonnée. Lagos s'est engagé à mettre à leur disposition des moyens de transport.

Alors que le président Hissène Habré rencontrait jeudi à Lomé M.M. Houphouët-Boigny et Eyadéma, les autorités tchadiennes ont lancé une mise en garde contre « tout acte d'agression ou de menace » à l'égard des ressortissants nigériens du Tchad. De vingt mille à trente mille Tchadiens font partie des expulsés du Nigéria.

Enfin, au cours d'un entretien publié ce lundi 14 février, par l'hebdomadaire « Newswatch », M. Jerry Rawlings, chef de l'Etat ghanéen, a déclaré que l'expulsion « cynique » d'un million de ses compatriotes par le Nigéria, fait partie d'un complot contre son régime. « Mais si nous parvenons à nous en sortir, ce sera un brillant exemple pour l'Afrique », a-t-il ajouté.

En Inde CLIMAT DE GUERRE CIVILE POUR LES ÉLECTIONS EN ASSAM

New-Delhi (A.F.P.). - Le scrutin pour le renouvellement de l'Assemblée législative de l'Assam s'est ouvert, lundi matin 14 février, dans une atmosphère de guerre civile. Deux heures après l'ouverture des bureaux de vote, la participation était à peu près nulle et la radio locale lançait appel sur appel pour encourager une population terrorisée à se rendre aux urnes (le Monde du 10 février).

Selon un bilan officiel, dix-sept personnes ont été tuées au cours des dernières vingt-quatre heures. La campagne électorale, qui s'est ouverte il y a un mois, aura fait plus de cent morts et des millions de dollars de dégâts.

Les natifs de cet Etat stratégique du nord-est de l'Inde, regroupés au sein de deux associations, s'opposent par la force à la tenue de ces élections. Sur les huit millions d'électeurs inscrits, estiment-ils, deux millions et demi sont des immigrants illégaux venus du Bangladesh voisin. Ils demandent leur radiation des listes électorales et leur expulsion d'Assam.

M. CHEYSSON A BAGDAD ET A DAMAS

Le président Saddam Hussein apprécie le soutien de la France dans son conflit avec l'Iran

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, venant de Bagdad, fait ce lundi 14 février et mardi une visite de vingt-quatre heures à Damas. Une personnalité syrienne « haut placée », a insisté, samedi, selon l'A.F.P., sur « les bonnes relations économiques et culturelles entre la Syrie et la France ». Selon une autre « source bien informée dans la capitale syrienne », la visite de M. Cheysson traduit une « volonté sincère d'engager un dialogue politique à haut niveau sur plusieurs questions d'actualité ».

Damas ayant pris parti contre Bagdad dans la guerre irako-iranienne, les divergences politiques entre la France et la Syrie sont cependant importantes.

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a reçu M. Cheysson dimanche pendant deux heures. Selon l'agence irakienne INA, il a déclaré

qu'il appréciait « profondément » la position de la France et de M. Mitterrand à l'égard « des causes arabes et de la guerre imposée à l'Irak par le régime iranien ».

Le ministre français a transmis à M. Saddam Hussein un message verbal soulignant la « profonde amitié » et l'importance qu'il attache aux relations franco-irakiennes.

M. Cheysson, qui était arrivé à Bagdad samedi, venant d'Amman, s'est également entretenu avec deux vice-premiers ministres irakiens, M.M. Tarsek Aziz (également ministre des affaires étrangères) et Ramadan. Selon l'agence irakienne, il s'est déclaré satisfait de ses entretiens, et a indiqué que les sociétés françaises « sont prêtes » à continuer à participer au développement de l'Irak.

NOUVELLES BRÈVES

Mgr Jacques Fihey, évêque auxiliaire de Marseille, vient d'être nommé par Jean-Paul II vicaire aux armées, en remplacement de Mgr Gabriel Vauel, âgé de cinquante-huit ans : limite d'âge pour un évêque catholique des armées. Deux cent dix prêtres à temps plein et cent neuf à temps partiel sont au service des catholiques de l'armée française.

[Né le 1^{er} octobre 1951 à Narbonne, Mgr Jacques Fihey, après des études au grand séminaire de Nantes, a été ordonné prêtre en 1975. Il obtient ensuite à Rome un doctorat de théologie et une licence en droit canonique. Il occupe le poste de secrétaire général adjoint de l'épiscopat chargé de l'opinion publique de 1971 à 1977, avant d'être nommé évêque auxiliaire de Marseille en 1978.]

La situation de M. Trelan Munteau. - Un nouvel arrêté d'expulsion a été notifié, samedi 12 février, à M. Trelan Munteau qui se trouve assigné à résidence à Grenoble où il est domicilié. Les avocats du ressortissant roumain, condamné pour intelligence avec les agents d'une puissance étrangère et aujourd'hui libéré, avaient assigné en référé l'administration, lui reprochant de détenir chez lui M. Munteau sans motifs légaux. (le Monde des 11 et 12 février). Entre-temps, les inspecteurs des renseignements généraux qui surveillaient le domicile de Munteau ayant été retirés, le tribunal a donné acte au préfet de l'ordre de la cessation des « voies de faits » reprochées.

SIX EXPLOSIONS EN CORSE PENDANT LE WEEK-END

Quatre attentats à l'explosif, non revendiqués, ayant provoqué des dégâts matériels importants, ont été commis en Haute-Corse dans la région de Bastia, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février. L'un a été commis à Biguglia, à 10 kilomètres au sud de Bastia et visait un magasin de vitrerie, les trois autres ont été commis à Borgo-Valrose et visaient les locaux de la Société du comptoir agricole basco-corsais, ceux de la Société corse de distribution et enfin, l'établissement Caravane-Habitat. Ces trois sociétés ont déjà été l'objet d'attentats revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse en août et octobre 1982.

Deux autres attentats avaient été perpétrés la nuit précédente à Calvi (Haute-Corse) et Cauru (Corse-du-Sud). Le premier a détruit à 50 %, sur le camping Marinella, un bâtiment à usage sanitaire appartenant à M. Christophe Leandri, conseiller général R.P.R. du canton de Calvi. M. Leandri avait déjà fait l'objet le 4 février d'un attentat qui avait détruit à 80 % son appartement. Le second a gravement endommagé à Cauru le bureau d'accueil du camping les Prunelli, géré par M. Dominique Sabrin.

UN NOUVEL ATTENTAT DU GROUPE BAKOUNINE

Un attentat à l'explosif a été commis dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 février, peu avant 4 heures, contre la Société d'application des machines motrices (S.A.M.M.), à Issey-Moulineux (Yonne-et-Seine). Le groupe Bakounine. - Glansk, Paris-Guatemala-Salvador, auteur de quinze attentats depuis décembre 1981 contre des sociétés travaillant généralement avec l'Europe de l'Est ou l'Amérique latine, a revendiqué cet attentat. La S.A.M.M. fabrique du matériel technique de précision pour le compte du ministère français de la défense. Les dégâts ont été très légers : plusieurs vitres ont été soufflées.

Pour maintenir l'activité de ses ateliers en période de morte-saison

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

vous offre

jusqu'au 26 février

COSTUME mesure industrielle 1650 F avec gilet 1890 F

MODÈLE : à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Clé de la réussite, ce petit livre de Maurice Ogier donne envie de vivre !

Chaque jour, la parole fait gagner ou perdre des ventes, des contrats, l'autorité, l'amitié ou l'amour. Chaque être jouit de ce don merveilleux : la parole, mais il est rare qu'il sache l'exploiter pleinement. Or, parler avec aisance, participer brillamment à une conversation, une discussion, un débat, mener à bien une réunion, un entretien d'affaires ou d'embauche, avoir des contacts faciles : tout cela peut s'apprendre en quelques semaines. Ce passionnant petit livre vous fera comprendre pourquoi certains, « les leaders », cherchent toujours à prendre la parole : c'est le plus sûr moyen de se mettre en valeur, donc de réussir.

MAURICE OGIER, animateur de séminaires de communication, Conseil en Développement Personnel.

Ces vidéos : Ses méthodes, ses réussites. Des témoignages de dirigeants, universitaires, autodidactes, avocats, employés, ingénieurs, etc.

Maurice Ogier
INSTITUT FRANÇAIS DE LA COMMUNICATION Dpt 703
6, rue de la Plaine 75020 PARIS

BON DE COMMANDE DU LIVRE COMMENT APPRENDRE A PARLER AVEC AISANCE

Votre livre m'intéresse : envoyez-le moi, avec une documentation sur vos techniques de communication. Cf-joint 10 F comme participation aux frais.

Nom Prénom
Rue N°
Code postal Ville
Diplôme
Expérience professionnelle

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

18 mois de formation intensive au « management » des entreprises

• En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.,
• offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres « business schools » réputées en Europe, en Asie et en Amérique,
• avec le concours d'un corps professoral à la notoriété internationale,

• pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

Date limite de dépôt des candidatures en vue de la rentrée de septembre 1983 : lundi 14 mars

Réunions d'information avec d'anciens I.S.A. à :
PARIS : mardi 22 février - 18 h 30 - Maison de l'Amérique Latine 217, boulevard St-Germain 75014 - Métro Bac

TOULOUSE : mardi 1^{er} mars - 18 h 30 - Frontal - place Wilson

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - TÉL (3) 906.80.00 POSTE 478
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (NEC-ISA-CFC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation informative sur ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom Prénom
Rue N°
Code postal Ville
Diplôme
Expérience professionnelle

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS À DROITE. EN REMONTANT LES CHAMPS ÉLYSÉES.

TISSUS "COUTURE" UTRU prodigieuse originalité TISSUS "DECORATION" RODIN 38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

INSTITUT DIV. TEKELEC

l'ordinateur personnel IBM.

Un ordinateur personnel aussi professionnel que vous. Des logiciels aussi professionnels que vous. Une équipe aussi professionnelle que vous.

3 points de vente distributeurs agréés

PARIS NEUILLY 163 av. Ch. de Gaulle 92200 NEUILLY Tél : (1) 747-11-26	RENNES 10 av. de la République 35000 RENNES Tél : (09) 30-52-82	STRASBOURG 7 rue du Marché Vint 67000 STRASBOURG Tél : (88) 22-50-22
--	--	---

Le numéro du « Monde » daté 13-14 février 1983 a été tiré à 476 685 exemplaires